

Ordre du jour

4885 - Projet de loi électorale et portant modification

- de la loi du 31 octobre 1977 portant fusion des communes de Asselborn, Boevange/Clervaux, Hachiville et Oberwampach
- de la loi du 27 juillet 1978 portant fusion des communes de Arsdorf, Bigonville, Folschette et Perlé
- de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Harlange et Mecher
- de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Junglinster et de Rodenbourg

(Dépôt d'une série de 47 amendements - Rapport de la Commission des Affaires intérieures - Discussion générale)

Au banc du Gouvernement se trouvent: MM. Fernand Boden et Michel Wolter, Ministres.

(Début de la séance publique à 9.02 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung eng Kommunikatioun ze maachen?

(Négation)

Da gi mer dem Här Gira d'Wuert.

4885 - Projet de loi électorale et portant modification

- de la loi du 31 octobre 1977 portant fusion des communes de Asselborn, Boevange/Clervaux, Hachiville et Oberwampach
- de la loi du 27 juillet 1978 portant fusion des communes de Arsdorf, Bigonville, Folschette et Perlé
- de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Harlange et Mecher
- de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Junglinster et de Rodenbourg

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Här President, ech géing mer erlaben am Ufank vun der Sitzung am Numm vun der grénger Fraktioun 47 Amendementer ze deposéieren zum Wahlgesetz. Fein wéi ech si maachen ech dat am Ufank vun der Sitzung, fir dass de Greffe eng Chance huet sech drop ze preparéiere wann doriwwer ofgestëmmt gëtt, mä awer och déi eenzel Fraktiounen sech a Rou kënnen dat ukucken. Vlächicht fällt deem engen oder aneren da bäi, awer d'Amendementer ze stëmmen. Mäin Optimismus hält sech zwar do a Grenzen. Här President, ech géing lech domat dës Amendementer iwwerreechen.

Dépôt d'une série de 47 amendements

1) Art. 1er.-

Le point 2 de l'article 1 est modifié comme suit:

«2° être âgé de seize ans accomplis au jour des élections;»

2) Art. 2.-

Le point 1 de l'article 2 est modifié comme suit:

«1° être âgé de seize ans accomplis au jour des élections;»

3) Art. 2.-

Le point 4° est modifié comme suit:

«4° pour les ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne, être domicilié dans le Grand-Duché et y avoir résidé au moment de l'inscription sur la liste électorale prévue par la présente loi, pendant une année et demie au moins;»

4) Art. 2.-

La première phrase du point 5, article 2, est modifiée comme suit:

«5° pour les autres ressortissants étrangers, être domicilié dans le Grand-Duché et y avoir résidé au moment de l'inscription sur la liste électorale prévue par la présente loi pendant une année et demie au moins.»

5) Art. 3.-

L'article 3, 2° est modifié comme suit:

«2° être âgé de seize ans accomplis au jour des élections;»

6) Art. 3.-

Le point 5 de cet article 3 est modifié comme suit:

«5° pour les ressortissants d'un autre Etat membre de l'Union européenne, être domicilié dans le Grand-Duché et y avoir résidé, au moment de l'inscription sur la liste électorale prévue par la présente loi, pendant une année et demie au moins; »

7) Art. 4.-

Il est inséré un nouvel alinéa 2 à l'article 4:

«Les modalités pour constater la qualité d'électeur des ressortissant-e-s non-luxembourgeois-es sont fixées par règlement grand-ducal.»

8) Art. 7.-

L'article 7 est remplacé par le texte suivant:

«Les listes des électeurs sont permanentes, sauf les radiations et inscriptions qui peuvent avoir lieu, soit lors de la révision annuelle, soit en vertu du changement de résidence électorale, soit en vertu d'une rectification par la Cour supérieure de justice.»

9) Art. 12.-

La 2e phrase du premier alinéa de l'article 12 est modifiée comme suit:

«Elles sont dressées dans l'ordre alphabétique des noms et mentionnent, en regard des nom, prénoms, sexe et domicile de chaque électeur, le lieu et la date de sa naissance.»

10) Art. 52.-

L'article 52 est modifié comme suit:

«A dater du 1er janvier de chaque année, les élections se font d'après les listes révisées. Sont également admises à participer aux élections les personnes qui auront atteint l'âge de seize ans au jour des élections.

A cet effet, la liste établie au 1er janvier recense en annexe toutes les personnes qui atteindront l'âge de seize ans au cours de l'année en question.

Au fur et à mesure que l'âge de seize ans est atteint, les personnes concernées seront rajoutées sur la liste électorale.»

11) Art. 89.-

L'article 89 est abrogé.

12) Art. 90.-

L'article 90 est abrogé.

Il est ajouté un nouvel article 126:

«Dans le cas d'un accouchement, la députée qui devient mère ou le député qui devient père peut demander un congé de ses fonctions dans les conditions des articles XXII et XXIII de la loi du 12 février 1999 concernant la mise en oeuvre du plan national en faveur de l'emploi. Pendant ce temps, il ou elle peut se faire remplacer par le candidat ou la candidate qui vient sur sa liste après les personnes élues. Dans ce cas, la mère ou le père touche l'allocation prévue par la loi. Après son congé son mandat lui est restitué.»

13) Art. 129.-

Le paragraphe (1) de l'article 129 actuel est modifié comme suit:

«(1) Sans préjudice des dispositions de l'article 54 de la Constitution, le mandat de parlementaire est incompatible avec le mandat de membre du Parlement européen, avec la qualité de fonctionnaire, ...»

14) Art. 131.-

L'article 131 actuel est modifié comme suit:

«Les membres de la Chambre ne peuvent être parents ou alliés jusqu'au deuxième degré ni être unis par les liens du mariage; dans le cas où ils sont élus ensemble, la préférence est accordée à une personne du sexe sous-représenté, aussi longtemps que la parité n'est pas atteinte. S'il s'agit de deux personnes du même sexe, il est procédé par tirage au sort à la proclamation du candidat élu.»

15) Art. 134.-

L'article 134 actuel est modifié comme suit:

«Les élections pour pourvoir au remplacement des députés sortants ont lieu, de plein droit, de cinq en cinq ans, le premier dimanche du mois de mars, conformément aux articles 121 et suivants de la présente loi.

Les élections législatives ont toutefois lieu à la date fixée par règlement grand-ducal pour les élections européennes, si ces élections doivent avoir lieu au cours du mois de mars de la même année.

En cas de dissolution de la Chambre, il est procédé à de nouvelles élections dans les trois mois au plus tard de la dissolution.»

16) Art. 135.-

A l'article 135 actuel, il est inséré un nouvel alinéa trois:

«Sur une même liste, la différence entre le nombre de candidatures féminines et masculines ne peut être supérieure à une unité. Sur chaque liste composée de plus d'une candidature les candidatures féminines et masculines sont présentées en alternance.»

17) Art. 135.-

Au même article, l'alinéa 3 actuel est modifié comme suit:

«La liste comprend les nom, prénoms, sexe, profession et domicile séparément pour les candidats et les présents.»

18) Art. 140.-

L'alinéa premier de l'article 140 actuel est modifié comme suit:

«Le président du bureau principal de la circonscription formule incontinent le bulletin de vote qui, agencé comme l'affiche, mais de dimensions moindres, reproduit les numéros d'ordre et la dénomination des listes ainsi que les nom, prénoms et le sexe des candidats et indique le nombre des mandats à conférer.»

19) Art. 149.-

L'article 149 actuel est abrogé.

20) Art. 161.-

A l'article 161 actuel, ajouter après 2e alinéa:

«Cependant, aussi longtemps que la parité entre femmes et hommes n'est pas atteinte, la préférence est accordée à une personne du sexe sous-représenté.»

21) Art. 186.-

L'article 186 actuel est modifié comme suit:

«Les membres du conseil communal sont élus pour le terme de cinq ans, à compter du 1er janvier qui suit leur élection, nonobstant des dispositions de l'article 187 de la présente loi.

Ils sont rééligibles.

La réunion ordinaire des électeurs, à l'effet de procéder au remplacement des conseillers sortants, a lieu de plein droit, de cinq en cinq ans, le deuxième dimanche d'octobre.»

22) Art. 192.-

Le point 1° de l'article 192 actuel est abrogé.

23) Art. 192.-

Ajouter au point 2° actuel du même article 192 l'alinéa suivant:

«Pour les autres ressortissants étrangers, être pour toute cette période en possession d'une autorisation de séjour, des papiers de légitimation prescrits et d'un visa si celui-ci est requis, tels que ces documents sont prévus par la loi du 28 mars 1972 concernant l'entrée et le séjour des étrangers, telle qu'elle a été modifiée par la suite.»

24) Art. 192.-

Le deuxième alinéa du point 4 actuel est modifié comme suit:

«Pour les ressortissants non-luxembourgeois, il faut en outre être domicilié sur le territoire luxembourgeois et y avoir résidé, au moment du dépôt de la candidature, pendant cinq années.»

25) Art. 192.-

Le dernier alinéa ainsi que les points 1° à 3° sont modifiés comme suit:

«Les modalités pour constater les conditions d'éligibilité des ressortissants non-luxembourgeois sont fixées par règlement grand-ducal.»

26) Art. 195.-

A l'article 195 actuel, ajouter un nouvel alinéa après le point 3:

«Si un bourgmestre accepte le mandat de membre du Parlement européen, il est déchu de plein droit de son mandat de bourgmestre.»

27) Art. 201.-

La première phrase du 1er alinéa de l'article 201 actuel est modifié comme suit:

«La déclaration indique les nom, prénoms, sexe, domicile, profession et nationalité du candidat.»

28) Art. 206.-

Le 4e alinéa de l'article 206 actuel est modifié comme suit:

«Le relevé des personnes élues doit indiquer le nom, les prénoms, le sexe, l'adresse, la nationalité, la profession exacte et, le cas échéant, le degré de parenté entre plusieurs personnes élues.»

29) Art. 217.-

L'article 217 actuel est abrogé.

30) Art. 223.-

Ajouter après le 1er alinéa de l'article 223 actuel:

«Cependant, aussi longtemps que la parité entre femmes et hommes n'est pas atteinte, la préférence est accordée à une personne du sexe sous-représenté.»

31) Art. 228.-

Le premier alinéa de l'article 228 actuel est modifié comme suit:

«Les listes sont constituées pour chaque commune par les groupements de candidats qui, par une déclaration signée par eux, acceptent la candidature dans cette commune, et sont présentées conjointement soit par vingt-cinq électeurs inscrits dans la commune, soit par un conseiller communal, sortant ou en fonction.»

32) Art. 228.-

Insérer un nouvel alinéa trois:

« Sur une même liste, la différence entre le nombre de candidatures féminines et masculines ne peut être supérieure à une unité. Sur chaque liste composée de plus d'une candidature les candidatures féminines et masculines sont présentées en alternance.»

33) Art. 228.-

Modifier l'alinéa 4 actuel:

«La liste indique les nom, prénoms, sexe, profession, domicile et nationalité des candidats ainsi que des électeurs ou du conseiller communal, sortant ou en fonction qui les présentent.»

34) Art. 229.-

Le 2e alinéa de l'article 229 actuel est biffé.

35) Art. 236.-

L'alinéa 3 de l'article 236 actuel est modifié comme suit:

«Le relevé des personnes élues à adresser au commissaire de district doit indiquer le nom, les prénoms, le sexe, l'adresse, la nationalité, la profession exacte et, le cas échéant, le degré de parenté entre plusieurs personnes élues.»

36) Art. 236.-

L'alinéa 5 de l'article 236 actuel est modifié comme suit:

«Cette affiche reproduit, sur une même feuille et en gros caractères, les nom, prénoms, sexe, profession, nationalité et domicile des candidats de toutes les listes enregistrées. Pour chaque liste, l'ordre de présentation des candidats y est maintenu.»

37) Art. 237.-

Le premier alinéa de l'article 237 actuel est modifié comme suit:

«Le président du bureau principal formule incontinent les bulletins de vote qui sont imprimés sur papier électoral, conformément au modèle annexé à la présente loi, et agencé comme l'affiche, mais de dimensions moindres; ils reproduisent les numéros d'ordre et les dénominations des listes ainsi que les nom, prénoms et le sexe des candidats et indique le nombre des conseillers à élire.»

38) Art. 247.-

L'article 247 actuel est abrogé.

39) Art. 254.-

Ajouter après le 2e alinéa de l'article 254 actuel:

«Cependant, aussi longtemps que la parité entre femmes et hommes n'est pas atteinte, la préférence est accordée à une personne du sexe sous-représenté.»

40) Art. 260.-

La 2e phrase du premier alinéa de l'article 260 actuel est modifiée comme suit:

«Ce relevé doit contenir le nom, les prénoms, le sexe, l'adresse, la nationalité, la profession exacte et, le cas échéant, le degré de parenté entre plusieurs élus.»

41) Art. 287.-

Le paragraphe (1) de l'article 287 actuel est modifié comme suit:

«(1) Sans préjudice des dispositions de l'article 54 de la Constitution, le mandat de membre du Parlement européen est incompatible avec le mandat de député, avec le mandat de bourgmestre, avec la qualité de fonctionnaire, ...»

42) **Art. 291.-**

Insérer un nouvel alinéa trois à l'article 291 actuel:

«*Sur une même liste, la différence entre le nombre de candidatures féminines et masculines ne peut être supérieure à une unité. Sur chaque liste composée de plus d'une candidature les candidatures féminines et masculines sont présentées en alternance.*»

43) **Art. 291.-**

Modifier la première phrase du 3e alinéa actuel comme suit:

«*La liste comprend les nom, pré-noms, sexe, date et lieu de naissance, nationalité, profession et domicile des candidats.*»

44) **Art. 291.-**

Biffer la deuxième phrase du 5e alinéa actuel.

45) **Art. 296.-**

Le premier alinéa de l'article 296 actuel est modifié comme suit:

«*Le président du bureau principal de la circonscription formule incontinent le bulletin de vote qui, agencé comme l'affiche, mais de dimensions moindres, reproduit les numéros d'ordre et la dénomination des listes ainsi que les nom, pré-noms et le sexe des candidats et indique le nombre des mandats à conférer.*»

46) **Art. 306.-**

L'article 306 actuel est abrogé.

47) **Art. 320.-**

Ajouter à l'article 320 actuel un nouveau 3e alinéa:

«*Cependant, aussi longtemps que la parité entre femmes et hommes n'est pas atteinte, la préférence est accordée à une personne du sexe sous-représenté.*»

(s.) *Camille Gira, François Bausch, Robert García, Jean Huss, Renée Wagener.*

■ **M. le Président.**- Dir Damen an Dir Hären, mir kommen elo zur Diskussioun vum Projet de loi 4885 iwwert d'Wahlgesetz. D'Riedezäit ass nom Modell 3 festgeleucht. Et si schonn ageschriwwen: déi Häre Klein, Graas, Jaerling, Gira, Urbany an d'Mme Wagener.

D'Wuert huet de Rapporteur vum Projet de loi, den honorablen Här Marco Schank.

Rapport de la Commission des Affaires intérieures

■ **M. Marco Schank (CSV), rapporteur.**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, den 13. Dezember 2001 huet den Innenminister de Projet de loi 4885 fir eng Reform vum Wahlgesetz vum 31. Juli 1924 - dat ass jo schonn eng Zäitchen hier - déposéiert. Am Juli d'lescht Joer ass d'Gesetz vum Statsrot aviséiert ginn an enger Partie Avisen huet d'Kommissioun de 14. Januar dëst Joer nach eng Rei Amendementer un de Conseil d'Etat weidergeleet.

D'Wahlgesetz ass natierlech am Laf vun der Zäit och ëmgeännert ginn, zum Beispill de 25. Februar 1979. Dat war deemools am Kontext mat der Direktwahl vun de Représentanté fir d'Europaparlament. An nach eng kéier, de 7. Januar 1999, ass et op dëser Plaz ëmgeännert ginn am Zesummenhank mat dem deelweis Zréckerstatte vun de Wahlkampfkäschte fir d'Parteien an d'Groupements politiques am Kader vu Chamber- an Europawahlen. Genau dëst ass ee vun de Grënn och firwat et sënnvoll war fir déi verschiddenen Texte, déi de Moment a Kraaft sinn, an engem eenzegem Text homogen zesummenzefaassen.

Un éischter Stell wollt ech awer all menge Kolleegen a Kolleginnen aus der Chamberkommissioun merci soen, déi an net manner wéi 12 Sëtzunge mat mir zesummen deen neie Projet de loi fir d'Emännerung vum Wahlgesetz analyséiert hunn. Ech mengen, datt et och insgesamt e ganz konstruktiven Exercice war.

Am Ufank vum Rapport stellt d'Kommissioun fest, datt d'Wahlgesetz eent vun deene wichtigste Gesetzter an eiser Demokratie duerstellt, dat e wichtige Garant vun eiser Demokratie duerstellt, respektiv och eng vun de Saile vun eisem institutionelle System.

Wichtig ass ze soen, datt den Innenminister, ier de Projet de loi iwwerhaapt formuléiert gouf, all d'Parteien aus der Chamber consultéiert huet, fir se ëm hir Meenung ze froen, fir datt am Endeffekt dat neit Wahlgesetz op e méiglechst breede Konsens soll gestallt ginn, e Konsens vun allen demokratesche Kräfte hei am Land. Dat heescht, datt d'Parteien dee Moment, also virum Dépôt a virum der Formulierung vum Gesetz 2000/2001, d'Zäit an d'Méiglechkeet haten an hire Parteigremien déi wichtigst Sujete vun der Législation électorale ze debattéieren.

Den Text dréit ëm véier Axen.

Éischtens déi allgemeng gültig Dispositiounen, déi fir déi dräi Wahlen, Gemengen- Chamber- an Europawahlen, gültig sinn. Zweetens déi Artikelen, déi mat de Legislativwahlen ze dinn hunn. Drëtens déi Dispositiounen, déi mat de Gemengewahlen zesummenhängen, a véiertens déi déi mat de Wahlen fir d'Europaparlament ze dinn hunn.

Um Enn vun den Aarbechten, dat war ufanks Dezember 2002, huet d'Kommissioun nach e Questionnaire ausgeschafft op enger Rei vu Punkten, op deene keen Accord fonnt gi war, respektiv wou mer gemengt hunn, et sollt een op deene Punkten d'Chambersfraktiounen consultéieren. Dat war ënner anerem d'Onvereinbarkeet vum Mandat vum Europadeputéierten an den nationalen Deputéierten, et war awer och d'Eropsetze vun de Mindeststëmme bei der Virstellung vun de Lëschten, oder och nach den Tirage au sort. D'Fraktiounen hunn entsprechend drop geäntwert. Ech kommen nach op déi Punkten do zréck.

Här President, ech géif dann am Ufank vu mengem Rapport op déi wichtigst Ännerungen an dësem Gesetz agoen. Fänke mer u mat der Altersgrenz beim passive Wahlrecht fir d'Wahlen alleguer, also Landes- Gemengen- an Europawahlen. Dës Altersgrenz gétt vun 21 op 18 Joer erofgesat. Dësen Alter entsprécht also an Zukunft genoe der Altersgrenz vum aktive Wahlrecht.

Dir wësst, datt mer gëschter genau an deem Punkt do den Artikel 52 vun eiser Verfassung reviséiert hunn. Dat war och eng Bedingung vum Statsrot. Dat heescht, am Avis vum Statsrot am Juli 2002 war dat déi eenzeg Opposition formelle an deem Kontext, an där hu mer dann och gëschter Rechnung gedroen.

Eng weider Ännerung ass déi, datt d'Wahlpflicht vu 70 op 75 Joer eropgesat gétt. Dat wichtigst Argument heifir ass, datt d'Liewensveränderung vun de Leit jo an deene leschte Jorzéngten eropgaangen ass. Och de Statsrot huet sech deem Argument ugeschloss, dat heescht, d'Leit gi méi al an dofir war d'Kommissioun sech eens fir d'Wahlpflicht op 75 Joer eropzesetzen.

D'Regierung huet proposéiert, fir dann och en anere Punkt, déi erfuierlech Mindeststëmmen, also d'Signatures du soutien, bei der Virstellung vun de Lëschte bei de Landeswahlen, respektiv bei deene Gemengen, déi nom Proporz stëmmen, eropzesetzen. Bei der Opstellung vun de Lëschte fir d'Legislativwahlen geet d'Zuel op 100 erop a bei de Gemengen, déi nom Proporzsystem stëmmen, klëmmt déi d'Zuel vu 25 op 50 Stëmmen. Dir wësst, datt bei den Europawahlen déi Signatures du soutien bei 250 Stëmmen leien.

Ech wëll dann och drop hiweisen, datt an dësem Punkt de Statsrot anerer Meenung war wéi d'Auteurs vum Projet a schlussendlech

och eng Majoritéit an der Kommissioun. De Conseil d'Etat huet gemengt, datt déi Barrière héich genuch wier an datt een et kleng Gruppierungen net sollt ze schwéier maache fir hir Vue minoritaire, wéi de Statsrot seet, oder Meenungen, déi sech vläicht och nëmmen ëm een eenzege Punkt, een eenzege Sujet an enger Lokalitéit oder an enger Gemeng dréinen, deene Gruppierungen och d'Méiglechkeet ze gi fir sech der lokaler Bevëlkerung ze presentéieren.

E wichtige Beitrag fir méi Demokratie sinn dann awer och d'Verein-fachungen am Kontext vun der Bréilwahl. Eng weider Ännerung, also de Vote par correspondance zum Beispill, wann een un déi grouss Zuel vu Lëtzebuerger Studenten am Ausland denkt. Hei gétt d'Frist fir d'Demande vun 51 op 30 gesenkt. Insgesamt ass awer och manner Pabeierkrich virgesi fir déi Lëtzebuerger, déi am Ausland liewen an effektiv un enger Lëtzebuerger Wahl deelhuele wëllen.

Eng weider wichtig och ganz sënnvoll Ännerung am Kontext vun enger méi staarker Integratioun vun eisen auslännesche Matbiergerinnen a Matbierger ass déi, datt an Zukunft Net-EU-Ausländer d'aktiiv Wahlrecht bei Gemengewahlen kréien. D'Viraussetzung ass hei eng onënnerbrachen Openthaltsdauer vu fënnf Joer zu Lëtzebuerg. Doriwwer eraus gétt dann och, dat ass ebenfalls nei, d'Openthaltsdauer fir EU-Ausländer, déi aktiv, respektiv passiv u Wahlen deelhuele wëllen, op fënnf Joer erofgesat.

Här President, ech wollt dann op eng Rei ganz relevant Ännerungen hiweisen, déi mat dësem Projet de loi geschéien um Niveau vun eise Gemengen zu Lëtzebuerg. Fir d'éischt ass et esou, datt d'Sektiounen an de Gemengen ofgeschafft ginn. Ganz dacks ass hei dat Argument ugeféiert ginn, datt d'Sektiounen eigentlech en Überbleibsel sinn aus der Zäit vun de Rechnungssektiounen, wou och all Sektoun seng eege Finanzierung oder säin eegene Budget hat. En anert Argument, datt d'Gemengerotsmemberen all d'Bierger representéieren an och datt eng Gemeng definitiv eng eenzeg juristisch Entitéit duerstelle géif. Derbäi kënnt, datt ouni Sektionsgrenzen déi zukünftige Gemengeréit sech alleguer enger Wahl stelle mussen.

Ofgeschafft gétt doriwwer eraus och de Ballottage an de Majorzgemengen, also dee berühmten zweete Wahlsonndeg. An Zukunft ass einfach d'Zuel vun de Stëmmen, déi jidderee kritt, definitiv ausschlaggebend.

D'Kommissioun war der Meenung, an ech mengen och déi allermeeschte Politikerinnen a Politiker am kommunale Beräich, datt mat dëser Mesure e ganze Koup Kaméidi an eisen Dierfer géif évitéiert ginn. De Statsrot seet an dësem Kontext, dass de Wieler um éischte Sonndeg jo ee fir allemol seng Meenung seet, déi hie sech am Laf vun enger Campagne gebilt huet.

Eng weider Ännerung ass déi nei Definéierung vun de Komplementärwahlen. Wann an Zukunft eng Plaz fräi gétt, da kann de Gemengerot den Innenminister froe fir Wahlen ofzehalen oder och net. Komplementärwahlen gi spéitstens dann obligatoresch, wann eng zweete Plaz fräi gétt an da géllt dat fir déi zwee Posten.

Eng weider interessant Neierung ass dann och déi - dat war eng Demande aus de Gemengen -, dass déi nei Majoritéiten net méi musse bis den 1. Januar waarde bis se hiert Amt kënnen untrieden, mä et vun deem Moment u kënnen untrie-

den, wou de Buergermeeschter respektiv d'Schäffen nominéiert oder vereedeegt sinn. Dëst huet de Virdeel, dass déi nei Majoritéit d'Méiglechkeet kritt eigentlech direkt dat wichtigst Instrument vu kommunaler Aarbecht auszeschaffen, dat ass de Budget, an dann déi Jalone setze kann, déi déi nei Majoritéit sech eigentlech vu vir era virgeholl huet.

E weidere Punkt ass, dass d'Patt-situatiounen déi entstinn, wann zwee Kandidaten oder Kandidatinnen déiselwecht Stëmmenzuel hunn, esou tranchéiert ginn, dass net méi deen eelste Kandidat erareckelt, mä dass schlussendlech d'Lous entscheet. Hei hat de Conseil d'Etat eng aner Meenung. Hie war entweder fir d'Bäibehale vun deem aktuelle System, wou den Alter Virrang hat respektiv fir dem Sexe sous-représenté Virrang ze ginn. D'Kommissioun huet awer majoritaire gemengt et soll ee keen objektive Kritär uwenden an den Zoufall hei gewärde loossen.

Eng lescht Neierung betrëfft d'Grenz vun 3.000 Awunner, déi an Zukunft géllt, wann eng Gemeng vum Majorz- op de Proporzsystem wiesselt. Souwäit meng Informatiounen stëmme sinn et fënnf Gemengen déi, wann dëst Gesetz gestëmmt gétt, bei den nächste Wahlen am Proporz stëmme ginn: Dippel, Mäertel, Rammerech, Wëntger a Konter.

Duerch dat neit Gesetz falen och d'extra Bestëmmunge fir d'Fusionsgemenge Jonglënster, d'Stauseegemeng, Rammerech a Wëntger ewech. Rammerech a Wëntger beispillsweis mat bis elo 13 Gemengeréit kommen elo op 11, well se eben 3.000 Awunner hunn an no der leschter Volkszählung deemno déi nächste kéier och nom Proporz stëmme ginn.

Dann zum Schluss vläicht nach eng vun den Ännerungen déi dozou bäidroen soll, dass d'Prozedur insgesamt vereinfacht gétt, dat heescht dass déi zweet Wahl-lëscht, déi beim Distriktscommissaire ausluch, ofgeschafft gétt.

Här President, nieft all dësen Neierungen, déi ech hei ernimmt hunn, hu mir awer och an der Kommissioun iwwer eng Rei aner Sujete geschwat, wou schlussendlech vläicht keng Ännerungen, keng Neierungen erauskomm sinn, mä déi awer wichtig Sujete waren, mengen ech, fir vläicht zukünftige Reformen. Et ass natierlech schonn am Virfeld vum Dépôt vun dësem Gesetz - dat hunn ech scho gesot - vun de Parteien, eben op de Wonsch vum Innenminister an de Parteigremien hin, intensiv iwwert déi Punkten diskutéiert ginn, op déi ech elo nach ze schwätze kommen.

Beispillsweis iwwert de Vote obligatoire. Niewent Lëtzebuerg gétt et d'Wahlpflicht nach an Dänemark, a Griicheland, an der Türkei, awer och a méi grouss Länner wéi Australien oder Brasilien. D'Kommissioun war an hirer grousser Majoritéit der Meenung fir d'Wahlpflicht bäizebehalen. Si huet sech do un en Avis vum Statsrot ugehong fir ze soen, dass déi obligatoresch Bedeelegung vun de Wielerinnen a Wieler u Wahlen manner eng Obligatioun ass, mä éischter d'Ausübe vun enger renger Biergerpflicht vu jiddfer Eenzelnen.

Datselwecht wat fir de Vote obligatoire géllt, ass och fir d'Panachéiere richtig. Och hei huet d'Kommissioun mat enger grousser Majoritéit fir d'Bäibehale vum Panachage optéiert. Do kënnt een eng Rei Argumenter widderhuelen, déi an der Kommissioun gesot goufen. Et ass ënner anerem - just fir ee Saz ze soen - vun de Befürworter gesot ginn, dass net nëmmen d'Parteien géifen Inhalter vermittelen, mä eben och Persounen.

Mir hunn och iwwert d'separat Ofhale vun de Legislativwahlen respektiv den Europawahlen diskutéiert. Och hei ass eng Majoritéit der Meenung gewiescht, dës

Wahlen solle weiderhi parallel statt-fannen. Et ass awer och gesot ginn, dass eng Valoriséierung kéint stattfannen an Zukunft an dass dat éischter iwwer entsprechend Campagné géif gemaach ginn.

E weidert Thema war de Congé politique an d'Formation continue vun de Gemengerotsmemberen. Hei bestung daitlech e Konsens an der Kommissioun a puncto Nécessitéit fir de Congé politique ze reforméieren a verstärkt d'Gemengerotsmemberen ze forméieren am Kader vun enger Formation continue. Déi zwee Sujeten - dat ass ofgemeinert ginn an der Kommissioun - sollen detailléiert am Kader vum Débat iwwert d'Kompetenze Stat/Gemengen traitéiert ginn. Mir wäerten no der Fuesvakanz an der Kommissioun - ech soen emol zwee-, dräimol - nach zréckkommen op dee Rapport, deen da virleie wäert. No der Ouschtervakanz wäert dann och dësen Débat an d'Chamber kommen.

Wat méi eng staark Participatioun vun de Fraen un de politeschen Décisiounen ubelaangt, ass an der Kommissioun zum Beispill iwwert d'Méiglechkeet vu Quotéierungen diskutéiert ginn. An deem Kontext huet d'Kommissioun vun der Egalité des chances de 6. November 2002 en Avis zu der Reform vum Wahlgesetz ofginn an un eis weidergeleet. Hei ass ënner anerem un en eestëmmege Vote vun enger Motioun ernénnt ginn, déi eng Diskussioun iwwert d'Opdeelung vun de Lëschte mat maximal zwee Dréttel vu Kandidaten am selwechte Sexe virgesinn huet.

Ech erënnere den darselwechter Thematik drun, dass den 9. Dezember 2002 en Hearing an der Chamber stattfonnt huet, dee vun der Egalitéskommissioun proposéiert gi war, a wou den CRP Gabriel Lippmann, de Conseil national des femmes an och de Grupp LIDIA invitéiert gi waren, fir ebe mat de Memberen aus der Intérieurskommissioun iwwert déi zukünftige Représentatioun vun de Fraen an der Politik ze diskutéieren.

D'Kommissioun huet an dësem Zesummenhang majoritaire gemengt, dass een eng Quotéierung net soll an d'Gesetz aschreiwen, mä dass een et de Parteien soll iwwerloosse fir esou eng Regelung, wa se dat da wëllen, an hir Statuten anzuschreiwen. Bis ewell, souwäit ech dat iwwerblécken, ginn et zu Lëtzebuerg dräi Parteien, déi dat gemaach hunn.

En anert Thema war beispillsweis de méiglechen Asaz vun dem Vote électronique bei Wahlen. Et gi jo deelweis scho Länner an Europa, déi dat vläicht net insgesamt bei alle Wahlen, mä schonn emol probéiert hunn, respektiv definitiv agefouert hunn. Mir krute gesot dass d'Regierung sech scho Gedanken iwwert dee Sujet gemaach hätt, bis ewell awer nach keen appropriéierte System fonnt hätt deen alle Kritären, besonnesch deem vun der Sécuritéit, géif Rechnung droen.

Kuerz undiskutéiert gouf och eise System vun deene véier Wahlbezierker mat der Fro, ob een net soll iergendwann op de Wee vun enger Circonscription unique goen. D'Kommissioun war an der grousser Majoritéit net dëser Meenung, ënner anerem mat deem Argument - ech zitéieren elo just eent -, datt d'Spezifisitéite vun de Regiounen nach wie vor eng ganz wichtig Roll géife spillen.

Här President, ech wollt dann och nach op deen een oder anere Punkt aus dem Avis vum Conseil d'Etat ze schwätze kommen. Ech hunn dat wuel elo schonn am Kontext mat deene verschiddene Sujeten gemaach wou Neierungen sinn, respektiv déi an der Kommissioun diskutéiert goufen, mä et sinn der och nach e puer dovunner lass-geléist vum Conseil d'Etat ugeschwat ginn.

Ech wollt an deem Kontext dem Statsrot merci soe fir seng vill a prompt Aarbecht mat engem ganz detailléierten éischten Avis op net manner wéi 72 Säiten, dat ouni sän eegenen Texte proposé.

An dësem Projet de loi stinn och d'Dispositiounen fir déi deelweis Réckerstattung vun de Käschte fir d'Wahlcampagnë vun de Parteien - dat wësst Dir. Bis ewell war dat eng Loi spéciale. Dës Dispositiounen sinn elo an d'Wahlggesetz erageholl ginn. Déi Loi spéciale war vum 7. Januar 1999. Ech hunn lech scho virdrun dovun geschwat.

De Statsrot ass eigentlech net mat dëser Virgoensweis d'accord gewiescht an huet gemengt dee ganze Finanzement vun de Wahlcampagnë misst an enger Loi spéciale bleiwen. Virun allem huet de Statsrot insistéiert, dass endlech eng méi allgemeng a méi komplett Definitiouen vun de politesche Parteien misst fonnt ginn, fir se op dës Manéier méi fest an eisem institutionelle System ze verankeren.

A sengem Avis vum 9. Juli huet de Statsrot d'Fro opgeworf, wou de Referendum mat entsprechenenden Dispositiounen seng Plaz kënn fanen, zum Beispill a puncto Collèges de vote, wéi dann do d'Stëmmen ofgi ginn oder wéi d'Bulletinen ausgezielt ginn. De Statsrot mengt dass et logesch wär, wann déi Dispositiounen le moment venu an den Text iwwert d'Wahle géifen integréiert ginn.

D'Kommissioun huet och hei d'Meenung vertrueden, den Ofschloss vun den Aarbechte vun der VerfassungsKommissioun ofzewaarden ier et iwwerhaapt an dem Sujet weider geet.

Dann huet de Conseil d'Etat och nach d'Problematik vum Partenariat civil opgeworf. Enk Familjerelatiounen spillen an deem engen oder anere Fall am Wahlggesetz eng Roll. Am Mee 2002 gouf de Projet de loi 4946 iwwert d'Effets légaux vu verschiddene Partnerschaften déposiert. De Conseil d'Etat weist drop hin, dass d'Dispositiounen vun dësem Gesetz Retombéeë wäerten hunn op d'Wahlggesetzgebung.

Dann huet de Statsrot nach drop higewisen, dass den Text vum Projet de loi nach wie vor d'Méiglechkeet opléisst, dass ee Kandidat fir d'Europawahl sech och de Chamberwahl stelle kann, en Thema wat jo och nach déi lescht Deeg diskutéiert gouf. Ech wëll nach eng Kéier drun erënneren, dass dës Problematik am Virfeld vum Dépôt respektiv der Formulierung vum Projet de loi intensiv vun alle Fraktiounen a Parteien diskutéiert gouf. Jiddefalls war dat a menger Partei de Fall.

D'Fraktioun vun deene Gréngen huet während den Aarbechte vun der Kommissioun eng ganz Partie Amendementer eragereecht, déi am Laf vun eisen Aarbechten diskutéiert, analyséiert an och ofgestëmmt goufen.

Ech wëll nach drop hiweisen, dass den ursprüngelechen Timing fir den Ofschloss vun den Aarbechte vun der Kommissioun net konnt agehale ginn. Dat ass och gëschter schonn op dëser Plaz gesot ginn. Doduerch dass de Projet fir dës Woch programméiert ginn ass, ass, muss ech éierlech soen, eng gewëssen Hetz entstanden, wou ëmmer d'Gefor besteet dass Fehler sech aschläichen, ëmsou méi mir mat engem ganz komplexen an och juristeschen schwierigen Text ze dinn hunn.

Virun zwee Deeg huet d'Chamberkommissioun de Rapport ugehall, nodeem eng Rei Ännerungen nach decidéiert gi waren an där Sëtzung. Vu verschiddene Memberen ass nach eng Kéier op déi Opposition formelle higewise gi vun engem vun den Amendementer - ech mengen, et war Nummer 7 - am Avis complémentaire vum Statsrot, déi d'Kommissioun eigentlech iwwereneestëmmd als Malentendu ugesinn hat. No Récksprouch mam Statsrot ass schlussendlech kloer

gewiescht, dass mer hei net laanscht een Amendement kéimen, wat schlussendlech d'Akraaftriede vum Gesetz hypothekéiert hätt.

An enger leschter Sëtzung gëschter huet d'Kommissioun e Rectificatif zum Rapport vum 10. Februar gestëmmt, fir op den alen Text zrëck ze kommen. Den Texte initial huet effektiv an deem Punkt virgesinn a gesäit och elo vir, dass d'Membere vum Bureau de vote, also mat de Sekretären, op der Wielerlëscht vun där Gemeng mussen stoe wou se siégieren. Dat ass quant au fond och d'Meenung vum Statsrot gewiescht, deen a sengem Avis d'Beispill vu Frankräich zitéiert huet, wou e seet, Frankräich hätt duerchgehend nach méi kleng Gemenge wéi mir, an do wär dat och eng Obligatioun. D'Kommissioun hat do ursprüngelech eng aner Meenung.

Ech wëllt dann zum Schluss mat Nodrock drop hiweisen - dat hu virdrun och Membere vun der Opposition gesot -, dass mir an deene ville Sëtzungen d'Gesetz wierklech an allen Detailer an och ganz concencieux belicht an diskutéiert hunn. Insgesamt kann ee soen, dass mir dëse Projet op eng ganz konstruktiv Manéier an och mam Engagement vun all Member aus der Kommissioun diskutéiert hunn. Ech géif also mengen, dass no deene sëllegen Efforten, besonnesch an deene leschten Deeg, mir net nëmmen e wichtegt Gesetz haut wëlle stëmmen, mä och e gutt Gesetz, wat eng ganz Partie wesentlich a positiv Ännerunge fir d'Wahloperatiounen vun deenen nächste Jore brénge wäert.

Zum Schluss, Här President, wollt ech alle Mataarbechterinnen a Mataarbechter aus der Chamber, dem zoustännege Ministère an och eiser eegener Fraktioun merci soen, dass trotz dem Stress vun deene leschten Deeg an den eventuellen Nuettsschichten eng ganz valabel Aarbecht gemaach konnt ginn, an ech hoffen dofir dass eng breet Majoritéit an dëser Chamber dëst Gesetz stëmme wäert.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als éischten Diskussiounsriedner ass den Här Jean-Pierre Klein agedroen. Den Här Klein huet d'Wuert.

Discussion générale

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Här President, Dir Damen an Dir Hären, ech soen dem Rapporteur merci fir säi gudder Bericht. Dës Kéier him ee besonnesche Merci, well en hat et net einfach gemaach kritt vu senge Koalitionsskolleegen, besonnesch och net vu sengem Fraktiounschef.

Dat hei ass awer net déi grouss Reform vun eise Wahlrecht, esou wéi se vum Innenminister ugekënnegt gi war. Et ass éischter eng Ausbesserung vun deem jetzege System. Virausgesot ass eng Rei vun acceptablen Neierungen. Wa mir Zäit gelooss kritt hätten, hätte mir kënne méi wäit goen an a ganz fortschrëttlech Gesetz maachen. D'Regierung huet vun Ufank un op de Konsens gehalen, an zwar schonn am Virfeld ier de Projet de loi definitiv ausgeschafft ginn ass. Eng méi breet Diskussioun konnte mir net féieren, well dat net gewënscht war.

D'Wahlrecht ass e fundamentaalt Biergerrecht. Déi éischt Relatioun, déi de Bierger mam Pouvoir huet, trëtt bei de Wahlen op. Et wär och net oninteressant gewiescht, wann een an dësem Kader och hätt kënnen e weéng iwwert déi geschichtlech Entwécklung vum Wahlrecht zu Lëtzebuerg schwätzen, iwwert de Passage vum Suffrage restreint, dem Suffrage censitaire, capacitaire bis zum Suffrage universel. Dat war awer aus Zäitgrënn net méiglech, well mir jo ënner Zäitdruck gesat gi sinn, dëst Gesetz misst schnellstméiglechst eraus gequësch ginn.

Et sollen dem Bierger duerch dëst Gesetz d'Konditiounen fir him zu sengem Recht ze verhëlfen, d'Conditions de jouissance, méi llicht gemaach ginn. D'Bestëmmunge fir et auszeféieren, d'Conditions d'exercice, si méi einfach gemaach ginn.

Dat aktiivt an dat passivt Wahlrecht hunn hir Racinen an eiser Verfassung. Mam Gesetz vun 1995 hu mir als Konsequenz vun der europäescher Citoyennetéit d'Ouverture gemaach fir d'Bierger aus der Europäescher Unioun ënnert bestëmmt Konditiounen un de Gemengewahlen deelhuefen ze loosse. Mer haten zimlech restriktiv Bedingunge festgeluecht wat d'Résidence vun den Interesséierten ubelaangt, esouwuel fir dat aktiivt wéi fir dat passivt Wahlrecht.

An dësem Projet de loi ginn op dem Plang Allégementen virgesinn, besonnesch wat d'Durée de résidence ubelaangt. Si ass wesentlich erofgesat ginn.

Ze begrëssen ass datt an Zukunft d'Ausländer, déi net aus der Europäescher Unioun kommen, ënnert deene selwechte Konditiounen wéi d'EU-Bierger zum aktive Stëmrecht bei de Gemengewahlen zougeloo ass ginn. Dat hate mir an de Programm vun de Sozialisten daitlech ageschriwwen.

Et muss dofir gesuergt ginn, datt d'Ausländer dës nei Bestëmmungen, wann d'Gesetz gestëmmt ass, esou séier wéi méiglech zur Kenntnis bruecht kréien. Campagnë sinn op allen Niveauen ubruecht, fir d'Net-Lëtzeburger ze sensibiliséieren vun hiren neie Rechter Gebrauch ze maachen. Dës nei Rechter solle bei hinnen d'Flicht an d'Verantwortungsbewusstsein erwächen, fir sech un de kommunale Geschécker ze bedeelegen. Besonnesch un de Gemenge selwer ass et, fir iwwert de Wee vun hiren Ausländerkommissiounen Aktiounen an d'Weeër ze leeden, fir déi auslännesch Matbierger un d'Kommunalpolitik erunzezielen, an dat am generellen Intérêt vun hirer Integratioun. All effikass Aktivitéiten an deem Sënn erliichten et, datt fir d'Gemengewahlen am Joer 2011 e gréissere Revirement op deem Plang ka geschéien.

Ech hat elo grad gesot, datt d'EU-Bierger am Kader vun der Citoyenneté européenne et erlaabt kritt hu fir mat stëmmen ze goen an och dat aktiivt a passivt Wahlrecht ze kréie bei de Gemengewahlen, ënnert verschiddene Konditiounen. Lëtzebuerg kritt Dérogatiounen iwwert de Wee vun där betreffender Direktiv. Mir ginn elo hin an dësem Projet de loi a mer huelen och déi net communautaire Bierger mat era fir hinnen d'Wahlrecht ze ginn. Et wär elo ubruecht fir lues a lues déi Konditiounen, déi mir virgeschriwwen haten, ofzebauen. Et ass och kee Grond fir eng Diskriminéierung ze maachen tëschent den Ausländer. Et wär gutt wa se géingen alleguer au même pied d'égalité behandelt ginn.

Dofir géinge mer an enger Motioun hei festhalen an d'Regierung invitéieren, fir au vu vun de Gemengewahlen vun 2011 d'Ausländer allegueren ënnert deene selwechte Konditiounen zu de Gemengewahlen zouzeloossen a fir ab 2011 d'Condition de résidence ofzebauen a fir dann den Droit commun spillen ze loosse.

An deem Sënn, Här President, ginn ech lech eng Motioun of.

Motion 1

La Chambre des Députés,

considérant que la loi électorale du 31 juillet 1924 telle qu'elle a été modifiée par la suite, accorde le droit de vote actif et passif sous certaines conditions aux ressortissants communautaires non-luxembourgeois pour les élections communales;

considérant que le projet de loi électorale portant modification des lois du 31.10.1977, du 27.7.1978 et du 23.12.1978 prévoit l'octroi du droit de vote actif pour les élections communales aux étrangers non ressortissants de l'Union européenne;

considérant que le droit de vote aux citoyens communautaires a été accordé, sous certaines dérogations, dans le cadre de la citoyenneté européenne;

considérant qu'il y a lieu d'abolir au fur et à mesure les conditions de résidence des citoyens communautaires et de les mettre sur un pied d'égalité avec les électeurs nationaux;

considérant la nécessité d'une meilleure intégration politique de tous les citoyens étrangers, communautaires et extra-communautaires, habitant le territoire luxembourgeois;

invite le Gouvernement

à accorder le droit de vote actif et passif à tous les étrangers habitant le territoire luxembourgeois en vue des élections communales de 2011;

à abolir les conditions de résidence actuellement prévues pour tous les citoyens étrangers habitant le territoire luxembourgeois et à revenir ainsi au droit commun pour tous.

(s.) Jean-Pierre Klein, Mady Delvaux-Stehres, Ben Fayot, Jeannot Krecké, Marc Zanussi.

Dat wieren no de Wahlen vun 2004 nach sechs Joer no deem nächste Mandat, eng Mandatsdauer duerno. Sechs Joer Mandatsdauer fir d'Gemengeréit ass laang, an dofir stoung och d'Durée vum Mandat fir d'Gemengen zur Diskussioun.

Déi eng wëlle bei sechs Joer bleiwen, déi aner verlaangen eng Reduktioun op fënnf Joer. Déi fir sechs Joer sinn sinn déi, déi an der Verantwortung sinn, an der Majoritéit, déi aner sinn an der Opposition, wou d'Zäit hinne laang gëtt ier se eng nei Méiglechkeet kréie fir un de Pouvoir ze kommen. Mir si bei de sechs Joer bliwwen, well effektiv sinn dat keng sechs Joer fir effikass Aarbecht ze maachen, well déi Zäit an der Proximitéit vun de Wahlen, virun de Wahlen oder no de Wahlen, gëtt am Fong net méi esou intensiv fir d'Gemeng geschafft. Dofir ass et scho gutt wann déi sechs Joer stoe bleiwen. Dann huet een awer déi néideg Zäit fir datt d'Conseilen hir Programmer kennen durchféieren.

An deem Zesummenhank ass et och wichteg ervirzesträichen, datt an Zukunft déi nei Gemengeréit no de Wahlen esou schnell wéi méiglech hir Aarbechten opheulen. Bis elo war dat den 1. Januar no de Wahlen, dat war net gutt. Wann eng Majoritéit d'Wahl verluer hat, hat se net méi deen néidegen Elan, oft keng Motivatioun méi fir d'Gemengegeschäfte zu hirem gudden Enn ze féieren.

Et sinn der déi et och nach fäerdeg bruecht hunn, fir hirem Successeur Problemer ze schafen oder ze hanerloossen, déi se selwer nach beschteens an der Lag gewiescht wäeren ze léisen.

Deen ale Conseil zum Beispill huet nach missen, esou wéi et am Gemengegesetz steet, de Budget fir dat nächste Joer stëmme vum 1. Januar a konnt deem neie Conseil seng Vuen an Iwwerleeungen imposéieren. All déi Méiglechkeete ginn elo reduzéiert an déi Nei sinn ugespornt fir esou séier wéi méiglech sech ze konstituéieren, fir kënnen hir Aarbechten opzehuelen, dat vum 1. Januar schonn.

A propos Konstitutioun vum Schäferot. An der jetzege Praxis ass et jo esou, datt déi neigewielte Majoritéit zesummekënn a si eenegt sech op d'Konstitutioun vun deem neie Schäferot. Dee gëtt dann dem Grand-Duc, respektiv dem Innenminister zur Nominatioun proposéiert. Dat geschitt elo ouni Pu-

blicitéit. Dat leeft hannert verschlossenen Dieren of. An deene meeschter an d'Schäfte géing nennen, an zwar an enger offizieller öffentlecher Sitzung, wou all Conseiller fräi ka matschwätzen an och mat decidéieren.

Dës Operatioun muss kënne vun all Interesséierte suivéiert ginn. Dat Ganzt géing also an aller Transparenz stattfannen. Mir hunn och d'Incompatibilitéit ugeschwat tëschent der Funktioun vum Buergermeeschter an dem Europadeputéierten. Mir sinn awer do net zu pertinente Konklusiounen komm. Et ass gewosst, datt et schwéier ass dës zwou Funktiounen zu gläicher Zäit anstänneg durchzeféieren. Mir hunn hei zu Lëtzebuerg de Moment zwar keen esou Fall. Mir hatten et awer schonn an der Vergaangenheet an et ass och fir d'Zukunft net ausgeschloss.

Et ass dréngend noutwendeg, datt dës Diskussiounen esou schnell wéi méiglech am Zesummenhank mam haaptamtlechen allerdéngs gewieltene Buergermeeschter gefouert ginn, dann och d'Diskussioun iwwert d'Veinbarkeet vum Buergermeeschter mat dem Nationaldeputéierten, mat alle Reserven, déi een do kann umellen. Esou Bestriewunge fir en haaptamtleche Bourgmestre rémunéré anzeféiere gi wäit zrëck, an ech erënneren do an eng Proposition de loi vum sozialisteschen Deputéierte Paul Wilwertz. Alleguer déi heibanne sinn, déi Kolleegen, déi och nach Buergermeeschter sinn oder Schaffen, wësse wat fir eng Laascht datt se mat all hiren Aarbechten ze droen hunn, wéi vill datt se Dag fir Dag dru sinn, fir hire villsäitegen an ëmmer méi komplizéierten, zwar interessante Missionen nozekommen,...

(Interruption)

Jo, dat ass richtig.

...dat alles am Interesse an zum Wuel vun hire Gemengebierger, déi ëmmer méi komplizéiert Uspréich, besonnesch un de Buergermeeschter, an awer och un d'Schaffen an esouguer un d'Conseillere stellen.

De Buergermeeschterposten ass net eng Eierefunktoun, en Eierenamt, Här Strotz. All Parteien misste sech doriwwer eens sinn. Ech verstinn net, datt den Innenminister spéitstens bei dëser Geleeënheet net dovun profitéiert huet, dee vun alle Säite gefuerderte Congé politique eropzesetzen an de Règlement grand-ducal an deem Sënn ofzeänneren. Eng 50%eg Eropsetzung vum Congé politique fir d'Buergermeeschteren an d'Schäfte wär eng berechtigt Moosnam. Congé politique, deen och misst kënnen op de Mount cumuléiert an op eis Frontalieren ausgedehnt ginn, déi an hire Gemengen e politesch Mandat bekleeden. Domat, Här Minister, hätt Der lech bestëmmt net verginn. Dann hätten eis kommunal Mandatairéi méi Zäit fir sech hire villfältegen Aufgaben nach vill besser hierzeginn. Et wär och eng moralesch Unerkennung vun hirem dagdeeglechen Asaz.

Och elo hätt kënnen u meng Proposition de loi geduecht ginn, déi fuerdert datt de Gemengegewielte Recht op politeschen Urlaub soll kréien, fir sech ze instruéieren a weider ze bilden. Et si schonn dräi Joer hier, datt dës Proposition de loi déposiert ass, an nâischt bougéiert an dëser Affär. Et wier dach awer am Intérêt vun der Saach selwer an am Intérêt vun deene Gewielten, datt se sech kënnten eng zolidd Formatioun verschafe fir d'Amt an aller Dignitéit, en toute connaissance durchzeféieren.

Dofir, Här Minister, maachen ech en Appel un lech fir gudder Willen

ze weisen an op deem Gebitt d' Aféierung vun dësem Congé politique ze beschleunegen. Dat géing iwwregens och an de Geescht vun der Réforme administrative erapassen. Eng gutt Formation vun de lokale Politiker kéim de Benotzer vun dem Service public zum Gudden.

D'sozial Ofsécherung vu Buergermeeschter a Schäffen ass och enger Léisung ze ënnerwerfen. Et ginn nämlech Buergermeeschteren a Schäffen, déi Jorzéngten a Jorzéngten am Déngscht si vun der Allgemengheet, keng aner oder eng ongenügend aner Ofsécherung haten a spéider dann näischt vun hirer kommunaler Aktivitéit hunn. Dës Leit géinge gären eng adequat Cotisation bezuelen, fir no hirem Déngscht eng geregelt Unerkennung ze kréien, déi se verdéngt hunn. Duerno muss och onbedéngt an absehbarer Zäit gekuckt ginn.

Bei Geleeënheet vun der Ofstëmmung iwwert d' Amendementer zu dësem Gesetz hate mer an der Kommissioun zréckbehalen, datt d' Incompatibilitéit géif agefouert ginn tëschent dem nationalen Deputéierten an dem Europadeputéierten, dat mat de Stëmme vun der CSV, de Gréngen an der LSAP. D' DP hat sech enthalen. D' Fraktiounen waren iwwregens mat dësem Punkt iwwert de Chamberspräsident befaasst ginn.

Et sollt awer dunn anescht kommen. D' Koalitionspartner ware sech nämlech net méi eens. D' DP wollt vun Ufank un eng Stagezäit vun dräi Méint, no där deen op zwou Lëschte Gewieltene sech misst entscheiden, entweder fir dat eent oder dat anert Mandat, dat europäescht oder dat nationaalt. D' CSV huet duerno hir Meinung geännert an huet op getrennte Lëschte fir déi zwou Wahle gehalen, dat heescht et konnt een net fir déi zwou Wahle kandidéieren. Et huet ee sech missten am Virfeld fir déi eng oder fir déi aner entscheiden.

Den Innenminister huet sech dunn drageluecht an huet gesot, vu datt dëst e Projet ass, deem am Konsens tëschent deenen dräi grouse Parteien ausgeschafft ginn ass, a well et an dësem Punkt kee Konsens gëtt, bleift et beim alen Text, also bei der aler Praxis, déi mer elo wollte mam Accord vum Statsrot entérinéieren.

Mir hunn an dësem Punkt an der zoustänneger Kommissioun e Schauspill erlieft, wat dem demokrateschen Parlamentarismus senger net würdeg ass. Déi parlamentaresch Kommissioun decidéiert eng gutt Saach. No laanger objektiver Diskussioun war si mat der Unanimitéit vun de Stëmmen, nämlech fir d' Onvereinbarkeet tëschent Europadeputéierten an Nationaldeputéierten.

De Statsrot huet dozou näischt aussetzen. D' Regierungsparteie ware sech duerno net méi eens, d' Regierung hëlt sech d' lescht Wuert a seet: Da bleift et beim alen. An der Kommissioun hunn d' Membere vun der Koalition gefollegt, wéi ëmmer. D' Opposition huet zu Recht protestéiert a refuséiert fir nach eng kéier mat ofzestëmme fir dat réckgängeg ze maachen, wat virdrun en due forme beschloss gi war.

Dat erënnert mech un de Leitartikel zum Lëtzebuerger Wort vom Marc Glesener ënnert dem Titel „Kein Konsens und damit basta?“. Hien huet kritiséiert, dass bei dëser Revisioun vum Wahlgesetz fundamental Problemer, wou kee Konsens fonnt gi wär, net ugepaakt gi sinn. Hie kënnt no enger laanger, relativ ausféierlecher Analys zu folgender Konklusioun: „Kein Konsens und damit basta; eine mögliche Schlussfolgerung. Aber dann sollte man sich nicht wundern, wenn sich die Leute immer mehr abwenden von der Politik und allem Politischen.“ Dës Konklusioun gëtt duerch d' Haltung vun der Regierung an der politescher Majo-

ritéit an der Kommissioun an dësem Fall beschdens ënnermauert.

(Interruption)

Esou Incidenten droen op kee Fall zur Opwärtung vun eiser Chamber bäi, eng Opwärtung op déi, Här President, Dir ëmmer an ëmmer drop hiweist, an zu Recht, an zu där och jiddferree sech heibanne wäert bekennen.

Bis elo war et jo esou, dass een nom Alter vu 70 Joer net méi huet musse wile goen, dat souwuel bei de Landes- wéi bei den Europaoder bei de Gemengewahlen. Bis zum Alter vu 70 Joer hunn d' Leit der Gesellschaft vill Déngschter gelescht, sief dat um sozialen, wirtschaftlechen oder op villen anere Plangen, méiglecherweis och um politeschen, wou se d' Méiglechkeet hate fir dem allgemengen Intérêt dénglech ze sinn. Si hu bis dohinner hiert Allerbescht gemaach. Si sollen elo kënnen de Rescht vun hirem Liewen an aller Rou an ouni Zwang genéissen. Si brauchen zu näischt méi forcéiert ze ginn. Mir sollten se elo a Rou loossen. Duerfir war et net noutwenneg fir de Wahlalter op 75 Joer erop ze setzen.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Wat ass déi richteg Ursaach, Här Klein?

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Jo, ech weess.

Une autre voix.- Dat ass net déi richteg Ursaach.

La première voix.- Sot eis emol déi richteg Ursaach, Här Klein.

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Den Här Strotz weess se.

M. Michel Wolter, Ministre de l'Intérieur.- Et wär net schlecht, wann déi doten dräi Sätz e bësse méi breet géifen ausgeluecht ginn, wat den Här Klein elo just iwwert déi eeler Leit gesot huet.

M. Nicolas Strotz (CSV).- Ech weess awer déi Ursaach net, Här Klein.

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Herno. Et kann een iwwerhaupt iwwert d' Wahlpflicht diskutéieren, a wéi wäit dass et mat der perséinleche Fräiheet am Aklang steet. Lëtzebuerg an d' Belsch sinn déi eenzeg Länner an der Europäescher Unioun, déi déi allgemeng Wahlpflicht kennen. Et wier ubruecht gewiescht, wann een d' Grenz vun der Wahlpflicht bei 70 Joer gelooss hätt. Ëmmerhi steet et jo och elo scho jiddferengem fräi, fir no 70 Joer nach wilen ze goen, wann en dorunner interesséiert ass a Loscht huet ze goen. D' Eropsetzung op 75 Joer bréngt souwiso net vill, well wann een...

Une voix.- Den Här Strotz seet eis elo déi richteg Ursaach.

M. Nicolas Strotz (CSV).- Däerf ech dem Här Klein eng Fro stellen?

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Jo.

M. Nicolas Strotz (CSV).- Kann hie mir soen, ob hie fir oder géint d' Wahlpflicht wier?

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Ech hu gesot: il y a des pour et des contre. Ech sinn der Meinung, dass do jiddferree seng Meinung...

M. Nicolas Strotz (CSV).- Ech hunn lech gefrot ob Dir derfir sidd!

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Ech soen lech dat elo, Här Strotz. Et sollt eng Oblatioun sinn, well jiddferree misst do Verantwortung weisen a jiddferree soll sech un de Geschécker, sief et vun den nationalen oder vun de kommunale Problemer, musse bedeelegen.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ass dat kloer elo?

M. Nicolas Strotz (CSV).- Ech mengen net. Also ass hien net dofir?

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Dach.

Une voix.- Dat war kloer. Merci, Här Strotz.

(Hilarité)

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Déi Eropsetzung op 75 Joer bréngt souwiso net vill, well wann een net wëllt stëmme goen, dann huet ee sech séier eng plausibel Entschëllegung zesumme gebastelt fir sech laanscht dës Pflicht ze drécken. Dofir hätte mir mat där aler Bestëmmung vun der 70-Joer-Grenz kënne liewen.

Une voix.- Dat do war kloer.

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Wat den Découpage vun de Circonscriptionen bei de Landeswahlen ugeet, esou war doriwwer eng ganz interessant Diskussioun. Déi gréng Kolleegen hate gemengt et kéint mat enger eenzeger Circonscription fir Lëtzebuerg duergoen. Dat schéngt mir awer net gutt ze sinn a mir hunn déi Iddi och net zréckbehalen, well et ginn elo jo scho Bestriewunge fir méi Circonscriptionen ze maachen, fir dass verschidde Géigenden, déi elo schlecht représentéiert sinn, en Deputéierte garantéiert kréien.

(Interruption)

Bei enger eenzeger Circonscription wär déi Méiglechkeet nach vill méi grouss, dass déi Gewielte géingen aus deenen dichtest besiedelte Regionen aus dem Land ervirgoen. Duerfir schéngt mir eng verstänneg Andeelung vun eisem Land a véier Circonscriptionen déi beschte Léisung ze sinn. De Kandidat soll esou no wéi méiglech un de Wieler eru geréckelt ginn an et soll de Particularitéite vun deenen eenzelne Regione vun eisem Land bei dem Découpage vun de Circonscriptionen Rechnung gedroe ginn, quitte dass et sech heiansdo als noutwenneg erweist, dass een déi eng oder aner Redressementer un deene verschidene bestehende Circonscriptionen géing virhuelen.

Ech gesinn zum Beispill net a firwat nach ëmmer d' Gemeng Koplescht zum Wahlbezirk Süde gehéiert, an datt besonnesch de Briddel, dee jo ganz bestëmmt méi Bezéiungen, soziokulturell gesinn, zu der Stad Lëtzebuerg huet - d' Leit vum Briddel a vu Koplescht schaffen an der Stad, hir kommerziell Aktivitéite wéckelen sech an der Stad of, déi meeschte Kanner aus deenen Uertschafte ginn an der Stad an de Postcolaire, d' Stad Lëtzebuerg huet Bezéiungen zu der Gemeng Koplescht op deene verschiddensten Niveauen -, duerfir misst eng kéier seriö driwwer nogeduecht ginn ob et net méi richteg wär, wann d' Kopleschter Gemeng zum Wahlbezirk Zentrum géing gehéieren. Natierlech missten d' Bierger aus der Kopleschter Ge-

meng gefrot ginn an dozou hiren Accord ginn.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här Klein, den Här Koepp kënnt och all Dag an d' Stad schaffen.

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Jo.

M. Ben Fayot (LSAP).- Hien ass awer aus dem Eislek.

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Hien huet och e wäite Wee ze maachen.

M. Jean-Pierre Koepp (ADR).- An hien ass nach net ëmmer dee leschten hei.

M. Ben Fayot (LSAP).- Voilà.

(Hilarité)

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Mir kënnen den Norden awer net...

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Net verléieren.

(Hilarité)

M. Ben Fayot (LSAP).- Dir verstitt jo, wat ech domat mengen.

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Jo.

D' Ofschafung vun de Wahlsektiounen fanne mir eng gutt Saach, besonnesch fir d' Majorzgemengen. Bis 1962, de Rapporteur huet et ugeschnidden, hate mir och verschidde Rechesektiounen an de Gemengen, déi meeschtens mat de Wahlsektiounen iwwerene gestëmmt hunn. Dat war ëmmer deen Zodi, wann déi Conseile fir déi eenzel Sektionen hiren eegene Budget all Joer opgestallt hunn. Mat de Wahlsektiounen huet an de Gemengen deeselwechte Geescht geherrscht. Jiddferreen huet gemengt hie wier eleng Meeschter a senger Sektioon.

Une voix.- Dat ass wéi haut bei de Wahlbezierker.

M. Jean-Pierre Klein (LSAP).- Dem Recht no ass dat awer net esou. De Gemengeconseiller huet kee Mandat deen un eng Sektioon gebonnen ass, mä hien huet e Mandat général. Hien huet Kompetenz fir dee ganzen Territoire vun der Gemeng.

(Interruption)

An der Zäit war et sécherlech wichtig, dass deen eenzelne Bierger e Conseiller an der Noperschaft hat an hie wosst u wien dass e sech konnt direkt wenden, wann hien e Problem mat der Gemeng hat, wann den Trottoir net gekiert war oder de Grill net gebotzt war. Haut ass déi Situatioun net méi esou wichtig, duerch d' Mobilitéit an déi modern a villfältig Kommunikatiounsmëttelen. All Conseiller, de Buergermeeschter an de Schäfte si fir déi ganz Gemeng do. All Sektioon muss net onbedéngt e Schäfte hunn. Souwiso wär dat net ëmmer méiglech an deene Gemengen, déi véier, fënnef oder nach méi Sektionen hunn.

De Conseiller, de Buergermeeschter oder de Schäfte hunn net dierfe vun enger Sektioon an déi aner plënnern, ouni hire Mandat ze verléieren. Dat ass jo lächerlech gewiescht an duerfir ass et schonn ze begréissen, dass d' Wahlsektiounen offiziell ofgeschafft gi sinn. Bis elo konnten d' Gemengeréit dat laut enger bestëmmte Prozedur selwer decidéieren. Et ware Gemengen, wou dat geschitt ass, mä net all hate se de politesche Courage fir dës Operatioun ze maachen.

Bei der Identitéit vun den Electeuren op der Wielerlëscht war an engem Amendement virgesi gi fir de Sexe vum Wieler mat anzedroen. D' DP a mir, d' Sozialisten, ware géint esou eng Moosssnam. D' CSV an DÉI GRÉNG waren dofir. Et war also och an dësem Punkt kee Konsens, keng Eenegkeet an der Koalition. De Statsrot huet de Koalitionsparteien an deem Punkt den Dar aus dem Fouss gezunn, andeem hie sech vehement géint esou eng Bestëmmung gewiert huet.

(Interruption)

D' Zuel vun den Ennerschrëfte vun den Electeuren fir d' Lëschte fir déi verschidde Wahlen ze präsentéieren ass och erop gesat ginn. Dat ass fir ze verhënnern oder méi schwierig ze maachen, fir Fantasie- oder onkomplett Lëschten ze präsentéieren.

D' Membere vun de Wahlbüroe si markéiert duerch hir Neutralitéit an Onofhängegkeet géigeniwwer de Kandidaten, déi op de Stëmmzede stinn. Et geet an Zukunft net méi, dass deen een oder anere politesche Mandataire an engem Wahlbüro sëtzt. Ausser dem Lien de parenté oder enger Allianz mat engem Kandidat däerf zum Beispill och kee Buergermeeschter, Schäfte oder Conseiller méi an engem Wahlbüro setzen. Dat geet net méi. Dat alles fir esou vill wéi méiglech d' Neutralitéit an de Wahlbüroen ze garantéieren.

De Sekretär vum Wahlbüro, besonnesch dee vum Hauptwahlbüro, ass eng ganz wichteg Persoun bei de Wahloperatiounen. Ganz oft ass et de Gemengesekretär, deen a ville Fäll net an der Gemeng wunnt an also net Electeur ass vun der Gemeng, wou hien normalerweis schafft. Dofir wollte mer de System esou loosse wéi e bis elo war, dass de Sekretär vum Wahlbüro net muss Electeur vun der betreffender Gemeng sinn. De Statsrot huet sech formellement dogéint opposéiert. Mir bedauern, dass elo vill kleng Gemengen net méi op d' Hëllef vun hirem Sekretär bei de Wahlen zréckgräife kënnen.

De Vote par correspondance ass och méi einfach gemaach ginn, wat d' Délaie vu senger Ufro ubelaangt. Et wier och gutt gewiescht wann een d' Ursaachen, fir de Vote par correspondance unzefroen, diskutéiert hätt an deem Sënn fir en ofzeschaffen an dese Wahlmodus fräigestallt hätt.

Et wär vill méi einfach fir de betrafene Wieler gewiescht, well deen ass heiansdo an enger onsécherer Situatioun a weess net ob e verhënnert ass oder net um Sonndeg vun de Wahlen, ob et soll de Vote par correspondance beantragen oder net. D' Schafferéit hätten dann och keng Verantwortung a keng Missioun méi gehat, si hätten keng Décisioun méi brauchen ze huelen an där enger oder an där anerer Richtung, et hätt jiddferree gewosst wou en dru gewiescht wär. Wann de Vote par correspondance ugefrot gi wär, dann hätt e kënnen ouni Konditiounen praktikéiert ginn.

Iwwert de Panachege hu mir och geschwat. Mir hunn deen awer bäibehalen. D' Iddi fir en ofzeschaffen ass net duerchgesat ginn. Wa mer soen datt ee soll de Kandidat esou no wéi méiglech un de Wieler erubringen, da muss een dem Wieler awer och d' Méiglechheet loosse fir den Eenzelkandidat op alle Lëschten ze stëmmen. Ech fannen, datt mir op deem Plang ee gudde System hunn. All Wieler huet e puer Méiglechkeeten. En huet de Choix fir entweder eng ganz Lëscht ze stëmmen oder op enger oder op méi Lëschte seng Leit eraus ze sichen, zu deenen e Vertrauen huet. Dat ass a mengen Aen e ganz gudde Mëschsystem.

Wat an dësem Projet de loi net gutt geléist ass, dat ass de Problem bei Stëmmgläichheet vun zwee Kandidaten. Bis elo war et deem eelste säi Privileg fir an de Gremium anzéien. Domat war dee jéngere

Kandidat oder déi jénger Kandidatin benodelegt. Vun elo u gëtt d'Lous gezunn an dat entscheet. Et ass also e Jeu de hasard fir den Auserwielten ze bestëmmen. De Statsrot ass vun deem System net enchantéiert. Mir haten eis ausgesprach fir de Virtrëtt am Prinzip dem ënnerrepräsentéierte Sexe ze iwwerloossen, doduerch wärem mir méi no un déi gewënschte Paritéit tëschent Fra a Mann erukomm.

An der Zukunft gëtt et am Majorzsystem den zweete Sonndeg net méi. Souwisou gëtt et am Proporzsystem, dat weess jiddferen, keen zweete Sonndeg. Den zweeten Tour gëtt ofgeschaaft. Déi, déi déi meeschte Stëmme hu gëllen als gewielt. Dat ass eng gutt Saach, mä et muss ee sech awer och bewusst sinn, datt an deene meeschte Fäll elo Leit an d'Gemengeréit eranzéien, déi net méi déi absolut Majoritéit vun de Stëmmen hunn, also net emol d'halschent vun de Wieler hanneru sech hunn. Do muss ee sech d'Fro iwwer d'Légitimitéit vun esou engem Elu stellen. Et huet awer den Avantage fir déi manner grouss Gemengen, datt Rou bleift nom éischten Tour. Dat war bis elo an deene Gemengen tëschent dem éischten an dem zweete Sonndeg eng Hetz, eng Panik, e Stress, eng Onrou, wat oft zu Haass an zu perséinlechem Sträit gefouert huet, wat oft net méi gutt ze maache war. Ganz oft sinn do déi gréissten Intrigen an esouguer Onwourechtchen a Verleumdungen op d'Tapéit komm. Do si Campagné gefouert ginn, déi alles wéi net propper waren.

Deen heite System ass vill méi kamout fir de Wieler a vill manner kostspieleg fir d'Gemengen. Et gëtt fir méi Sérénitéit gesuergt. Nom éischten Tour ass et eriwier an et ass Rou an der Gaass. Et gi keng Combiné méi gemaach. D'Saach ass kloer an et gi keng Wonne méi geschloen, déi net méi ze heele sinn.

D'Komplementarwahlen am Majorzsystem fir d'Gemenge sinn och vill méi soupel gestallt ginn. No der Ofschafung vun de Wahlsektiounen hu mir nëmme méi eng eenzeg Wahlsektioun an all Gemeng. Bei der éischter Vakanz vun engem Posten an engem Gemengerot kënnen Ersatzwahlen ofgehalé ginn, et musse keng Ersatzwahle stattfannen. Déi Décisioun, ob oder net Ersatzwahle sinn, ass dem jee-weilege Gemengerot iwwerlooss, deen dann en toute autonomie an en toute opportunité kann decidéieren. Dem Gemengerot ass et also iwwerlooss, esouwuel déi finanziell wéi déi politesch Opportunitéit vun Ersatzwahlen a seng Iwwerleeunge mat eranzebréngen. Allerdings bei der zweeter Vakanz ass et obligatoresch, datt dann Ersatzwahle fir déi zwee Posten ausgeschriwwen ginn. Dat ass méi ee rationellen a méi e wirtschaftleche System.

Mir hunn an deem Gesetz och d'Finanzéierung vun de Wahlcampagné vun de Landeswahle mat era geholl. Et hätt een awer och dës Kéier missen onbedingt drun denken, fir eng Décisioun ze huelen iwwert de Finanzement vun de Wahlcampagné fir d'Gemengewahlen. Et wär logesch gewiescht, wann een dat elo mat era geholl hätt. Dat ass net geschitt.

Här President, dëst neit Gesetz bréngt um Plang vun de Chamber, Europa- a Gemengewahlen eng ganz Rei vun Ännerunge par rapport zum Gesetz vun 1924, esou wéi et an der Zwëschenzäit ofgeännert ginn ass. Mir sinn eis bewusst, datt d'Wahlgesetz e sensibelt Gesetz ass, vläicht méi ewéi en anert, dat ganz am Detail a virsiichteg muss ugewannt ginn. Déi nei Bestëmmunge mussen direkt no hirem Vote deene betreffende Verwaltung bei Stat a Gemengen zur Kenntnis bruecht ginn, besonnesch d'Gemengepersonal, de Sekretär, si mat där neier Problematik konfrontéiert. Dofir däerf keng Zäit verluer goe fir direkt Opklärungscampagnen ze starten, fir déi Leit,

déi dëst Gesetz géréieren, esou séier an esou gutt wéi méiglech doriwwer ze informéieren iwwert de Wee vu Circulären. Fir et gutt ze maachen, bräichte mir e Manuel d'utilisation, deen déi nei Elementer opweist am Verglach mam Gesetz vun 1924.

Zum Schluss. Ech hat eng Kéier an der Kommissioun drop insistéiert, datt zu deemem Projet de loi sollt de SYVICOL gehéiert ginn. Eisen Avis ass net gefrot gi fir eis heizou auszesprechen. Dat ass net gutt gewiescht. Ech mengen de SYVICOL wär beschdens an der Lag gewiescht fir heizou säin Avis ze maachen.

Dëst d'Gesetz geet eis als Fraktioun net wäit genuch. Et sinn allerdings vill Verbesserungen dran, wou een net kann dergéint sinn, an dofir stëmmt eis Fraktioun dëst Gesetz. Ech ginn och den Accord vun der Fraktioun fir dëse Projet de loi.

Merci.

■ **M. le Président.** - Als nächste Riedner ass den Här Gusty Graas agedroen. Den Här Graas huet d'Wuert.

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, déi zivil Rechter an déi fundamental Fräiheeten, wéi virun allem d'Recht ze wien oder gewielt ze ginn, gehéieren zu de wichtigsten Objektivier vun engem Stat. Regelméisseg demokratesch Wahle sinn eent vun de politeschen a juristeschen Instrumenter déi fir Stabilitéit an engem Rechtsstat suergen.

D'Verfassungsrevision vun 1919 hat jo an eise Wahlrecht zwee nei Prinzipien agefouert: engersäits d'Représentation proportionnelle an anersäits de Suffrage universel, wat eis erlaabt datt all gesellschaftlech Gruppe politesch representéiert sinn. Déi liberal Demokratie fousst op der Unerkennung vum allgemengen, gläichen, direkten a geheime Wahlrecht. Haut stellen dës Prinzipien en elementare Piller vun eise Wahlssystem duer.

Dem Projet de loi vun haut fällt also deementspriedend eng ganz grouss Bedeutung zou. Dat erkläert jo och, firwat datt am Virfeld scho vill Gespréicher ënnert deenen eenzelne Parteie gefouert goufen, fir wa méiglech e gréisst méigleche Konsens ze erreechen. Déi Approche ass noutwendeg a wichteg gewiescht fir d'Stabilitéit vun eise Land weiderhin ze garantéieren. Bei dem Wahlgesetz kann ee jo ouni Zweifel vun enger sougenannter Constitioun-bis schwätzen. D'Kommissioun huet sech et mat Sécherheet net einfach gemaach, och wann de Schlusssprint dach nach gewëssen Efforten ofverlaangt huet.

Ech wëll aleedend awer scho festhalen, datt d'DP sech mat deemem Gesetz ganz zefridde weist, weil de Gros vun eise Propositionen zréckbehale gouf, déi mir iwwregens an engem Positionspabeier schonn den 19. Juli 2000 arrétéiert haten.

Eng kruzial Fro muss ee sech natierlech am Ufank zu der Bewäertung vun deemem Gesetz stellen, an zwar déi folgend: Ass d'Participation um politesche Liewe vun eiser Demokratie eng Pflicht fir all Bierger? Wa mir déi Fro mat jo beäntweren, da läit et selbstverständlech och an der Logik, datt mir de Vote obligatoire bäihale mussen. D'Wahlpflicht iwwert déi ee sech natierlech kéint vill méi déifgrënneg Gedanke maachen, huet zumindest de Virdeel, datt de Bierger sech regelméisseg bewusst gëtt wéi héich de Stellewäert vun engem demokrateschen Statssystem anzeschätzen ass. Hie soll et als eng Chance gesinn, dëst Recht ausüben ze kënnen. Dat ass och d'Ursaach firwat datt meng Partei nach wie vor och um Vote obligatoire festhält.

An deem Kontext kann een a muss een och d'Fro opwerfen, wéini datt ee Bierger d'Maturitéit erreecht huet fir un deem Prozess deel ze huelen. Et gëtt Leit déi mengen, datt eng jonk Persoun vu 16 Joer räif genuch wär fir un de Wahlen deel ze huelen. Mir gesinn dat alerdéngs net esou an dofir ass d'DP och géint en Erofsetze vum aktive Wahlalter. Par contre begrësse mir awer, datt elo um legislative Plang fir déi Jonk, wa se den Alter vun 18 Joer erreecht hunn, et méiglech gëtt, datt passivt Wahlrecht ausüben ze kënnen. Dat ass ee wichteg Schrëtt an och eng weider Integratioun vun de jonke Leit an d'politescht Liewen. Den Eugène Berger hat iwwregens an enger Proposition de loi vum 7. Dezember 1995 schonn dës Disposition gefuerdert.

Positiv ze bewäerten ass och, datt elo de Stéichdatum net méi den 31. Dezember ass, mä datt jonk Leit, déi eréischt am Laf vum Joer hir 18 Joer kréien, och kënnen dat aktiivt Wahlrecht ausüben. Bis elo ware mir esouguer an där kokasser Situation um kommunale Plang, datt een zwar theoretesch konnt seng Kandidatur stellen, mä op där anerer Säit net huet dierfen un de Wahlen deel huelen. An deem Sënn haten iwwregens och schonn d'Lydie Polfer an den Henri Grethen eng Proposition de loi den 11. Mäerz 1999 déposéiert, déi elo an deemem Gesetz hiren Nidderschlag fonnt huet.

Eng aner Moosnam am Interesse vun deene Jonken ass den Tirage au sort, dee mer elo aféiere bei Stëmmegläicheit, well zumindest dee Jonken elo 50% d'Chance kritt och e Mandat ze erreechen.

D'Proposition vum Statsrot an dem heite Kontext, fir deem méi schlecht representéierte Geschlecht d'Mandat ze iwwerginn, huet jiddefalls eis Zoustëmmung net fonnt, well mir jo prinzipiell, an ech wäert och herno nach op dee Punkt zréckkommen, géint d'Afféierung vu Quote sinn.

D'Eropsetze vum wahlpflichtegen Alter vu 70 op 75 Joer ass eng Moosnam, dat ginn ech ganz gären zou, déi an eise Reien net onbedéngt déi ganz grouss Euphorie ausgeléist huet, och wann d'Argument net falsch ass, datt selbstverständlech d'Liewenserwaardung an deene leschte Jorzingen an d'Luucht gaangen ass, mä et kann een net verkennen, datt duerch d'Afféierung vun dëser neier Moosnam awer och gegebenefalls nei Problemer kéinten entstoen.

Datt een elo och muss 50 Ënnerschrëfte virweisen, fir kënnen eng Lëscht um kommunale Plang ze presentéieren, fënn op alle Fall eis Zoustëmmung. Dat erlaabt jiddefalls fir déi sougenannte Folkorslëschte vu vireren auszeschleissen.

Ee Wuert nach zum Verwandtschaftsgrad. Hei hu mer zwar keng Ännerung virgeholl. Ech perséinlech sinn alerdéngs der Meinung, datt ee sech hätt sollte Gedanke maachen, ob een net de Lien de parenté vum zweeten op den drëten oder esouguer op de véierte Grad hätt sollten erweideren, well d'Situatioun, datt an engem Schäferot zwee recht Kosénges setzen - an déi Situatioun gëtt et jo hei zu Lëtzebuerg an engem Schäferot - ass awer zumindest diskutabel.

Da muss een awer och drop hiweisen, datt mat der Afféierung vum Partenariatsgesetz, wat mer jo wäerten an deenen nächste Wochen a Méint stëmmen, eng nei Situatioun sech wäert um kommunale Plang dee Moment astellen, an elo muss een hei schonn ënnerschreien: Zweek Leit, déi dann natierlech wäerten esou e Partenariat ënnerschriwwen hunn, mussen

deementspriedend dann awer och gesi gi wéi eng bestuete Koppel, wa se sollten, wéi gesot, zesummen an engem Gemengerot setzen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an der Matière vum Wahlgesetz huet eis Gesellschaft jo eng immens Evolutioun matgemaach. Ech wëll zum Beispill hei drun erënneren, datt 1922 e Sondage gemaach gi war ënnert de Gemengen an ënnert de gewielten Vertrieeder, datt deemools eng ganz grouss Majoritéit sech géint d'Représentation proportionnelle ausgeschat hat. Zum Beispill ware vun 123 Gemengen der 116 dogéint, a vun 992 Gemengerotsmemberen hate sech der 853 géint de Proporzsystem ausgeschat. Dat sinn natierlech Iwwerleeungen, déi ee sech haut net méi esou ka virstellen.

Haut, duerch dëst Gesetz, erhéije mer esouguer d'Zuel vun de Proporzgemengen, wat jo virun hei schonn ënnerstrach ginn ass.

Eent vun den Haaptelementer vun eise Wahlssystem ass natierlech ouni Zweifel de Panachage. Mir kenne jo hei zu Lëtzebuerg eng besonnesch breet Form vum Panachage, an dat ass och gutt esou. Ech wëll ganz kloer hei soen, datt d'DP quasi déi eenzeg Partei ass, déi sech fir d'integraalt Bäibehale vum Panachage ausgeschat huet.

(Interruptions diverses)

Ech hu vu Parteie geschwat, a woen esouguer hei ze behaupten, wann net den Asaz vun der Demokratescher Partei gewiescht wär, datt da wahrscheinlech um Panachage geknabbert gi wär.

(Interruptions diverses)

Ma da loosst eis emol d'Realitéit an d'A kucken! Dann nennt mer ausser de Kollege vum ADR eng Partei, déi wollt de Panachage integral bäibehalen. Här Gira, Dir wollt en esouguer ganz ofschafen.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).** - Dir schwätzt hei egal wat!

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Ma sécher! Dir wollt de Panachage ganz staark aschränken.

Eppes ass op jidde Fall kloer, de Panachage beaflosst net nëmme dat relatiivt Gewicht vun enger Partei, mä gëtt jo awer och dem Wieler zousätzlech d'Méiglechkeet d'politesch Chancé vun deem Einzelnen ze bestëmmen. An de Wieler huet och duerch dëse System vill méi e groussen Entscheidungsspillraum. Doniewent erlaabt de Panachage awer och dem Wieler eng méi perséinlech Relatioun mat dem Gewielten unzestriewen. An dësen Atout sollt een op kee Fall aus der Hand ginn. Well d'Stäerkt vun engem klengen Land besteet jo dodran, datt de Wee vum Bierger bis bei de Politiker vill méi kuerz ass. An doduerch ka sech och vill méi e grousst Vertrauensverhältnis deementspriedend opbauen. D'Ofschafe vum Panachage an esouguer dat deelweist Aschränken hätt als Konsequenz, datt net méi de Wieler, mä d'Partei géinge bestëmmen wien d'Mandat kréich. Mir géingen eis also a Richtung vun engem Parteiestat beweegen, an dat wär mat Sécherheet net förderlech fir d'Demokratie.

An eise Nopeschland Däitschland funktionéiert jo e System mat Direktmandater a mat Lëschteplazen. An duerch dëse weíneg demokratesche System waren zum Beispill an Nordrhein-Westfalen bei de leschte Bundestagswahle vun 128 Deputéierten der schonns 78 virun der Wahl gewielt. Dat heescht 61%. Zu Hamburg louch dës Quot bei 80%. Hei gouf sech op sécher Erfahrungswäerter aus deene leschte Bundestagswahle gestäipt, an an deem Fall kann ee jo awer mat Sécherheet net méi vun enger Direktwahl duerch de Bierger schwätzen.

Ech wëll an deem Kontext hei och emol en Artikel zitéiere vun engem Professor fir Verfassungstheorie, den Hans Herbert von Arnim, deen am Focus erschéngen ass ënnert dem flotten Titel „Statt der Bürger bestimmen die Parteien die Abgeordneten“. Deen ass de leschten 12. August virun den däitsche Bundestagswahlen am Joer 2002 publizéiert ginn, an en huet ënner anerem folgendes geschriwwen: „Unser Wahlsystem nimmt dem Wähler die Möglichkeit schlechte Politiker durch Abwahl zu bestrafen. Ist die mangelnde Verantwortlichkeit der Politik gegenüber dem Wähler nicht vielleicht eine Ursache für deren viel beklagte Handlungsunfähigkeit?“

D'Ofschafe vum Panachage géing awer och bedeuten, datt mer dem Wieler quasi eng Ideologie opdränge missten, well e misst sech jo dann tëschent eenzelne Parteien entscheiden, an net méi tëschent eenzelne Leit. Dat wär ouni Zweifel eng Aschränkung vum individuellen Expressionsrecht.

■ **M. Ben Fayot (LSAP).** - Här Graas, da misste mir jo déi formidabelst Poltiker vu ganz Europa hunn!

■ **M. Gusty Graas (DP).** - Mir hu mat Sécherheet net déi schlechtest! An dann däerf een och net vergiesen, datt jo awer schliesslech hanner all Kapp awer eng politesch Meinung stécht. Deen, dee fir seng Partei wëllt e Mandat kréien, vertritt jo awer och d'Ideologie, vertritt jo awer och de Programm vu senger Partei. Och dat ass en Element, dat een op kee Fall soll an där ganzer Diskussioun ignoréieren.

(M. Niki Bettendorf prend la Présidence)

Jiddefalls, fir eis ass et ganz kloer, datt mir den integrale System vum Panachage bäihale wëllen, a mir weisen eis ganz zefridden, datt eise Koalitionspartner mat op dee Wee gaangen ass.

Och wat d'Afféierung vu Quoten ubelaangt, huet d'DP jiddefalls eng ganz kloer Position verdeidegt. Mir sinn aus enger Rei vun Ursaache géint paritéitesch Moosnamen op de Wielerlëschten. An eise schonns zitéierte Positionspabeier hate mer ënner anerem dat folgendermoosse resuméiert: „Toute quote visant à favoriser un sexe masculin ou féminin serait contraire au principe de non-discrimination tel qu'il est consacré par l'article 10bis de notre constitution. En effet, en soulignant que les Luxembourgeois sont égaux devant la loi, toute disposition législative instaurant un privilège pour n'importe quel sexe équivaldrait à une discrimination de l'autre sexe. L'obligation pour les partis de présenter des listes équilibrées de candidats masculins et féminins s'oppose au principe de la liberté de candidature.“

Och an der Politik muss nach wie vor de Leeschtungsprinzip gëllen, onofhängeg wat fir e Geschlecht datt een ass. De Wieler muss, genau esou wéi beim Panachage, d'Méiglechkeet kréien de Politiker op seng Performance ze bewäerten. D'Festhale vu Quote géing jiddefalls deem Prinzip net Rechnung droen. Jo, et wier esouguer eng Aschränkung vum fräie Wahlrecht dat all Bierger huet. Mir wëlle weder Quote fir Geschlechter, nach Quote fir Berufs- an Interessengruppen. Grad d'Demokratesch Partei liwwert jo awer de beschte Bewäis, datt d'Fraen eben eng Chance an der Politik hunn, an ech brauch hei net all déi Dammen opzezielen, déi innerhalb vun der Demokratescher Partei eng ganz grouss Carrière gemaach hunn.

Déi eenzel Parteien hu jo och d'Méiglechkeet intern hir Quoten anzeféieren, an ech fannen et ëmmer besonnesch lëschtig vun de Sozialisten déi net midd ginn, besonnesch hir weiblech Vertrieeder, fir sech anzesetze fir d'Quoten, an

da froen ech emol: Wat hutt Der dann an Ärer eegener Partei erreicht? Ech mengen déi Fro kënn Der lech jo da selwer beäntweren.

Jiddefalls, mir als Demokratescher Partei wäerte mat Sécherheet och intern keng Quoten aféieren. Allerdéngs ass et sécher, dass et sech soll asetzen, dass dat Ëmfeld nach verbessert gétt, dass d'Frae méi Méiglechkeete kréie sech aktiv an der Politik ze bedeelegen. Do sinn an deene leschte Jore schonn eng Rei wichteg sozial Mesurë geholl ginn, wat allerdéngs net soll ausschléissen, dass doriwwer eraus nach sollen aner Méiglechkeeten...

(Interruptions diverses et coups de cloche de la Présidence)

Ech ginn net an den Detail, ech wëll just soen, dass eng Rei vu Moossname geholl gi si fir zum Beispill d'Beruffsliewen an d'Familjeliewe besser mateneen ze conciliéieren, dass ee méi Fräizäit huet. Deen neie Statsbeamtstatut geet jo och an déi Richtung. Et gétt eng Rei vu Moossnamen, déi also schonn dorphin zielen, fir eben dat Ëmfeld ze verbessern. Mä ech ginn awer ganz gären zou, ech hunn dat jo elo och hei ënnerstrach, dass een do nach soll zousätzlech Efforte maachen.

(Interruption)

Natierlech, wa mer vum Engagement an der Politik schwätzen, si mer ganz séier - a mäi Virriedner de Jempy Klein huet dat schonn hei ugesprach - bei dem Sujet Congé politique.

Dëst Thema beschäftegt eis als Kommunalpolitiker jiddefalls regelméisseg. Ech wëll op déser Plaz nach eng Kéier eng Lanz brieche fir e verbesserte Congé politique, deen an der Vergaangenheet iwwegens och scho regelméisseg vun der Fédératioun vun de liberale Gemengerotsmemberen, der FCCD, verlaangt ginn ass.

Et ass net d'Erhéijung vun den Diäten oder vun de Jetonen, déi d'Léisung duerstellt, mä et ass ganz kloer d'Verbesserung vum Congé politique, déi et deenen eenzelne Mandatairë géif erlaben hier Missioun nach méi gerecht ze ginn. Sécher ass ee sech natierlech bewosst, dass dat eng Rei vu Problemer mat sech bréngt. Mir wëssen, dass dat besonnesch am Privatsacteur net ëmmer esou ganz gäre gesinn ass. Natierlech muss awer och deen Eenzelne wësse wat fir e Choix dass en trëfft, wann en aktiv Politik wëllt maachen. Ech wëll awer nach eng Kéier drun erënneren, dass bei der Ofwieseneheet vun enger Persoun, déi e politesch Mandat huet, de Patron jo awer e Recht op Remboursement vun deene Fräen huet, déi enstinn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, dat neit Wahlgesetz bréngt natierlech eng Rei grondleeënd Verännerungen, besonnesch fir d'Majorzgemengen, mat sech. D'DP begréisst selbstverständlech, dass d'Sektiounen ofgeschaaft ginn an d'Gemengen elo u sech endlech, kann ee soen, ze enger eenzeger Entitéit ginn. Dese Punkt beweist jiddefalls am beschten, dass ee keng radikal Moossnamen treffe soll, well d'Ofschafe vun de Sektiounen huet sech net vun haut op mar gemaach, mais au contraire, deem ass e laangen Denkprozess virausgaang an deen huet scho praktesch Ufanks de sechzeger Joren agesat, wéi deemools décidéiert ginn ass fir d'Kontabilitéit pro Sektioun ze suppriméieren. Dass mer et elo haut faerdeg bréngen dese Schrëtt ze goen, an dat quasi ouni nennenswäert Opposition an am Konsens, ass jiddefalls d'Resultat vun enger Evolution an eiser Gesellschaft.

Mir müssen op sinn, fir verstärkt gréisser Handlungsstrukturen opzebauen. D'Ofschafe vun de Sektiounen wäert mat Sécherheet och e positiven Impakt op déi finanziell Situatioun vun enger Gemeng hunn, well een elo munch Déngschtleeschunge méi rationell gestalten kann. An deem Kontext

drängt sech natierlech och eng méi fundamental Reflexioun iwwert d'Gemengefusionen op. Mir als DP stinn a priori Gemeengefusionen positiv géigeniwwer, allerdéngs mussen se vun ennen erop wuessen an dem Wëlle vun deene betraffene Populatiounen entsprechen. Déi Initiativen, déi zum Beispill de Moment am Norde vun eise Land lafen, fanne mir jiddefalls richtig a si weisen an déi gutt Richtung.

Och d'Ofschafe vum Ballottage ass e wesentlech Element vun dësem neie Gesetz. Den zweeten Tour an de Majorzgemenge huet ouni Zweifel eng Rei vun Désavantages. Onofhängeg vun deem Gestreits, wat dann zwëschent deenen zwee Sonndeger entstanen ass, muss ech nach drop hiweisen, dass de Wieler net méi d'Méiglechkeet hat fir iwwert de Wee vun der Bréifwahl um zweeten Tour deelzehuelen an et sinn nach eng Rei zousätzlech, et kann ee scho bal soen onnéideg, Käschten entstanen. An der Praxis huet souwisou de Ballottage net all ze vill um Resultat vum éischte Sonndeg geännert.

De Statsrot huet iwwregens a sengem Avis dat mat engem flotte Saz ëmschriwwen, duerfir wëll ech deen nach eng Kéier hei zitéieren: „Le poids démesuré que prenait le second tour et le peu de cas qui était fait des résultats acquis lors du premier tour étaient difficilement compatibles avec le rôle accordé à l'expression de la volonté des électeurs.“ An de Majorzgemenge kënnen sech natierlech elo nei Problemer stelle wat d'Successioun ubelaangt, wann e Mandat vakant gétt. Ech mengen awer, dass déi Moossnamen, déi mer elo zrëckbehalen hunn, keng gréisser Problemer mat sech bréngen.

Wann et och an deem Punkt e gewëssenen Asaz vun eiser Säit aus kascht huet, esou si mer awer frou feststellen, dass d'Legislaturperiod um kommunale Plang bei sechs Joer bleift, souguer theoretesch kéint iwwer sechs Joer goen. Sechs Joer hunn ouni Zweifel de Virdeel, dass eng Majoritéit net nëmmen hir Projete plangen, mä och nach ëmsetze kann.

Eng vun deene wichtegsten Neierungen an dësem Gesetz ass awer ouni Zweifel d'Extensioun vum aktive Wahlrecht op d'Net-EU-Bierger. Mir maachen do als Lëtzebuerg ouni Zweifel e weidere grouse wichtige Schratt a Richtung Matbestëmmung vun eisen auslännesche Matbierger. Et ass jiddefalls och dat de Beweis, dass eist Land en oppene Geescht huet a bestreift ass fir nach eng besser sozial Kohesioun an eiser Gesellschaft unzestriewen. Aus eiser Siicht ass awer déi Contrainte vu fénnef Joer Openhalt am Land gerechtfäerdegt. Et kann net sinn, dass Leit, déi nëmme fir eng kuerz Zäit hire Wunnsätz an eise Land installéieren, direkt och d'Recht kéinte kréie fir sech un de Wahlen ze bedeelegen.

Et soll een awer elo vun der Geleeënheet profitéieren - an ech mengen jo och, dass d'Regierung wëllt op dee Wee goen -, fir den Net-EU-Bierger duerch gezillte Sensibiliséierungscampagnen d'Participatioun un de Wahlen méi interessant ze maachen. Dat géllt iwwregens och fir déi communautaire Matbierger, well d'Vergaangenheet jo gewisen huet, dass bis elo awer trotzdeem nach ëmmer eng gewësse Retizienz ze verspiere war. Do soll also jiddferree sech an d'Pflicht huelen, fir dat eben nach méi ze promovéieren.

Och d'Erofsetze vun de Residenzkontiounen, wéi gesot fir d'EU-Bierger, ass en zousätzliche Beweis, dass mer verstärkt déi auslännesch Leit um politesche Prozess wëlle bedeelege loossen. Ech mengen, hei kann ee roueg ënnersträichen, dass Lëtzebuerg an deem Beräich do ouni Zweifel als Musterland kann duergestallt ginn.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, d'Opdeelung vun eise Land an nei Bezierker ass jo schonn eng laangjäreg Diskussioun. Virun allem verschidde Bierger aus dem Weste vum Land an och aus dem Kanton Miersch maache sech ëmmer erëm breet fir en eegene Bezierk oder gegebenenfalls souguer eng Uglidderung un den Nordbezierk. D'Argument, déi Leit hätten da vläicht méi Chance e Kandidat an d'Chamber ze kréien, muss een allerdéngs relativéieren, well et gi jo awer genuch Beispiller vu Leit, déi de Sprong an d'Chamber oder souguer bis an d'Regierung geschafft hunn, an déi awer net onbedéngt aus enger grousser Uertschaft kommen.

Mir als DP kënnen eis jiddefalls op kee Fall mat der Fuerderung vun eise grénge Kolleegen ufrënnen, déi sech fir en eenzege Wahlbezierk hei zu Lëtzebuerg ausgeschwat hunn, esou wéi dat jo um Niveau vun den Europawahlen ass. Och wann eist Land u sech jo nëmmen eng ganz kleng Fläch duerstellt, esou därfe een awer net verglissen, dass déi eenzel Regiounen nach hir eegen Identitéit hunn. D'Problemer vun der Musel si mat Sécherheet net déiselwecht wéi déi am Süden, an den Zentrum an den Norden hunn och net onbedéngt vill Gemeinsamkeeten. Et kann ee souguer behaapten, dass déi eenzel Regiounen sech och um kulturel Plang ënnerscheeden.

Dernieft kënn erëm eng Kéier d'Argument vun der Relatioun tëschent dem Bierger an dem Gewielten.

(Interruptions)

An déi mécht et natierlech och noutwenneg, dass een déi sougenannte Terrainsaarbecht permanent fleegt. Hätte mer ee Bezierk, da géife mer riskéieren, dass déi direkt Relatioun tëschent Bierger a Gewielten doduerch géif beaflosst ginn, an dat net onbedéngt zum Virdeel. Dowéinst ass et jiddefalls aus eiser Siicht opportun, dass mer hei am Land u deene véier politesche Bezierker festhalen.

Zu engem Punkt, dee besonnesch an deene leschten Deeg zu villen Diskussiounen Ulass ginn huet, muss een natierlech och Positiounen bezéien, an dat ass d'Incompatibilitéit vun dem Mandat vum nationalen Deputéierten a vum Europadeputéierten. Do hale mer jo elo, no enger Rei vun Diskussiounen, um Status quo fest. Dat heescht d'Incompatibilitéit gétt net am Gesetz verankert, obwuel d'Praxis jo awer do hiert eegent Gesetz schreift.

Mir als DP - an dat wëll ech emol ganz daitlech hei ënnersträichen - si ganz kloer fir eng Incompatibilitéit. Et ass munchmol duergestallt ginn: „D'DP huet sech enthalte bei deem Vote“, wéi wa mir iergendwéi en faveur wären, dass ee kéint gegebenensfalls déi zwee Mandater gläichzäiteg ausüben. Dat ass alles aneschtens wéi richtig.

Allerdéngs hate mir do eng aner Propos ënnerbreet. Mir hate gemengt et sollt een zumindest eng Reflexiounszäit vun dräi Méint aféieren, wou dee Betraffenen d'Méiglechkeet gehat hätt de Choix ze treffen: „Ginn ech an d'Europaparlament oder bleiwen ech hei zu Lëtzebuerg an der Chamber?“. Dat virun allem fir et deene Leit ze erlaben - an do soll quasi keng Partei mengen si kéint net eng Kéier an d'Situatioun kommen -, déi potenziell Kandidat si fir e Mandat an der Regierung ze kréien, net kuerzfristeg müssen eng Décisioun ze huelen, déi herno dann net onbedéngt déi richtig wier.

Well eben d'Legislativwahlen an d'Europawahlen nach wie vor op engem Dag stattfannen, wier dat e méigleche Kompromëss gewiescht. Deen ass leider net ugehol ginn. Mir huelen dat zur Kenntnis.

(Interruptions diverses)

Allerdéngs wëll ech op eng aner Propos vun der Demokratescher Partei zrëckkommen, déi u sech d'Léisung vun dem Problem wier, an dat ass ganz kloer d'Trennung vun den Europawahlen an de Legislativwahlen.

(Brouhaha général)

An och do wëll ech drun erënneren, dass schonn d'Lydie Polfer an den Henri Grethen den 11. Mäerz 1999 eng deementspriedend Gesetzespropositioun ënnerbreet hatten.

(M. Jean Spautz reprend la Présidence)

Mir bedauern, dat soen ech ganz éierlech, dass mir leider kee Konsens konnten an deem Punkt do fannen, well wann zum Beispill d'Chamberwahle géingen am Februar oder am Mäerz stattfannen, da wär schonn e gewëssenen Tri gemaach an da kéint ee sécher sinn, dass déi Kandidaten, déi wëllten e Mandat am Europaparlament ustriewen, dat Mandat och géingen unhuelen, an da géing net dee siwent Gewieltenen op Stroossbuerg goen, well och dat ass alles aneschtens wéi gutt.

(Interruption)

Ech hunn elo den Numm vergiess. Bei der DP kann ech mech net erënneren, dass jeemools de siwent Gewieltenen op Stroossbuerg gaangen ass.

(Interruption)

Vu véier op siwen ass nach e wäite Wee.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här Graas, ech wollt lech just froen, wann d'Wahle géife getrennt ginn, zum Beispill wa se zwee Méint oder sechs Woche vun enee wären?

M. Gusty Graas (DP).- Dat ass ze kuerz.

M. Ben Fayot (LSAP).- Bon, loosse mer soen dräi oder véier Méint, mir ass dat egal, mengt Dir da géifen déi Leit, déi an d'Chamber gewielt sinn, net méi op d'Lëscht goe fir an d'Europaparlament? Dat ass meng Fro.

M. Gusty Graas (DP).- Jo, dat ass eng ganz gutt Fro an eng berechtigt Fro, Här Fayot. Ech sinn awer iwwerzeegt, dass mat Ofstand d'Majoritéit net méi géing dann hir Kandidatur och nach fir an d'Europaparlament stellen. Selbstverständlech ass et net auszuschléissen, dass een oder deen aneren nach seng Kandidatur fir an d'Europaparlament stellt, mä zumindest wären awer emol déi Leit, déi ee Mandat an der Regierung kriteren, net gläichzäiteg erëm eng Kéier Kandidat fir d'Europawahlen. Loosse mir eis dach näischt virmachen. Et ass all Kéiers deeselwechte Ritual. Mir stellen alleguer eis beschte Leit op, gläichzäiteg och fir d'Europawahlen, wat de bonne guerre ass, obwuel mir am Virfeld scho wëssen, dass ganz vill Leit dat Mandat aus enger Rei vun Ursaachen net unhuelen.

Une voix.- Et gétt mindestens eng Partei heibannen déi der Meinung ass, dass een op zwou getrennte Lëschte soll untrieden.

(Interruption)

Elo sinn et der schonn zwou.

M. Ben Fayot (LSAP).- Här Graas, Dir wësst jo och firwat d'Parteien déiselwecht Leit fir déi zwou Lëschten opstellen? Wéinst dem Panachage, well se d'Zuel vun de Stëmme wëlle maximéieren. Dat ass d'Ursach.

M. Gusty Graas (DP).- Här Fayot, maacht Dir da Politik fir net de Maximum vun de Stëmmen ze kréien?

(Hilarité)

Mir sinn eis jo awer eens heibannen, dass dat do e Punkt ass, deen net ausdiskutiert ass.

M. le Président.- Mir sinn eis eens, dass mer eis op deem Sujet do net eens sinn, an dofir solle mer mat der Diskussioun vum Projet weiderfueren.

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Kann ech dem Här Graas just eng Fro stellen, Här President?

(Assentiment)

Här Graas, ech fannen d'Interventioun vum Intérieursminister ganz interessant an och richtig. Mir sinn als Gréng der Meinung, wann hei een Accord géing bestoen a wann all d'Parteien sech géingen drun halen, dass eng Incompatibilitéit géing geschafe gi fir op deenen zwou Lëschten ze kandidéieren, da wäere mir do derfir. Firwat ass Är Partei dann do dergéint?

M. Gusty Graas (DP).- Mir hunn zwou aner Propose gemaach a mir sinn der Meinung...

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Äntwert op meng Fro!

M. Gusty Graas (DP).- Well mir mengen, dass déi Proposen déi mir gemaach hunn einfach besser sinn.

(Hilarité)

M. François Bausch (DÉI GRÉNG).- Dir hutt selwer elo zouginn, dass Är Proposen de Problem eigentlech iwwerhaapt net léisen, well nach ëmmer d'Méiglechkeet besteet fir duebel ze kandidéieren.

(Interruptions diverses)

Une voix.- Voilà, da bleiwe mir beim Status quo.

M. Gusty Graas (DP).- Gréisstendeels géing jiddefalls de Problem duerch eis Propose geléist ginn. Tatsaach ass, dass mir elo de Status quo bäibehalen, mä ech mengen awer, dass den Diskussionsprozess net soll ofgeschloss sinn.

Et ass jo och de Wonsch vun eis Politiker, dass den Absentéismus esou kleng wéi méiglech soll sinn, a jiddefalls droen d'Neierungen um Niveau vun der Bréifwahl mat Sécherheet dozou bäi, dass sech och elo vläicht méi Leit ugesprach fillen un de Wahlen deel ze huelen, an dofir si jo déi Dispositiounen, déi mir elo do huelen, ze begrëissen. Freier ware se, kann ee soen, ze vill komplizéiert. Mir sinn och der Meinung, dass d'Erofsetze vun dem Délai op 30 Deeg zousätzlech Leit wäert dozou animéieren, fir dann aktiv sech un dem Wahlgeschäft ze bedeelegen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, an deem ganze politesche Prozess hei zu Lëtzebuerg spillen natierlech d'politesch Parteien eng ganz grouss Roll. Ouni si wär de System jiddefalls net ëmsetzbar. Et ass also dach schonn erstaunlech, dass des Elementer keng ofgeschert juristesche Basis hunn. Eis Constitutioun kennt jo bis elo d'politesch Parteien net. Am Kontext vun dësem Gesetz solle sech awer elo e puer Gedanken iwwert de Stellerwäert an de Fonctionnement vun eise Parteiessystem gemaach ginn. Virun allem natierlech ass d'Finanzéierung vun de Parteien e ganz wichtegt Element. Wann d'politesch Parteien schonn den Acteur am politesche Liewe sinn an domat jo och zu den Drosaille vun eiser Demokratie gehéieren, dann ass d'Fro berechtigt, ob si net och Urecht op finanziell Ennerstëtzung vun der Allgemengheet hunn.

Sécher hu mir een éischten Effort an déi Richtung gemaach mam Gesetz iwwert de Remboursement vun de Wahlkampffräen, awer nach si mir ëmmer an der Situatioun dass d'politesch Parteien gréisstendeels duerch eege Finanzmëttele fonctionnéieren. Besonnesch um lokale Plang ass dat nach vill méi de Fall. Wann net déi eenzel engagéiert Lokalpolitiker selwer géinge vill Käschten droen, da kéinten déi

meescht Sektouneen emol guer net funktionnéieren. Dofir solle mir d'Diskussioun ëm e Parteiefinanzierungsgesetz net ofbriechen.

An engem Pressecommuniqué vum 23. Oktober 2002 hat meng Partei zu dësem Sujet Stellung bezunn. Am Prinzip si mir fir eng Reglementatioun, wat de Finanzement vun de politesche Parteien ubelaangt, allerdéngs mussen nach Précisiounen geschafe ginn, wéi zum Beispill de juristesche Statut, d'Definitioun vun enger Partei, d'Aschreiwung vun de Parteien an eist d'Grundgesetz, déi juristesche Responsabilitéit vun de Membere vun enger Partei, d'Form an déi juristesche Valeur vun der Publicatioun vun hire Konten, a gegebenefalls d'Nimm vun den Donateurs. Mir wëlle jiddefalls an dëser Matière méi Transparenz.

Vlaicht ofschléissend nach e Wuert iwwert de Vote électronique. Effektiv huet jo d'Informatik, besonnesch an deene leschten zéng Joer, eng immens Evolutioun matgemaach. Si ass ganz kloer zu engem feste Bestanddeel vun eisem dagdeegleche Liewe ginn. Ech wëll och betounen, datt d'Demokratesch Partei an hirem Positionspabeier iwwert d'Reform vum Wahlgesetz sech prinzipiell fir de Vote électronique ausgeschwat huet. Mir kënnen eis also och gutt virstellen, datt bei Gemenge-, bei Chamber- respektiv bei Europawahlen dës Form, fir seng Stëmm ofzeginn, kéint applizéiert ginn. Allerdéngs mussen natierlech d'Rahmbedingunge stëmmen. De Moment schéngt eis awer ze fréi ze sinn, fir de Vote électronique allgemeng anzeféieren, an dat aus enger Rei vun Ursachen:

1. Wéi jo aus der Statistik, an déi gëtt jo awer regelméisseg ugepast, ervirgeet, sinn nach ze vill Leit net mam Internet familiariséiert. D'Wahle sollen awer fir all Mënsch deeselwechte Charakter hunn.
2. Am administrative Beräich, ech denken zum Beispill un d'Opstelle vu Steiererklärungen, hu mir nach wéineg Erfahrung mat dëser Technologie.
3. Och wann et eng Rei vu Pilotprojeten am Ausland gëtt, zum Beispill der Schwäiz oder der Belsch, esou leien awer nach net genuch Erfahrungswärter vir.

Ech weisen drop hin, datt zum Beispill an der Belsch de Vote électronique zwar funktionnéiert huet, mä datt awer gläichzäiteg do duerch nei Problemer entstane sinn an datt och esouguer Plaintë bei Zivilgerichter agereecht goufen. Da bleibt natierlech e wichtegt Element, an dat ass de Facteur „garantie“. Et muss kloer gestallt ginn, datt keng Abüe geschéien däerfen. Anescht jiddefalls wéi beim Ausfëlle vu mengem Wahlziel, den dann an eng Urn gehäit gëtt, ka beim Vote électronique theoretisch eng Trace bestoe bleiwen, wien dann elo wat gewielt huet. Wann ech bis mai Vote um PC validéiert hunn, da weess ech natierlech net zu 100% wat um Wee bis zum Ausziele ka geschéien. Da muss natierlech och d'Ausziele vun de Stëmmen optimal garantiéiert sinn an et däerf zu kenger technescher Pann kommen. Trotzdeem si mir allerdéngs der Meinung, datt ee soll gegebenefalls déi nächste Kéier bei de Wahlen e Pilotprojet lancéieren, fir ze kucken wat fir eng Erfahrungswärter mer hei zu Lëtzebuerg kéinten deemtensprechend kenne léieren.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, mer stëmmen haut ouni Zweifel e ganz wichtegt Gesetz, wat jo, wéi virdru scho gesot ginn ass, zur Stabilitéit vun eisem Statssystem bäidroen wäert. Dofir sollen och déi kleng Pannen, déi an deene leschten Deeg virkommen sinn, op Kee Fall iwwerbewäert ginn. Meng Fraktioun weist sech jiddefalls, wéi ech schonn aganks gesot hunn, ganz zefridde mat dësem Projet de loi. An deem Sënn bréngen ech och d'Zoustëmmung vu menger Partei, wëll awer ofschléissend

nach dem Rapporteur, dem Marco Schank, e grouse Merci aussprieche fir säi mëndlechen a säi schrëftleche Rapport. En hat et net ëmmer einfach, mä et kann een awer ënnert dem Stréch soen, datt e seng Aarbecht ganz gutt gemaach huet.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Aly Jaerling agedroen. Den Här Jaerling huet d'Wuert.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).**- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'éischt trotz allem dem Här Rapporteur ze félicitéiere fir säi Rapport, deen engersäits dat konstruktiv Resultat vun der Aarbecht vun der Kommissioun aus deenen zeg Sätzungen erëm ginn huet, mä deen awer anersäits och dat a sengem Rapport an am Projet mat huet misse virbréngen, wat d'Regierung an deene leschten Deeg an dësem Dossier verbrach huet.

De Problem, deen ech awer hunn, dat ass datt ech net weess wat fir ee vun deene sëllege Rapporten, déi mer an deene leschten Deeg zougestallt kritt hunn, den Här Rapporteur dann hei virbruecht huet. Ech weess net ob et deen heiten ass, deen do, deen do, deen do oder deen do? Ech weess et net an ech hoffen awer, datt den Här Rapporteur schlussendlech dee richtegen erwëscht huet.

Här President, an de leschte Méint hunn d'Membere vun der Kommissioun sech d'Méi ginn, fir d'Iddie vun hire Fraktiounen op eng konstruktiv Aart a Weis an dëst Gesetz ze integréieren. All nei Proposen, de par et d'autre, sinn an enger objektiver Aart a Weis diskutéiert ginn an och zum Vote gestallt ginn. An enger grousser Rei vun Artikelene konnt och eng Eestëmmegkeet fonnt ginn. Bei anere méi prinzipielle Froen huet eben d'Majoritéit, esou wéi dat an enger richteger Demokratie soll sinn, d'lescht Wuert kritt.

D'Oppositioun hat och mat deem demokratesche Prinzip kee Problem an d'Aarbechte goungen trotz widderspréngleche Meenunge gutt virun, bis déi lescht Woch. Nodeem mer gemengt haten d'Aarbechte kënten an aller Sérénitéit ofgeschloss ginn, huet d'Regierung sech agemëscht. D'Kommissioun war no enger déifgräifender Diskussioun, zum Beispill iwwert de Cumul vun de politesche Mandater, bei zwou Enthalungen zur Konkusioun komm, datt d'Mandat vum EU-Deputéierten an dat vum nationalen Deputéierten net kompatibel wier. Sécherlech ass do deem engen oder anere Regierungsmember e Warnsignal opgaangen, well et mat esou enger Mesure net méi méiglech wier op zwou Hochzäiten ze danzen a jiddersee sech vu vir erof hätt missten entscheeden, wou en dann elo hi wëllt.

D'Regierung huet sech net um éischte Votum vun der Kommissioun gestéiert a war sech net ze schued den Innenminister an d'Kommissioun ze delegéieren an dee sollt dofir suergen, datt den Artikel iwwert de Cumul vun den EU-Mandater mat den Nationalen nach eemol sollt ofgestëmmt ginn an dat esou oft, huelen ech un, wär dat geschitt, bis en der Regierung dann endlech an de Krom gepasst hätt, an dat ass jo dann och geschitt.

Den ADR hat de Problem vum Cumul scho länger erkannt an hat sech a senger Wahlprogrammer och schonn dofir agesat, datt d'Europawahlen an eis national Parlements wahlen sollen zäitlech getrennt ginn, wat op jidde Fall d'Saach vill méi kloer gemaach hätt. Mä all Anticumulverbuet vum Mandat huet deenen, déi sech permanent d'Muecht hei am Land deelen a net midd ginn hir Mandatairë mat Posten a Pöstercher bei der Staang ze halen, net an de

Krom gepasst an dofir ass deen Dilemma, dee mer elo hei schonn e puer Deeg matmaachen, zustane komm, a mir sinn elo erëm do wou mer virdru waren.

Déi, déi op nationaler- an EU-Lëscht stinn an hei am Land net Minister oder Statssekretär oder soss e Poste kréien, ginn dann eben an d'Fleegeheim op Stroossbuerg.

Et schéngt mer iwwerhaupt wichtig, datt déi Diskussioun, déi an der Kommissioun iwwert de Cumul vun alle politesche Mandater ugeschnidde ginn ass, weider gefouert gëtt, an eng Léisung ugestriift soll ginn, déi souwuel am Interesse vun de betraffene Politiker, awer besonnesch am Interesse vun de Bierger sollt sinn, déi se ze vertrieben hunn. Nëmme wann een déi néideg Zäit huet fir sech op säi Mandat ze konzentréieren, kann ee sech och effizient am Déngscht vum Bierger asetzen. Dozou gehéiert awer och deen néidege Congé politique, besonnesch fir d'Gemegepolitiker, dee beileiwen net duer geet. Dat scho guer net fir d'Buergermeeschter an d'Schäffen an och net fir d'Gemegeconseilleren. Mä awer och net fir déi Leit, déi sech an de Gemenge permanent an de consultative Gemegekommissiounen asetzen. Och fir déi Leit misst irgendwann eng Léisung gesicht ginn, op wat fir eng Aart a Weis datt déi Leit hire politeschen Asaz am Interesse vum Bierger kënne besser mat hirer Aarbechtzäit an Accord bréngen.

De Problem misst also kuerzfristeg geléist ginn an de Gemegepolitiker misst nach virun den nächste Gemengewahlen op jidde Fall deen néidege Congé politique zougestane ginn.

Fir elo op d'Aarbechte vum Wahlgesetz zrëckzekommen, schéngt et mer, wéi wann déi Aart a Weis wéi dës Regierung d'Demokratie versteet eng aner ass wéi déi vun deene Leit, déi wierklech Demokratie-Versteesdemech hunn. Well et ass net fir d'éischt datt mer esou ee lächerlechen Ofstëmmvirefall hunn, wou esou laang ofgestëmmt gëtt bis dat eraus kéint wat d'Regierung gären hätt. Ech erënnere do un d'Horesca-Gesetz. Do hat Kommissioun vun der Aarbecht och e Passus gestëmmt un Hand vun deem de Salariéen hir Lounfortzahlung sollt garantéiert ginn, an zwar fir déi Rouzäiten, déi hinne duerch d'Iwwerstonne während der Referenzperiod geschëllt sinn. Dat hat der Regierung ënnert dem Drock vun den Ekonomiesatelliten awer net an de Krom gepasst a si huet versicht dëse Passus nei ofstëmmen ze loosser, fir en erëm aus dem Gesetz eraus ze kréien. Bei der zweeter Ofstëmmung hat d'Regierung awer hir Delegéierten an der Kommissioun sécherlech net richtig gebriefe an esou ass déi zweet Ofstëmmung och positiv zur Proposition vun der Kommissioun ausgefall. Well awer d'Demokratie hei am Land net kann anescht si wéi dës Regierung se gesäit, ass fir d'drétt ofgestëmmt ginn an do haten d'Regierungsdeputéierten awer besser opgepast, esou datt den Artikel, deen d'Kommissioun proposéiert hat fir d'Rechter vum Salariat am Horesca-Secteur besser ofzesécheren, vun der Regierung einfach annulléiert ginn ass. Dat fir nëmme ze weisen op wat fir eng Aart a Weis datt hei virgaange gëtt. D'Kommissioun hat sech an hirer virechter ordinärer Sëtzung en Timing ginn.

■ **Une voix.**- Aha!

■ **M. Aly Jaerling (ADR).**- Dofir hunn den ADR an och DÉI GRÉNG iwwregens an dëser Sëtzung u kenger Ofstëmmung deelgeholl.

(Interruptions)

Ech schwätzen hei just vum Prinzip wéi d'Regierung virgeet. Loosst mer d'Leit dobaussen entscheeden wat se hale vun der Aart a Weis wéi Dir hei virgitt. Dat wëll ech lech soen.

D'Kommissioun hat sech an hirer virechter ordinärer Sëtzung en Ti-

ming ginn, fir dëse Projet de loi fristgerecht iwwert d'Bühn ze kréien, fir datt dat neit Gesetz kéint alle Wieler, besonnesch deenen neien Net-Lëtzebuerger Wieler, fristgerecht zegutt kommen. Nom Timing, deen d'Kommissioun sech eestëmmeg gesat hat, sollten den 12. an de 14. Februar nach zwou Sëtzunge stattfannen, fir den Text vum Projet ze feilen, de Rapport ze preparéieren a schlussendlech de 25. Februar dat Gesetz hei zur Ofstëmmung ze bréngen. Dës Prozedur war zwar zum Schluss knapp beméiss, mä hätt awer kënne problemlos iwwert d'Bühn goen, esou wéi dat mer vu Leit, déi sech an där Matière auskennen, confirméiert ginn ass.

Do huet awer alt erëm eng Kéier d'Regierung sech agemëscht an déi ganz Prozedur op d'Kopp gehäit. An der Presidentekonferenz vum leschten Donneschdeg hu se de Projet fir haut op den Ordre du jour gesat a fir de leschte Méindeg eng Kommissiounssëtzung aberuff. Duerch dës kuerzfristeg Initiative war et kloer, datt déi Sëtzung net allze gutt besicht war an et war och nëmme eng knapp Majoritéit déi dee Rapport, deen zu deem Moment virlooch, ofgestëmmt huet, well et war och nach net deen definitiven.

Mä net nëmme dat, de Rapport, deen an der Sëtzung presentéiert gouf, war iwwert de Weekend an enger Nuets- an Niwwelaktioun de Kommissiounsmembere zougestallt ginn, an dat gläich véiermol hannerteneen, well en an enger Chaosaktioun huet misse rédigiéiert ginn Dat soll awer beileiwe kee Reproche un d'Beamte sinn, well och déi hu misse leiden an Iwwerstonne schaffen. Mä et ass einfach d'Schold vun enger Regierung, déi de Buedem ënnert de Féiss verluer huet. Et ass kloer, datt dës onserios an ondemokratesch Virgoensweis net konnt esou einfach akzeptéiert ginn, an esou ass geschlechter en Antrag vun der grénger Fraktioun aberuecht ginn, fir de Projet vum Ordre du jour ze huelen an op de 25. Februar ze reportéieren, esou wéi dat vun der Kommissioun virgesi war. D'Regierung huet awer mat deeneselwechte lächerlechen Argumenter geschlechter hei operéiert wéi an der Kommissioun an huet dee méi wéi berechtigten Antrag einfach verworf.

Här President, wien elo geduecht hat mir wieren um Schluss vun där Comédie burlesque do ukomm, deen hat awer d'Rechnung ouni d'Komiker aus der Regie gemaach. Geschlechter Mëtteg ass fir geschlechter Owend um sechs Auer eng weider Sëtzung aberuff ginn.

Här President, ech hunn, wéi ech hei an d'Parlament komm sinn, eng Broschür zougestallt kritt, fir mer ze erkläre wéi déi parlamentaresch Aarbecht hei am Parlament reglementéiert ass, an esouwuel der Majoritéit wéi der Oppositioun e bëssen Disziplin sollt operleeën. An dëser Broschür ass zum Beispill am Artikel 19 festgehalen, datt d'Kommissiounssëtzunge missten dräi Deeg am Viraus ageruff ginn an net nëmme dräi Stonnen, esou wéi dat geschlechter de Fall war. Dat heescht also, datt déi Sëtzung vu geschlechter laut eisem Reglement illegal war.

■ **Une voix.**- Aha!

■ **M. Aly Jaerling (ADR).**- Dofir hunn den ADR an och DÉI GRÉNG iwwregens an dëser Sëtzung u kenger Ofstëmmung deelgeholl. Dorëms ass et nämlech gaang. D'Regierung hat alt erëm eng Kéier e puer Artikelene fir ze rektifizéiere fonnt. Dee wichtigsten dovunner war deen, datt bei der Presidentschaft vum Wahlbüro bei de Wahlen, no der Propos vun der Kommissioun, och e Sekretär aus enger anerer Gemeng konnt de Virsëtz an engem Wahlbüro kréien, wou hien net Wieler war. Dat war nom ursprüngleche Gesetz vun 1924 och méiglech, mä dat war awer am reforméierte Regierungstext erausgeholl ginn.

D'Kommissioun wollt, besonnesch fir deene klenge Gemengen d'Wahlgeschäft ze vereinfachen, déi ursprünglech Versioun erëm aféieren. Dat wier awer en Amendement ginn, dat hätt misse duerch de Statsrot goen. Dat wier och nach duergaangen, wann der Kommissioun hiren Timing vum 25. Februar respektéiert gi wier, mä duerch déi Chaosaktioun vun der Regierung, fir d'Gesetz haut ze stëmmen, war dat net méi méiglech. Dat war d'Argument vun der Regierung fir iwwert deen Artikel nach eemol ofstëmmen ze loosser an en ze verwerfen.

Den ADR hat d'Proposition gemaach fir d'nächst Woch en Donneschden, wou jo eng ausseruerdentlech Sëtzung iwwert d'Situatioun am Irak soll aberuff ginn, d'Wahlgesetz mat op déi Dagesuerdnung ze setzen. Dann hätte mer Zäit gehat den Text nach eemol an aller Rou ze iwwerschaffen, zumools wou nach d'Formularen iwwert d'Kompositioun vun de Wahlbüroen net dem Text vum Projet de loi entsprach hunn an nach revidéiert misste ginn.

Wa mer et also zouloossen, dass fir den Thema Irak, wou gëschter alles gesot ginn ass an d'Positione kloer sinn a wou ech mer net ka virstellen, datt nach vill Substanzielles aus enger weiderer Diskussioun kéint ervirkommen, d'nächst Woch an der Vakanz eng Sëtzung kann ageruff ginn, da misst et och méiglech sinn esou e wichtige Projet wéi d'Wahlgesetz op deen Dag kënnen ze verleeën.

Mä dës Regierung huet sech allen objektiven a begrënneten Argumenter, fir d'Wahlgesetzdiskussioun ze verschieben, verschloss. A se war sech och gëschter net ze schued fir mam CSV-Fraktiounschef hire Rhetorikfiligrantechniker an d'Kommissioun ze schécken, fir datt hir Kommissiounsdeputéierten net erëm eng Kéier hätten eng fléie loosse kënnen.

■ **Une voix.**- Den Oppasser.

(Interruption)

■ **M. Aly Jaerling (ADR).**- Bonjour, Här Weiler.

(Hilarité)

D'Regierungsdiktat huet erëm voll zougeschloen. Dem ADR seng Propos fir d'Wahlgesetz ëm eng Woch ze verschieben, fir déi néideg Zäit ze fannen d'Texter nach eng Kéier a Rou ze rédigiéieren, ass verworf ginn.

Här President, dës Introductioun huet misse si fir ze demonstréieren op wat fir eng lamentabel Aart a Weis dës Regierung eng méintelaang konstruktiv Zesummenaarbecht vun enger gudder Kommissioun innerhalb vun e puer Deeg mat hirem despotesche Virgoen zerstiéiert huet.

(Interruption)

Et freet ee sech wierklech, ob et nach Sënn huet fir an de Kommissiounen matzeschaffen. Wann d'Regierung net un enger konstruktiver Zesummenaarbecht interesséiert ass, da soll se hir Gesetzesprojeten eleng rédigiéieren an der Chamber einfach virleeën. Da könnte mer d'Kommissiounen ofschafen, eis vill Energie a Streidereien erspueren an dem Steuerzueler och vill Suen. No der Aart a Weis wéi dës Regierung virgaangen ass, hätt ee kënnen Angscht hunn, dass se eis en Artikel vum Wahlgesetz ënnergejubelt hätt, anhand vun deem am Juni d'nächst Joer esou laang misst gewielt gi bis dat Wahlresultat erauskeëm wat dëser Regierung an de Krom passt.

(Hilarité)

Mä et ass awer glécklecherweis - ech konnt dat de Moien nach nolliesen - eis näischt esou am Gesetz ënnergejubelt ginn. Wat awer bleiwe wäert ass de battere Bäigeschmaach, datt deen am Koalitionsprogramm versprochenen Dialog sech a Wierklechkeet ëmmer méi zu engem diktatoreschen Monolog entwéckelt.

(Interruption)

Wann een eng Koalitioun ageet, Här Weiler, dann iwwerhëlt ee jo awer och zum Deel dat wat sai Koalitiounspartner mat an de Koalitiounsprogramm erabréngt, géif ech mengen, quitte dass dat bei lech keng grouss Roll spillt. Ech mengen Dir sidd nach mat all Koalitiounspartner gutt eens ginn, mä trotzdem.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Dat ass, well mer fein sinn.

■ **Une voix.**- Si hunn een nom aneren ugeschmiert.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).**- Jo, et gétt keen, deen esou e Verschläiss u Koalitiounspartner huet wéi d'CSV.

(Hilarité)

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Dir hutt net ganz vill Respekt virum Wieler. Dat muss een awer hei feststellen.

(Interruptions)

■ **M. Aly Jaerling (ADR).**- Datt awer trotz allem an der Kommissioun konstruktiv zesumme geschafft ginn ass, beweisen awer schlussendlech déi 346 Artikelen, déi dëst Gesetz ausmaachen, déi zum gréissten Deel...

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Elo fänkt den Här Jaerling erëm un objektiv ze ginn.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).**- Ech war déi ganzen Zäit nach objektiv.

(Interruption)

Här Weiler, an deem, wat ech elo virbruecht hunn, war net ee Wuert Polemik,...

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Här Klein, ech hu ganz genee héiere wat Dir gesot hutt. Ech ginn herno dorobber an.

(Brouhaha général)

■ **M. Aly Jaerling (ADR).**- ...net ee Wuert Demagogie, et war eng reng Revue vun deem wat effektiv statifonnt huet.

Diskussioun e gouf et bei enger Rei vun Artikelen, wou d'Meenungen auserneegaange sinn. D'Wahlpflicht war eent vun deenen Themen, wou länger Diskussiounen entstane sinn: Solle mer d'Wahlpflicht bäibehalen oder solle mer e wierklecht Wahlrecht aféieren? De Problem, dee sech stellt, läit bei der Differenz tëschent de Lëtzebuerger an den Net-Lëtzebuerger Wieler. De Lëtzebuerger Wieler gétt d'office an d'Wielerlëschten ageschriwwen. Den Net-Lëtzebuerger kann dat op fräiwëlleger Basis maachen. Wann hie sech awer bis ageschriwwen huet, huet hie genau wéi de Lëtzebuerger d'Wahlpflicht. D'Kommissioun huet sech majoritaire fir de Status quo ausgeschwat an och den ADR ass der Meenung, datt een näischt un dëser Situatioun ännere sollt.

Mir wäerten awer kuerz- oder laangfristeg net derlaanscht kommen, fir nach eemol déifgräifend Diskussiounen iwwert dat Thema ze féieren, wa mer wierklech en Europa wëllen an deem all Bierger, deen hei leeft, déiselwecht Rechter a Pflichten huet, wat onbedéngt wichteg ass, zumools sech elo all Bierger, also och Net-EU-Bierger, sech kënnen bei de Gemengewahlen aschreiwen, wat e wichtige Schrëtt a Richtung Matbestëmmung fir all Bierger ass.

Här President, Diskussioun e gouf et och am Zesummenhang mam Panachage, wou d'Meenung opkomm ass, dass de Panachage sech misst op zwou Lëschte beschränken oder eventuell ganz ofgeschafft ginn. D'Kommissioun war hei majoritaire der Meenung, datt een um bestehende System vum Panachage näischt ännere sollt. Den ADR ass och dëser Meenung, well dem Wieler muss d'Méiglechkeet gelooss ginn ën-

nert alle Kandidate kënne fräi ze wielen.

D'Limitatioun vum Panachage op nëmmen zwou Lëschten oder dat ganz Ofschafe vum Panachage géif dem Wieler seng effektiv Matbestëmmung bei der Persounewahl drastesch aschränken a géif de Parteien eleng d'Méiglechkeet iwwerloossen ze decidéiere wien dann elo e Mandat kritt a wien net. D'Mandatträger wieren domadder erpressbar an d'Diktat vun de Parteie vis-à-vis vun hiren Delegéierte géif nach méi drockvoll ginn.

Här President, eent vun deene méi haart diskutéierten Theme war déi gefuerdert Quoteregulung. Déi sollt d'Gläichheet tëschent Mann a Fra an der Politik bei der Opstellung vun de Wielerlëschten a bei der Opdeelung vun de Mandater garantéieren.

Esou eng ondemokratesch Fuerderung kann op kee Fall vum ADR matgedroe ginn. Den ADR ass zwar derfir datt d'Fraen déiselwecht Rechter sollen hu wéi d'Männer, mä awer och déiselwecht Pflichten. De Fraen d'office d'Halschent vun de Kandidateplazen ze garantéiere wier eng Diskriminéierung vu ville kompetente Männer.

(Brouhaha général)

Eng Fra, déi politesch Ambitiounen huet, soll duerch hir Kompetenz ënner Beweis stellen, dass se och fäeg ass hir Fra ze stoen.

Et si Lëschte ginn déi paritéitesch besat waren an op deenen trotzdem keng Fra gewielt ginn ass, obwuel déi wahlberechtigteg Fraen hei am Land d'Majoritéit hunn. Wann also d'Fraen nëmme géife Kandidatinne viele well se Frae sinn, da géif hei an der Chamber kee Mann setzen. Dat ass de beschte Beweis dofir, datt och d'Fraen net nom Geschlecht, mä no Kompetenz wielen, an dat ass richtig esou. Dat ass de Beweis, datt d'Frae sech net vun extremistischen an ondemokratesche Fuerderungen ierleede loossen. Demokratie heescht jiddferengem déiselwecht Chancen ze loossen. Geschlechtlechen oder soss iergendwelleche Favoritismus ass ondemokratesch.

Den ADR setzt sech dofir an, dass d'Chamber muss e Spigelbild vun der Bevölkerung ginn an datt all d'Beruffstänn sollen dra vertruede sinn an net wéi säit Jorzéngten ee Secteur prédominant ass.

■ **Une voix.**- Wéi een dann?

■ **M. Aly Jaerling (ADR).**- De Secteur public.

■ **Une voix.**- Dat ass jo net richtig.

■ **M. Aly Jaerling (ADR).**- An dobäi spillt et keng Roll, ob dat Fraen oder Männer sinn. Kompetent muss se sinn a bereet sinn hiren Individualismus an hir Energie an den Déngscht vum Bierger ze stellen.

Här President, d'Afféiere vun den elektronische Moyenen, fir d'Wahlgeschäft ze erlichteren, ass eng Méiglechkeet laanscht déi ee sécherlech an Zukunft net wäert kommen. Esou Neierunge sollt een awer eréischt asetze wa sécher ass, dass se och fiabel sinn. Dat si se awer nach net onbedéngt, wann een d'Resultater aus dem Ausland analyséiert, an déi Problemer déi domat entstane sinn. D'Kommissioun huet scho richtig decidéiert beim aktuellen a bewährte System ze bleiwen, esou laang wéi näischt Fiables am Elektronikberäich méiglech ass.

Här President, et gouf och nach eng Diskussioun engersäits iwwert d'Opdeelung vun de Mandater pro Bezierk an anerersäits och eng Fuerderung fir aus dem ganze Land nach just ee Wahlbezierk ze maachen.

Ee Wahlbezierk hätt schonn eng Rei Virdeeler, besonnesch fir déi

kleng Parteien, mä géif awer och derzou féieren, datt sech d'Mandater kënnten op eng Regioun vum Land konzentréieren an déi aner Regiounen vum Land guer net vertruede wieren.

Dofir ass et scho wichteg, datt déi proportional Opdeelung vun de Mandater op véier Bezierker bestoe bleift, well dës Opdeelung derzou bäidréit, datt d'Chamber och e regionaalt Spigelbild vum Vollek ass.

Wat d'Gemidder e bëssen erhézt huet, war d'Fuerderung esouwuel vum Erop- wéi vum Erofsetze vum Wahlalter. Den héchste wahlpflichtegen Alter gétt vu 70 op 75 Joer eropgesat, mat der Begrënnung datt d'Liewensduerschchnittserwaardungen ëmmer méi héich ginn. Den ADR kann dës Approche deelen an huet och kee Problem mat dëser Eropsetzung vum Wahlalter.

Wat d'Erofsetze vum passive Wahlalter op 18 Joer ubelaangt, ass den ADR averstanen, well doduerch dat passiivt Wahlrecht mat deem aktiven op een Alter gläichgestallt gétt. Wat d'Erofsetze vum Wahlalter op 16 Joer ubelaangt, kann den ADR esou eng Fuerderung net droen. Och d'Majoritéit vun der Kommissioun huet sech géint esou eng Iddi ausgeschwat. Fir esou eng Neierung anzeféieren, un där jo net nëmmen d'Wahlberechtigung drun hänkt mä och d'Groussjähregkeet, an domadder d'Verantwortung fir seng eegen Akten an och eng ganz Rei aner Saachen, beduerf et fir den ADR enger déifgräifender Diskussioun, déi awer de Kader vum Wahlgesetz géif sprengen.

Eng weider Diskussioun war d'Bechtegung vun der Opstellung vu Wahlleschten. Ursprünglech si 25 Ennerschrëften duergaange fir kënnen eng Lëscht bei de Gemengewahlen opstellen. De Projet vun der Regierung hat 100 Ennerschrëfte virgesinn, wat einfach ze vill an och onsënneg ass. D'Argument fir domadder ze verhënnern, datt sech minuscule Gruppementer mat onvollstännege Lëschte bei de Gemengewahle kënnte presentéieren, ass net nëmme lächerlech mä och ondemokratesch.

De Statsrot hat sech deem och widdersat a festgehalen, datt den initialen Text sollt bäibehale ginn an datt 25 Ennerschrëfte sollten duergoe fir eng Lëscht ze presentéieren.

De Statsrot huet sech och dergéint verwiert, datt eng Ennerschrëft vun engem Deputéierten oder engem Gemengeconseiller méi wäert soll si wéi engem anere Bierger seng. Ech kann de Statsrot doran nëmmen ënnerstëtzen. Weisou sollen déi etabléiert Parteie bei der Opstellung vun de Wahlleschte méi Privilegien hu wéi Gruppementer, déi nei derbäi wëlle kommen? Jiddferengem mussen an enger Demokratie déiselwecht Rechter zougestane ginn, an et kann net sinn datt d'Minoritéite vu virerof gesetzlech diskriminéiert ginn. Firwat soll den etabléierte Parteien d'Recht zougestane ginn, eng Lëscht kënnen mat der Ennerschrëft vun engem Gemengeconseiller, respektiv vun engem Deputéierten ze deponéieren, während aner Gruppementer 50 respektiv 100 Ennerschrëfte mussen virweisen, esou wéi dat elo am Projet virgesinn ass? Jiddferree soll gläich behandelt ginn, an dat soll net nëmme fir d'Opstelle vun de Wahlleschte gëllen, mä och fir d'Wahlfinanzéierung an d'Parteifinanzéierung, déi jo awer solle sonner behandelt ginn.

Demokratie ass eppes Absolutes an duerf net an Tranché geschnidde ginn. Et duerf scho guer net esou sinn datt déi, déi un der

Muecht sinn, sech fir d'éischt déi decksten Tranchen ofschneiden a fir anerer nach just Grimmele bleiwen.

Här President, datt bei gläicher Stëmmenzuel nom Ausziele vun de Lëschten en Tirage au sort soll virgeholl ginn, domadder huet den ADR kee Problem. D'Diskussioun, ob de Jéngsten oder deen Eelste soll d'Prioritéit kréien, ass domat aus der Welt geschafft, och wann den Tirage au sort grad esou ongerecht schéngt wéi dat anert. Dem Hasard et ze iwwerloossen, wien dann elo d'Volk soll verrieden, ass net ganz glécklech, awer méi eng optimal Léisung gétt et an dësem Fall net, ausser et géif een déi betreffend Kandidaten engem Test ënnerzéien. Da misst ee sech nach just froen, wat fir een Test een hinne soll operleeeën.

Wat elo d'Ofschafe vun de Wahlsektiounen bei de Majorzgemengen ubelaangt, esou kënnt den ADR domat d'accord si wann Iwwergangsbestëmmungen dës Mesure géife begleeden. De Wahlmodell fir iwwert e puer Sektioonen an enger Gemeng ze fueren ass doduerch gerecht, well en eng proportional Vertiedung vun de Gemengen am Gemengerot viséiert. Et ass leider awer oft esou, datt an deene klenge Sektioone Schwierigkeete besti fir Kandidaten ze fannen, während déi gréisser Sektioonen en Iwwerfloss u Kandidaten hunn.

Den Artikel 147 vum aktuelle Wahlgesetz gesäit ënner bestëmmte Bedingunge schonn d'Méiglechkeet vir, datt sech kënnen kleng Sektioonen zu enger Wahlsektioun zesummeschleissen. Et hunn awer während deene leschte Joren net vill Gemenge vun dëser Méiglechkeet Gebrauch gemaach, trotzdem et oft u Kandidate gefeelt huet.

Den ADR ass dofir och der Meenung, datt eng eenzeg Wahlsektioun méi favorabel wier. Mir verschleissen eis och net dem Ofschafe vun de Sektioonen, sous condition datt awer seriös Iwwergangsphase geschafe ginn.

Bei de Gemengewahlen huet sech och d'Fro gestallt, ob bei de Gemengen, déi nom majoritaire Wahlssystem operéieren, den zweeten Tour soll ofgeschafft ginn oder erhalen bleiwen. Den ADR war net d'accord mam Ofschafe vum zweeten Tour, well esou eng Mesure géif nämlech d'Ofschafe vun der absoluter Majoritéit bedeuten a Komplementarwahlen all Kéiers provozéieren, wann e Poste géif zur Verfügung stoen. Et muss awer garantéiert bleiwen, datt de Gemengerot vun enger Majoritéit vun de Wieler gedroe gétt. D'Ofschafe vun der absoluter Majoritéit géif schlussendlech beweisen, datt een Deel vun de Conseillere vu manner wéi 50% vun de Wieler ënnerstëtzt gétt. D'Ännerungen an de Reie vun der Majoritéit sollen awer dem Wieler virbehale ginn. Wann also d'Ofschafe vun deene Sektioonen, wéi et elo am Gesetz virgesinn ass, geschitt, an och am Gesetz virgesinn ass datt e Compromis do ass, datt am Zesummenhang mat enger Vakanz vu Poste Komplementarwahle stattfannen an datt de Gemengerot ka Komplementarwahlen aschreiwen, an et net esou ass datt einfach den nächsten norutscht. Den ADR ka mat dëser Proposition schlussendlech d'accord sinn.

Zefridde si mer als ADR, datt d'Mandat vun den nei gewielte Gemengeréit deen Dag a Kraaft trëtt, wou deen neie Gemengerot sech konstituéiert huet, an net eréischt den 1. Januar vum Joer no de Wahlen. Ech mengen, dat war och eng vun de Fuerderunge vum ADR.

Mir hu mat dësem Gesetz elo e weidere klenge Schrëtt a Richtung richtigem demokratesch Matbestëmmung gemaach, an ech hoffen datt mer iergendwann eng Kéier op dësem Wee weiderfuere bis mer eng optimal Matbestëmmung hunn. Dozou gehéiert natierlech och e Referendum. D'Diskussioun iwwert de

Referendum ass am Kader vun dësem Wahlgesetz net intensiv gefouert ginn a soll och an engem anere Kader weider gefouert ginn.

Ech mengen, déi direkt Demokratie ass awer och eent vun deene wichtigsten Elementer vun enger Demokratie an et duerf net esou sinn, datt mer elo weider fueren an de Wieler nëmmen all sechs Joer respektiv all fënneg Joer eng Kéier un dëser representativer Demokratie matbestëmmen loossen. De Wieler muss och an essentielle Froe matbestëmme kënnen. Där Froe kommen der an nächster Zäit jo nach genuch op eis zou. Ech schwätze vun Europa, dem Konvent, an ech weess net wat fir eng wichteg national Froen nach. Mir brauchen dofir onbedéngt en Instrument wéi de Referendum, an et gétt héich Zäit datt déi Proposition de loi, déi den ADR iwwert de Referendum virgeluecht huet, eng Kéier zur Diskussioun kënnt, fir datt mer och an deem Beräich vun der direkter Demokratie eise Bierger een effektivt Matsproochrecht ginn.

Här President, dat Gesetz hei huet vill Krempes kascht, an de leschten Deeg zemoos. Et huet awer duerch déi gutt Aarbecht vun der Kommissioun insgesamt en Ofschlag fonnt, deen allgemeng vertrietbar ass, an dofir ass et dann och kloer, datt trotz allem wat hei elo un deem Gesetz ze beanstanden ass, den ADR awer dëst Gesetz wäert stëmmen.

Ech soen lech merci.

■ **M. le Président.**- Als nächste Riedner ass den Här Camille Gira agedroen. Den Här Gira huet d'Wuert.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).**- Här President, Dir Damen an Dir Hären, esouwuel am Exposé des motifs wéi am Rapport vum Rapporteur steet ze liesen, d'Loi électorale wier: „Le garant de la démocratie“. Abee zënter dem 5. Februar bréngen d'Majoritéitsdeputéierten am beschten dëst Gesetz net méi a Verbindung mat deem Begrëff, well dat wat an der leschter Woch geschitt ass huet näischt méi mat Demokratie ze dinn. Wat zënter dem leschte Mëtwoch hei iwwert d'Bühn gaangen ass, dat ass enger Demokratie onwürdeg.

Dobäi war bis dohinner alles eigentlech relativ gutt verlaaf. An zéng Sitzungen hunn d'Membere vun der Kommissioun déi ganz komplex Matière an engem konstruktive Klima duergעהoll. Mer waren eis, wat de Fong ubelaangt, bei ganz ville Punkte wierklech guer net eens, awer ech mengen, iwwert d'Form war näischt aussetzen. De President huet d'Diskussiounen fair geleet a se waren absolut korrekt.

Déi Gréng haten iwwer 40 Amendementer erabruucht. Déi sinn eng Kéier prinzipiell diskutéiert ginn, duerno esouguer am Detail. De 14. Januar hu mer och ofgestëmmt iwwert déi Amendementer an och iwwer eng Rei, déi vun der Majoritéit erabruucht gi waren.

An tatsächlech koun et dunn de 14. Januar zu erstaunleche Resultater. Mir haten déi Propos erabruucht, dass mer eppes, wat eigentlech scho vun alle Parteie méi oder weiniger praktizéiert gétt, wat jo och deemnächst - an duerfir ass dee ganzen Incident esou lächerlech - opgrond vun enger EU-Direktiv souwéiso muss an d'Lëtzebuerger Législatioun emgesat ginn, nämlech dass een net ka gläichzäiteg EU-Deputéierte sinn an National-Deputéierten. Dat hate mir als Amendement vun deene Gréngen erabruucht. Wéi ofgestëmmt ginn ass, ass eng Majoritéit CSV/Déi Gréng/LSAP zustane komm mat zwou Enthaltungen vun der DP. Ech mengen den ADR war deemools net do.

Ähnlech ass geschitt. Mir haten eng Rei Amendementer erabruucht, fir dass esouwuel op de Wielerlëschte wéi op de Kandida-

telëschte sollt d'Geschlecht vun de Kandidaten a Kandidatinnen, vun de Wieler a Wielerinnen derbäi gesat ginn. Dat ass emol keng schrecklech wäitféierend fraepolitesch Mesure, mä et war virun allem geduecht, dass et sollt méiglech sinn nozevollzéie wivill Fraen a Männer da Wieler a Wielerin wieren, wivill Kandidaten an esou weider an esou fort, an et huet eis och net agelicht, an et llicht eis haut och nach net an, wa bei all deene Lëschte geschriww gëtt wou dee Mënsch gebuer ass, da misst ee jo och kënnen derbäi schreiwen ob et e Mann oder eng Fra ass.

(Interruptions)

Mä wann Dir dem Här Bausch an der Conférence des Présidents gesot hätt, wat wierklech ofgestëmmt ginn ass an der Kommissioun, dann hätt den Här Bausch kee Problem gehat. Dir hutt dem Här Bausch just net d'Wourecht gesot. Dir hutt gesot, d'Kommissioun hätt gestëmmt mir géifen „M“ oder „F“ hannert d'Kandidate setzen. Dat hu mir net gestëmmt, Här Weiler. Dat hu mir net gestëmmt. Mir hu just gesot, de Sexe géing indikiéiert ginn.

Ech wëll nach eng kéier drun erënnere, dass bis zu engem gewësenen Datum ëmmer op de Wielerlëschte stong: Madame XY, Monsieur XY. Net méi an net manner wollte mir hunn an net méi an net manner huet d'Kommissioun ofgestëmmt gehat, an domat hätt den Här Bausch och kee Problem gehat.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Bei de Kandidate gesäit een ob et e Mann oder eng Fra ass.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).**- Bei deem Vote, Här President, war folgend Majoritéit zesummekomm. D'CSV hat mat deene Grénge gestëmmt an d'DP mat der LSAP. Deen aneren Dag huet de President dës Amendementer schréfflech niddergehalen an un de Statsrot geschéckt. Ech hu mech och wierklech gefreet iwwert dës Ofstëmmung, net nëmme well zumindest vun deenen iwwer 40 Amendementer, déi mer eragereecht haten, der e puer duerchgaange waren, mä wëll ech mer geduecht hunn, hei kuck, et ass awer nach méiglech dass dës Demokratie ganz e bësse funktionéiert, et ass nach méiglech dass zumindest bei klengen Detailen vu gewësse Projets de loi emol eng kéier eng Majoritéitspartei mat enger Oppositiounspartei ka stëmmen an domat llicht Ännerungen an engem Text nach méiglech sinn.

Well ech dat och gutt fonnt hunn, sinn ech net, wéi een dat hätt kënnen maachen, wéi vläicht aner Leit et gemaach hunn, no der Sitzung an eise Fraktiounsbüro gaangen an hu séier e Pressecommuniqué opgesat, nom Motto « Zoff an der Koalitioun » oder en aneren Titel, well ech mer geduecht hunn, dat do ass awer e flott Beispill dass nach munches méiglech ass.

Mä ech hat awer leider, Här President, d'Rechnung ouni de Wiert gemaach. An deen ass du ganz séier op d'Tapéit komm a Form vun enger Dräifaltgeheet, nämlech den Innenminister Wolter kombinéiert mat den zwee Fraktiounschefen.

De 4. Februar ass den Innenminister an eng Sitzung vun der Intérieurskommissioun erageplatzt an huet net laang gefaxt, sech d'Wuert gefrot.

■ **M. Alex Bodry (LSAP).**- Dat do ass jo e richteg Krimi!

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).**- Jo, en huet net laang gefaxt, sech d'Wuert gefrot an d'Majoritéitsdeputéierten ultimativ opgefuert déi Voten iwwert déi do Amendementer nach eng kéier frësch ze huelen, an och senge Komeroden a Komerodinnen aus der Majoritéit un d'Häerz geluecht sech wierklech un d'Disziplin vun der Regierung an der Majoritéit ze halen.

Dir kënnt Iech virstellen, dass et dunnt net méi ganz schwéier war. Du war et séier eriwuer mat der Demokratie. Du war et séier eriwuer mat neie Majoritéiten an där Kommissioun, a sämtlech Majoritéitsdeputéierten hu getrei dem Fraktiounszwang mam Kapp gewénkt an du war dat Thema eriwuer.

■ **M. Ben Fayot (LSAP).**- Dat ass awer net dat, wat den Här Graas elo just hei gesot huet.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).**- Jo, ech hunn awer Zeien, Här Fayot.

■ **M. Gast Gibéryen (ADR).**- Et ass och net dat wat den Här Schank am Télécran geschriwwen huet.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).**- Dat war leider de Pech. Leider brauch besonnesch eng Wochenzeitung e puer Deeg fir gedréckt ze ginn an domat war natierlech de President vun der Kommissioun deen Éischten, deen en porte-à-faux stong, well e moies nach awer relativ zouversichtlech war, dass deen Amendement do géing duerchgoen an dat och schwaarz op wäiss an enger der CSV nостоender Wochenzeitung stoung. Mëttes hat d'Realitéit de President a Rapporteur iwwerholl. Béis Zongen hunn elo an de Kulisse behaupt, en hätt sech bis op d'Schanke blaméiert gehat mat där doter Ausso.

Här President, Spaass bäi Säit. Ech fannen dat wat do geschitt ass an där Kommissioun wierklech e staarkt Stéck, emol net wéinst dem Fong, well wa mer éierlech sinn, wéi gesot déi Amendementer, déi hätten dëst Wahlgesetz weder no lénks nach no riets fundamental geännert. Mä ech fannen et wierklech eng onerhéiert Amëschung vun der Exekutiv an déi legislativ Aarbecht. Dat doten, Här President, ass déi definitiv Odfankung vum Parlament. Dat do ass d'Ofschaffung,...

(Interruptions)

...Här Huss, vun der Gewaltentrennung zu Lëtzebuerg. Hei brauche mer net méi vun dräi Gewalten ze schwätzen. Hei ass eng ofgeschafft ginn a wann et nach enges Beispill gebraucht huet, dann hu mer dat virun enger Woch virgefouert kritt. Hei huet e Regierungsmember de Majoritéitsdeputéierten e Maulkuerf ugedoen an d'Aarbecht vun der Oppositioun ad absurdum gefouert.

■ **M. Lucien Weiler (CSV).**- Dat ass net wouer, wat Dir behaupt!

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).**- Dach, Här Weiler. Ech mengen net, dass Dir an där Sitzung do waart. Ech hunn x Zeien déi mir kënnen soen, dass dat wat ech elo hei gezielt hunn net méi an net manner ass wéi d'Wourecht, dass et esou gaangen ass.

(Interruptions)

Här Weiler, ech hu kee Problem de Verbatim ze huele vun där Sitzung. Ech hoffen, dass déi Kassett nach do ass fir dem Lëtzeburger Land virzespille wéi dat do vir sech gaangen ass. Domat hunn ech iwwerhaupt kee Problem. Ech mengen awer, dass Dir an Är Majoritéit bei deem Szenario relativ schlecht ewech kéimt. Well da géif sech emol eraustellen, wat dëst Parlament nach zegutt huet a wat besonnesch d'Majoritéitsdeputéierten, wou hei esou drop gehale gëtt vum Här Graas, dass d'Leit solle kënnen de Choix hu wie se wielen a wéi eng Deputéierte wéi eng Iddi vertrieeden. Ech stelle just hei fest, hei sinn nach zwee Leit an der Majoritéit déi decidéieren, éischters wéi dës Chamber fonctionnéiert an zweetens wéi déi jeeweileg Leit ofzestëmmen hunn, dat sinn déi zwee Fraktiounschefen. Wann d'Leit dat do emol géife live und in Farbe erliewen, ech mengen da wiere mer net méi esou séier be-

reet fir ze soen, d'Leit hätten onbedéngt gären de Panache, well d'Leit géinge ganz schnell feststellen dass et relativ egal ass wien, zumindest an de Majoritéitsreien, hei sëtzt. Wann et haart op haart geet, da sinn et souwiesou déi zwee Fraktiounschefen déi decidéiere wat hei geschitt.

■ **M. Ben Fayot (LSAP).**- Dat sinn alles onofhängeg Personalitéiten, déi selwer jugéieren an net op eng Partei waarden.

■ **M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).**- Mä, Här President, domat war et nach net gedoen, well d'Majoritéitsdeputéierten hunn eng zweete kéier d'Hand forcéiert kritt, dës kéier vun hiren zwee Fraktiounschefen. Mir haten de 5. Februar eng Prozedur festgehalen, wéi mer dëst Gesetz géingen zu engem gudden Enn bréngen. Ech brauch déi ganz Geschicht, wat duerno geschitt ass, net méi am Detail ze erklären. Den Här Jaerling huet dat scho gemaach. Ech sinn net esou dacks d'accord mat deem wat den ADR seet. Hei sinn ech awer emol eng kéier mat him d'accord fir ze soen, dass och dat eigentlech skandaléis ass wat do geschitt ass, wann ee kuckt wivill Rapporte mer hei an deene leschten aacht Deeg op den Dësch geluecht kritt hunn. Dat ass wierklech Guinness-rekordverdächtig, an ech sinn nach bal zouversichtlech, wann ech dat esou muss soen, dass nawell Gaffen dra sinn, well et einfach net méiglech ass an esou enger Hetz, an esou enger Panik e Gesetz mat 346 Artikele valabel zu Enn ze bréngen.

Ech war nach esou fair, nach geschter zum Beispill, erëm drop opmierksam ze maachen, dass vun den Annexen eng Rei Saachen net korrekt wieren, well ech nach ëmmer net opgin hunn eng konstruktiv Mataarbecht ze maachen. Mä ech ginn dem Här Jaerling awer Recht, dass ee sech fir eng kéier, wann een deen do Szenario déi lescht Woch matgemaach huet als Oppositiounsdeputéierten, awer d'Fro stellt, wat et nach Sënn mécht konstruktiv an enger Kommissioun matzeschaffen.

Ech géif och proposéieren, dass mer sämtlech Kommissiounen ofschafen. Mir sollen nach just d'Conférence des Présidents um Liewen halen. Déi zwee Fraktiounschefen aus der Majoritéit, déi eeneg sech op en Text. Si ginn deenen anere Fraktiounschefen dee mat. Da kënnen mir an eise Fraktiounen driwwer diskutieren, ob mer deen Text stëmmen oder net, an iergendwann komme mer dann eng kéier heihin a jiddferree vun eis wielt dann ee vun deenen dräi Knäppercher, déi e viru sech huet, an da kënnen mer dem Land vill Geld a vill Zäit spueren. Dann hu mer als Deputéierten nach vill méi Zäit fir op Dëppefester ze goen an do, wéi dat esou schéin hei gesot gëtt, de Kontakt mat de Wieler a Wielerinnen ze flegen.

Domat si mer, Här President - an da kann ech dem Här Strotz och soen, dass ech zum Fong kommen -, dann och scho beim Geescht vum neie Wahlgesetz ukomm, well deen ass jo net anescht wéi dee vun 1924, an ech kënnt elo laang hei zitieren, all déi Leit iwwer Fraktiounen ewech, déi deemools gewarnt hu viru gewëssen Ausartungen vun dësem Gesetz. Ech mengen net, dass prinzipiell eppes un deem Geescht geännert ginn ass.

Mä, Här President, no där leschter Woch verstinn ech awer och viles besser wéi dëst Gesetz agencéiert ginn ass. Wéi sollen tatsächlech Parteien, déi emol net bereet sinn déi bestehend Spillregele vun der Demokratie spillen ze loosser, akzeptieren d'Dier vun der Particiation méi grouss opzemaachen. Dat hate mir als Gréng eis awer zu-

mindest erwaart vun enger Reform, déi dësen Numm verdéngt gehat hätt.

Ech mengen, et hätt een als éischt jo emol missen e Bilan maache vu 85 Joer allgemengem Wahlrecht. Et hätt ee misse Konklusiounen zéien iwwer 150 Joer representativ Demokratie. Dann hätte mer noutgedronge festgestallt, dass mer déiselwecht Problemer hu wéi an eisen Nopeschlänner, dass vill Leit sech net méi erëmfannen an dëser representativer Demokratie, dass se sech net méi représentiert fillen.

Dat ass sécherlech eng vun den Ursaache vun deene ville Biergerinitiativen. Dat ass awer och eng vun den Ursaache vun där sougenannter Politikverdrossenheet, och vun deem vill beklotenen Desinteresse un der Politik. Mä mir maachen eis et jo ganz einfach hei zu Lëtzebuerg a mir soen: Mir halen un der Wahlpflicht fest, da brauche mer net feststellen, dass mer hei och vläicht nëmmen eng Wahlbedeelegung vu 65 oder 70% hätten oder souguer nach vläicht wesentlech manner. Dat ass et sech jo einfach gemaach. Da brauch een net an de Spiegel ze kucken.

No esou engem Bilan hätt ee sollen all aktuell Strukturen duerchlichten, Froe stellen: „Gi se hirer Roll nach gerecht? Si se nach zäitgeméis? Si se nach representativ?“, an duerno e grondleeënden Débat innerhalb vun den hei représentéierte Parteien, mä och mat der Zivilgesellschaft féieren, fir eist Wahlgesetz, mä net nëmmen eist Wahlgesetz, mä wierklech eise ganzen institutionelle System dem 21. Jorhonnert unzepassen. Déi Gréng hu mat hire bescheidene Mëttelen, déi hinnen zur Verfügung stinn, probéiert dat ze maachen.

Mir hunn am September 2000 eng Broschür virgestallt: „30 Schrëtt fir méi Matbestëmmung“. Ech wëll elo hei net méi an den Detail goen vun all deene Punkten, déi mer do opgeworf hunn. Vläch just am Telegrammstil déi wichtigst Achse mat deene jeeweileg dozou gehéierende Mesuren, wéi mer eis dat hätte kënnen virstellen. Eisen éischte Prinzip: Méi Leit matschwätze loosser.

Här President, mir si jo, wat de Pourcentage vun deene Leit, déi zu Lëtzebuerg kënnen mat stëmme goen, geschwënn erëm an der Situation vu virun 1919. Deemools waren et virun allem d'Fraen, déi net hunn dierfe wielen, an déi Leit déi net vill Steiere bezuelt hunn. Abee, deemnächst wäerten et d'Ausländer sinn, well et wäert jo net méi laang dauere bis de Pourcentage vun den auslännesche Matbierger a Matbiergerinnen iwwer 50% läit, an da si mer erëm an enger Situation wou eng Minoritéit vu Leit an deem Land hei iwwert dat ganz Land decidéiert. Ech mengen net, dass dës Situation nach laang wäert daueren, sou dass mer geschwënn an där Situation sinn, an dat ass alles anescht wéi der Demokratie zoudréiglech.

Mer haten an deem Kontext eng Rei Moossname proposéiert. Mir hate gesot, fir och déi Net-EU-Ausländer op Gemengenniveau matbestimmen ze loosser. Mir hu wesentlich méi kuerz Residenzdauere virgeschloen. Ech wëll drop hiweisen, dass an dësem Gesetz eng ganz Rei Paradoxen dra sinn. E Lëtzeburger brauch nëmmen dräi Deeg an enger Gemeng ze wunnen, da kann hien do wéile goen. En Ausländer muss de facto 6? Joer an enger Gemeng wunne fir kënnen mat wielen ze goen. Eis schéngt dat zum Beispill net losgeschéngt ze sinn. Dofir si mer der Meinung, dass een insgesamt d'Residenzdauer hätt kënnen erofsetzen.

Mir waren och fir eng Vereinfachung vun dem Aschreiftsystem fir d'Ausländer a mir sinn der Meinung, dass een dat Tabuthema Wahlrecht op nationalem Niveau fir d'Ausländer an d'Ausländerinnen endlech upake soll. Mir sinn eis bewosst, dass dat net esou einfach

ass. Mir sinn och der Meinung, dass an enger Iwwergangsphas eng Rei Konditiounen sollen dorun ugebonne sinn. Mir sinn awer der Meinung, dass an engem Land, wat geschwé méi Ausländer huet wéi Lëtzeburger, een dat Thema muss ugoen, wann een nach eng integréiert Gesellschaft wëllt erhalen, respektiv - an och do mengen ech hu mer ganz konkret Virschléi gemaach, et ass eng Proposition de loi vum Renée Wagener do - fir d'duebel Nationalitéit anzeféieren, wat eng aner Manéier wier fir weiderhin eng integréiert Gesellschaft zu Lëtzebuerg ze erhalen.

Mir sinn awer och der Meinung, dass nach wie vor - an ech sinn do enger total anerer Meinung wéi praktesch alleguerte meng Virriedner - aktiv, offensiv Moossnamen néideg si fir méi eng aktiv Bedeelegung vun de Fraen um Décisionsprozess erbaizeféieren. Quote sinn en Instrument derfir. Déi Gréng hunn nach ni behaupt, dass dat dat eenzeg Instrument soll sinn. Ech géif déi ganz Thematik, wat d'Bedeelegung vun de Fraen ubelaangt, dem Renée Wagener iwwerloossen, dat herno méi am Detail op déi Problematik ageet.

Mir gehéieren awer och zu deenen, déi kee Problem hätte fir den aktive Wahlalter op 16 Joer erofzesetzen. An deem Sënn ass et net ganz richtig, wat am Rapport steet: Mir trieden net a fir e passivt Wahlrecht vu 16 Joer. Dat ass vläch falsch verstane ginn. Mir sinn derfir, dass d'Leit mat 16 Joer kënnen wéile goen. Mir sinn awer net derfir, dass se scho mat 16 Joer gewielt ginn. Ech huelen un, dass do eppes falsch verstane ginn ass. Op jidde Fall wëll ech dat hei kloer stellen.

Déi zweet Haaptachs, wou eis Virschléi higaange sinn, ass déi, dass d'Leit besser matschwätze solle gelooss ginn. Mir denken, dass d'Ausländer onbedéngt misste kënnen Buergermeeschter a Schäfte ginn. Et gëtt sech ëmmer gewonnert, dass d'Leit net schrecklech beegeschtert si fir sech androen ze loosser a scho guer net fir sech op Lëschten opzesetzen, mä stellt Iech vir Dir hätt mar Loscht aktiv an enger Gemeng matzemeschen an Dir wéisst vu vir eran, dass Der net méi wäit wéi Conseiller kënnt kommen, egal wéi vill Stëmmen dass Der vun de Leit kritt. Ech weess net ob Der dann nach schrecklech motivéiert wiert.

Et ass ëmmer erëm gesot ginn do wiere juristesche Problemer. Dat mag sinn. Ech mengen awer, wann de politesche Wëllen do wier fir do eng Léisung ze fannen, da misste mer et jo awer och ron bréngen eis Gesetzter an eventuell eis Constitution esou ze formuléieren, dass dat do machbar wier. Ech hoffen, dass sech do nach iergendwinnig eng kéier eng Bereitschaft fënn, an deem do Punkt mindestens weider ze goen.

Mir sinn och fir nei Formen vu Biergerbedeelegung um kommunale Plang, fir méi Rechter fir d'Gemeingekommissionen a fir eng Reform an eng Erliichterung vun de Referendumsbedingungen op Gemengenniveau. Et wier awer och eng Geleeënheet gewiescht, fir endlech de Referendum um nationale Plan ze definéieren. Mir erwaarden eis e besseren Zougang zu Informatiounen. Och do läit eng Proposition de loi vum Här Bodry um Dësch, iwwert déi een hätt kënnen diskutieren. A virun allem wënsche mer eis - dat ass och schonn ernimmt ginn - méi Fräistellung fir all déi Leit, souwuel déi gewielten an déi net gewielten, déi iwwerhaupt nach Loscht hu sech an eiser Gesellschaft ze engagieren.

Schlussendlech si mer der Meinung, dass een Demokratie a Sträitkultur muss léieren, selbstverständlech an der Schoul, mä och nach doriwwer eraus. Dofir kéint ee sech, wéi dat a gewësse Länner existéiert, en Haus vun der Demokratie virstellen.

Déi drëtt Haaptachs vun eisen Iddien: Iwwer Iddien a Programmer schwätzen, amplaz nëmmen iwwer Leit. An deem Kontext ass fir eis d'Ofschafung vun der Wahlpflicht e wichtige Punkt. Ech sinn net mat deene Leit d'accord déi soen d'Wahlpflicht wier dee beschte Garant dass d'Leit sech un der Demokratie géife bedeelegen. Ech mengen net, dass eppes e Garant ass wann een een zu eppes forcéiert. Dat do mag kuerzfristeg richtig sinn. Ech mengen awer, wann een d'Wahlpflicht géif ofschafen an hei géif e gewëssenen Desinteresse feststellen, da missten emol erëm sämtlech politesch Parteien vill méi aktiv ginn, si missten d'Leit méi mobiliséieren a si missten hir Wieler a Wielerinnen sensibiliséieren. Ech mengen, dass dat mëttelfristeg wierklech zu enger méi lieweger Demokratie géif bäidroen wéi wa mer elo genoe wëssen als Partei: Eis Stammwieler a -wielierinnen gi souwiesou déi nächst Kéier mat wielen.

D'Wahlpflicht ass och eng Ursaach, dass an deem Land hei schonn zënter éiweg praktesch keng gréisser Changementer méi machbar sinn. Et ass kloer, wa jidderee seng Stammwählerschaft d'office duerch d'Wahlpflicht mobiliséiert kritt, da kënn dat net vir wat nach viru kuerzem zum Beispill an Däitschland geschitt ass, dass eng Partei 10 bis 12% ka verléieren an eng aner der grad esou vill derbäi wanne kann, well déi et dann ebe besser fäerdeg bruecht hunn hir Leit ze mobiliséieren an ze soen: „Mir hunn eng Alternativ ze bidden zu deem wat ass.“ Dofir si mir fervent Unhänger vun der Ofschafung vun der Wahlpflicht. Mir haten awer séier erkannt, dass mer do zimlech eleng op weiter Flur wieren.

Mir sinn och der Meenung, dass d'Aschränkung vum Panachage och dozou géif bäidroen, dass mer endlech emol erëm iwwer Iddien a Programmer géife schwätzen, amplaz ëmmer nëmmen iwwer Leit. An ech wëll hei nach eng Kéier widderhuelen, dass et net richtig ass wat ëmmer erëm vu gewëssene Leit, mengen ech, bewusst behaupt gëtt, mir hätten de Panachage wëllen direkt integral ofschafen. Dat ass net richtig. Ech mengen, wann een eis Propos hält an et seet een: Mir sinn d'accord, dass de Panachage bestoe bleift, awer just nach iwwer zwou Lëschten, ech mengen da kann een als Wieler a Wielerin zwou Saache ganz kloer soen: Et kann ee sech fir e Programm entscheiden. Et kann ee sech esouguer fir eng gewësse Koalitioun entscheiden an innerhalb vun deenen zwou Parteien, déi mer jo bis auf weiteres brauchen an deem Land hei fir eng Majoritéit ze kréien, ënnert deene Leit, déi een am beschte kennt, oder loosse mer esou soen déi ee fir am kompetentsten hält, e Choix maachen.

Mat där Mesure wieren all déi Méiglechkeeten, déi mer elo hu berücksichtegt, mä, an dat wär fir eis wichtig gewiescht, wär zumindest e Symbol gesat fir ze soen, kommt mer schränken awer dat doten an, kommt mer probéieren eis erëm e bëssche méi op Iddien ze fokusséieren an net just nach op déi puer Leit. Ech mengen, do waren ënnerschiddlech Meenungen do. Et ass richtig, wat den Här Graas seet, dass d'DP kee Millimeter wollt réckelen. Ech weess net aus wellechen Ursaachen, vläicht well se sech ausrechnen dass se dann e bësse Stëmme verléieren.

(Interruption)

Jo, mä ech sinn awer mat Ärer Argumentatioun iwwerhaapt net d'accord. Ech wëll awer nach eng Kéier betounen, dass Der eis Iddi net richtig duergestallt hutt. Mir wëllen de Panachage net ofschafen, mir wëllen e liicht aschränken.

(Interruption)

Zwou Parteien, jo. Dir wësst jo awer grad esou gudd ewéi ech, dass prozentual gesinn d'Zuel vun deene Leit, déi iwwer zwou Parteien eriw-

wer stëmmen, souwiesou relativ kleng ass. Mä vun der Symbolik hier, mengen ech, hätt et eppes bruecht. Et hätt ee méi eng breet gefächert Diskussioun iwwert de Panachage am Allgemenge kritt. Ech weess, dass Dir déi net wëllt. Dat ass Äert gudd Recht. Mir sinn awer der Meenung, dass et mëttelfristeg der Demokratie net gudd zu Gesiicht steet, wa mer net méi iwwer Iddien a Programmer schwätzen, mä just nach iwwer Zuchpäerd, déi op deene Lëschte virop gesat ginn.

En ähnleche Qualitéitssprong hätte mer eis vun der Aféierung vun engem eenzege Wahlbezirk erwaart. Ech kann och do d'Konsequenz net entdecken. Eigentlech, wann ee konsequent gewiescht wier, hätt ee misse soen, mir schaffen d'Wahlbezierker an enger Gemeng of, well mer aus der Postkutschenzäit eraus sinn a well een net een Dag brauch fir vu Biekerech op Nærden ze goen. Ähnlech hätt ee jo och misse soen, mir sinn am 21. Jorhonnert an enger gudder Stonn ass ee vun der Wämpferhaart zu Rëmeleng, wann et net zur Stousszäit ass.

(Interruption)

Ech hu gesot, wann et net grad moies um aacht Auer ass.

Also hätt ee sech och kënnen erwaarden dass ee seet, et ass grad esou logesch um nationale Plang d'Bezierker ofzeschafe wéi um kommunale Plang. Ech mengen dass mer och do dann eng besser Diskussioun iwwert d'Zukunft vum ganze Land kritt hätten, amplaz dass elo gemaach gëtt wéi wann déi eenzel Deputéierten an hire Bezierker hir Spillwiss hätten, wou se sech da kënn fir den Intérêt vun deem Bezierk asetzen.

Et ass lächerlech, wann ee mat Leit aus dem Frankräich oder aus Däitschland schwätzt. Mir si mol keen Departement a menge mir missten eis Problemer a véier opsplécken. Ech froe mech, ob net grad d'Tatsaach, dass mer dat Land hei a véier opgespléckt hunn, Schold drun ass, dass an der Vergaangenheet eng Rei Léisungen net erbäigefouert gi sinn, an et ass falsch ze mengen, den Norden oder den Oste kéime schlecht ewech. Am Géigendeel! Am Moment si siwen Deputéierte fir den Osten zoustänneg an néng fir den Norden. Ech hunn nach ni en Deputéierten aus dem Süden am Nord gesinn.

Wa mer ee Wahlbezirk hätten, da géinge 60 Deputéierte sech fir den Norden interesséieren, 60 fir den Osten, 60 fir den Zentrum a 60 fir de Süden. Da krite mer vill méi eng objektiv Debatt. Et géingen och manner perséinlech Interessen aus gewëssene Regiounen vertruede ginn. Ech menge schonn, dass dat wierklech positiv gewiescht wier.

Et ass och net richtig, wéi da Leit hei behaupten, dann hätte mer her no nach just 60 Deputéierten aus der Stad. Dat ass jo totale Quatsch. Mir hu jo eng Wahl wou mer ee Wahlbezirk hunn. Dat sinn d'Europawahlen. Kuckt lech d'Resultater do un. Do sinn nach laang net ëmmer déi aus der Stad op deenen éischte Plazen. Et waren zum Beispill zwou Lëschten, wou e Représentant aus dem Norden un éischter Plaz war. Just als Beispill fir ze soen, dass déi Logiken, déi hei gezielt ginn, wou gesot gëtt dann hätten déi kleng Bezierker keng Représentante méi an der Chamber, absolut net richtig sinn.

Schlussendlech géing och dozou gehéieren ze soen, mir misste méi iwwer Iddien a Programmer schwätzen, och driwwer fir d'Europawahl vun den nationale Wahlen ze trennen. Da krite mer endlech emol hei eng Debatt iwwert d'Europawahlen. Et gëtt ëmmer hei gesot, dass ëmmer méi zu Bréssel an zu Stroossbuerg decidéiert gëtt. Ech mengen, da misst een et och fäerdeg bréngen, dass dat en Thema ass virun de Wahlen, dass d'Leit mat kréie wéi wichtig et ass wien

op Stroossbuerg geet a wien op Bréssel geet. Dat ass awer de Moment net machbar.

(Interruption)

Mir hätten dee Virschlag direkt ënnerstëtzt. Dat wësst Der.

Déi véiert grouss Pist vun eis ass: Besser iwwer e Problem schwätze kënnen, well jidderee besser am Bild ass. Dat huet mat politescher Bildung ze dinn an der Schoul, mä och an der Formation continue. Dat huet awer och ze di mat der Unerkennung an der Finanzéierung vun de Parteien. Dat huet och ze di mat haaptamtliche Buergermeeschteren, déi dat da wierklech kënn vollberufflech maachen. Natierlech wier fir eis de Corollaire, dass een dann den Député-maire misst ofschafen. Dozou sti mer.

Et huet awer och domat ze dinn, an dofir eis Virschléi: Eng Incompatibilitéit EU-Mandat an Nationalmandat, mä awer och EU-Mandat a Buergermeeschter. Ech mengen net dass et éierlech ass, wann ee muer zu Stroossbuerg gewielt ass, dass een dann och nach ka Buergermeeschter, esouguer an där klengster Gemeng, sinn. Wann een dat Mandat eescht hält, dann ass een net vill am Land an da kann een dat net seriö maachen. Och dofir eis Propos.

Schlussendlech awer och eng Reform vum Statsrot. Mir haten eis virgestallt, dass een am Kontext vun deene ganze Reformen och de Statsrot wesentlech reforméiert, dass een do hätt kënnen, wann een d'Circonscription unique agefouert hätt, déi regional Komponent an dat zweet Gremium - e Statsrot, deen e bësse wéi e Senat gewiescht wär - aféieren.

Déi fënneft Achs vun eise Virschléi: Eng Rei Bestëmmungen der heiteger Zäit upassen. Dozou gehéiert d'Gemengesektiounen ofschafen. D'Stéchwahlen ofschafen. D'Mandatsdauer an dëser schnellieweger Zäit vu sechs op fënnef erofsetzen. D'Gemengenopdeeling iwerdenken a schlussendlech den elektronische Vote aféieren.

Här President, dat waren eis Virstellungen. Mir hunn awer ganz séier gemierkt, dass keng Bereetschaft vun deenen anere Parteien do wier, fir Bilan ze maachen, Diskussiounen ze féieren a grondleeënd Reformen ze maachen.

Wat eis elo haut hei virläit, an et deet mer Leed wann ech eng Rei Leit da muss enttäuschen, dat ass an eisen Aen eng technesch Upassung vun enger Rei Bestëmmungen un eis Zäit, wou mir och kee Problem hunn, wéi d'Stéchwahlen an de Majorzgemengen, respektiv d'Gemengesektiounen ofschafen. Ech hu scho gesot, d'Postkutschenzäit ass eriwuer. Da gehéiert et sech och, dass mer nëmme méi eng Sektioun an enger Gemeng hunn.

Mir hunn och kee Problem mat der technescher Upassung an der Bréifwahl a mir fannen dat och positiv, wann de Gemengerot direkt no der Wahl, wa seng Leit vereedegt sinn, kann untrieden. Ech mengen net, dass dat der Kaz e Bockel wäert maachen an eis demokratesch Praxis an der Gemeng wesentlech wäert verbessern.

Mir gesinn eigentlech nëmmen zwee Schrëtt a Richtung vu méi Participatioun. Den éischten ass dee fir d'Net-EU-Ausländer bei de Gemengewahle bedeelegen ze loossen. Mä, Här President, dat ass awer och nëmmen en hallefhäerzege Schrëtt, well se däre sech net viele loossen. Déi Logik versti mer nu guer net. Entweder dat si Leit wéi déi aner, an da kommt mir ginn hinnen och déi ganz Rechter wéi déi aner. Ass dat dramatesch wa mer muer e kapverdianesche Mann oder eng kapverdianesch Fra am Fielser Gemengerot setzen

hunn? Ech weess net, wou do d'Ängschte sinn. Schlussendlech sinn d'Residenzdauern awer nach ëmmer esou laang, dass nach vill Leit sech ofgeschreckt fillen. Also okay fir dee Punkt, mä awer hallefhäerzeg.

Dat selwecht ass d'Erofsetze vum Alter fir kënn wielen ze goen a sech wielen ze loossen. De passive Wahlalter ass wuel op 18 mä den aktive Wahlalter net bis op 16 erofgaangen, esou dass dat och nëmmen an eisen Aen eng hallef Mesure ass.

Fir de Rescht hunn ech gesot, war keng Bereetschaft do. Keng Trennung EU- an national Wahlen, trotz enger Proposition de loi Grethen/Polfer. Keen Erofsetze vum aktive Wahlalter trotz enger Proposition de loi Berger. Iwwerhaupt emol keng Diskussioun iwwert d'Duebelnationalitéit trotz enger Proposition de loi Wagener. All Partei seet, mir hu kee Problem mat der Duebelnationalitéit, mir sinn derfir, dass déi esou séier wéi méiglech kënn.

(Interruption)

Hei huet jo ee behaupt, Dir wiert keng Partei. Ech weess net, ob dat esou ass. Jiddefalls vun all deenen anere Parteien, an dat géing jo lagement duergoe fir eng Majoritéit hei an der Chamber ze kréien.

(Interruption)

Neen.

Här President, et läit eng Proposition de loi vir. Kommt mir huele se op de Leescht a mir kucken, dass se virun deenen nächste Wahlen hei votéiert ass, dann ass dat keen Thema méi fir keen an et schwätzt kee méi dervun.

Här President, näischt vun all deenen Iddiën vun eis ass ugeholl ginn. Keen, ech betoune kee vun eisen iwwer 40 Amendementer ass schlussendlech majoritär ugeholl ginn. Dofir hunn ech se de mueren och nach eng Kéier erabruecht an ech wäert och drop halen, dass driwwer ofgestëmmt gëtt, fir dass een an zéng oder fofzéng Joer eng Kéier ka feststellen, wien da bei dësem sougenannten historesche Moment, oder dëser historescher Geleeënheet eise Wahlsystem unzepassen, fir progressiv Iddiën wa a wien net.

Här President, zënter enger Woch hunn ech awer och verstanen, dass dëst Gesetz iwwerhaapt net geduecht ass fir d'Dier vun der Demokratie méi grouss opzemaachen, am Géigendeel. Déi dräi grouss Parteien hale se ganz fest zou, dass jo keen hinnen eppes ewech hält. Eppes ass awer gudd gewiescht, dass den Innenminister bei eis an d'Kommissioun komm ass, zumindest ass jo do eppes op d'Tapéit komm, an zwar dass no baussen hi sech de schéine Männche gemaach ginn ass a gesot ginn ass, all d'Parteien konnten am Virfeld hir Iddie schwaarz op wäiss festhalen an dem Innenminister se eraginn. Duerno ass gekuckt ginn e Konsens ze fannen.

Den Här Wolter huet sech awer verschwat, oder bewusst dat dunn ënnert d'Leit bruecht, an huet gesot an de Sitzungen, et kënn net sinn dass dat, wat déi dräi grouss Parteien am Virfeld sech eens gemaach hätte wat an de Projet soll kommen, géing op d'Kopp gehäit ginn.

Ech stellen also fest, Här President,...

(Interruptions)

Här President, ech si gär bereet de Verbatim vun der Sitzung vum 5. Februar ze huelen, wou den Här Innenminister - a komescherweis hu Virriedner vu mir genau datselwecht gesot - an där Sitzung gesot huet, déi dräi grouss Parteien hätte sech am Virfeld ofgeschwat a probéiert an deene wichtige Punkten e Konsens ze fannen. Här Jempe Klein, Dir hutt dat éinescht hei behaupt. Stitt Der nach ëmmer zu deene Wieder?

(Interruptions)

Voilà, zumindest hunn ech en Zeien, Här President, dass den Här Wolter dat an der Sitzung gesot huet. Ech stellen also fest, dass no bausse gemaach ginn ass wéi wann all Parteien hei kënnten hir Iddien abréngen, dass an der Realitéit awer de Konsens tëschent deenen dräi grouss Parteien gesicht ginn ass. Domat ass dëse Projet also e Kompromëss tëschent CSV, DP an LSAP. Déi dräi Parteien erlabe sech also, géif ech emol soen, graff 25% vun de Wieler a Wielerinnen net ëm hir Meenung ze froen. Dat ass och eppes wat mer hei emol misste festhalen.

Wann een dat bis weess, an et huet mech du gefreet dat gewuer ze ginn, da versteet een och villes méi. Vun do un hunn ech verstanen firwat eigentlech d'LSAP esou roueg wier an dësem Dossier. Si hätt jo Intérêt gehat an esou engem Projet wierklech als gréissten Oppositionspartei e bësse méi draus ze maachen. Mä anscheinend hat se jo d'Hänn gebonnen. Ech verstinn och elo, Här President, firwat aus heiterem Himmel, obwuel kee Mënsch dat gefrot huet, obwuel dat ni e Problem war, d'Zuel vun den Ennerschrëften an de Gemenge vu 25 op 50 erop gesat ginn ass, well ech mengen, déi Mesure kënn jo sécherlech net den neie Lénken zegutt oder soss enger klenger Partei. Ech hunn och verstanen, firwat d'Wahlflicht vu 70 op 75 erop gesat ginn ass, well déi Mesure kënn jo sécherlech net deene Gréngen zegutt. Ech hunn och verstanen, wéisou bis auf weiteres...

(Interruptions)

...e Besoin besteet, e Gesetz iwwert d'Parteien hei an deem Land anzeféieren an och d'Finanzéierung, well ech mengen net dass de gréisste Problem vun CSV, DP an LSAP d'Finanze sinn.

Ech mengen och, Här President, dass et kee Wonner da méi ass, dass keng Rieds war fir ee Wahlbezirk anzeféieren, well dat kënn jo héchstens deene klenge Parteien zegutt kommen. Ech mengen och, dass et da kee Wonner méi ass, dass kee Millimeter um Panachage...

■ M. Michel Wolter, *Ministre de l'Intérieur*.- Dir hat dach hei an der Chamber fënnef Stëmmen dofir krut. Sidd dach rasonnabel. Fir déi dote Propos, dat hu mer jo de Mueren héieren, hutt Der hei an der Chamber exakt fënnef Stëmmen, fënnef, keng weider. Wéi soll ech dann eng Proposition erabréngen, vun där ech vun Ufank u weess datt se hei fënnef Stëmme kritt. Allez!

■ M. Camille Gira (*DÉI GRÉNG*).- Et geet hei net ëm de Fong. Et geet hei ëm de Prinzip. Dir hutt hei méintelaang, jorelaang behaupt, hei hätt all Partei kënnen aktiv un der Viraarbecht vun dësem Projet de loi matschaffen an Dir hutt an der Sitzung vum 5. Februar ganz kloer an däitlech gemaach, dass, wéi et ëm d'Wurscht gaangen ass, do soutzen der just nach dräi um Dësch. Mir huelen dat ad acta a mir wäerten dem Vollek do bausse soen, dass fir lech d'Konsenssichen emol d'office heescht 25% vun de Wieler a Wielerinnen net mat un den Dësch ze ruffen. Dat ass akteiert, Här Wolter, mir wäerte kucken, dass dat méi Leit wéi déi 60 hei an der Chamber wäerte gewuer ginn.

Et ass kee Wonner, Här President, wann een dat do alles weess, dass kee Millimeter um Panachage soll geréckelt ginn, well et si jo déi traditionell Parteien, déi kënnen op heiteg a fréier Ministeren zréckgräifen, op Triathletinnen an op Biergesteiger, op aktiv oder pensionéiert Gewerkschaftsbossen, wann et heescht Stëmmen ze sammeln.

Et hätt ee misse wëssen, dass vun enger Majoritéit, déi eng Lex Greenpeace ausschafft, keng Öffnung zur Zivilgesellschaft kënn kommen. Et hätt ee misse wëssen,

dass eng Partei, déi net weess wat Opposition ass, weder parlamentaresch nach ausseparlamentaresch, eng Partei, déi der Meenung ass Engagement a Biergerinitiative wiere verlueren Energie, net bereet ass méi e grousst Stéck vum Kuch mat anere Leit ze deelen.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, et wonnert Iech no dësen Ausféierunge sécherlech net méi, dass déi Gréng dëst Gesetz net wäerte stëmmen. Et ass net esou wéi déi Gréng sech eng partizipativ Gesellschaft virstellen. Et ass och net esou wéi déi Gréng sech eng lieweg Demokratie virstellen. Dofir stëmme mir géint dëst Gesetz.

Ech soen Iech merci.

M. le Président. - Als nächste Riedner ass den Här Serge Urbany agedroen. Den Här Urbany huet d'Wuert.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Här President, deen heite Projet beschränkt sech jo am wesentlechen op eng Ännerung vu gewëssen technesche Modalitéite vum Wahlgesetz, während awer ganz aner Mesuren noutwendeg wieren, wat eng participativ a lieweg Demokratie ugeet. Mir mengen esouguer, et hätt missen en eegent Kapitel an d'Wahlgesetz agefouert ginn, wat ebe just déi participativ Demokratie a wat dat alles bedeit géif beinhalten.

Ech wëll do och verschidde Schwéierpunkten opzielen. Éischters emol, mengen ech, bedeit dat eng reell politesch Debatt à égalité des armes och no de Wahlen. Doozou gehéiere gläich Informatiouns- an Ausdrocksméiglechkeete vun deene verschidde fundamentale Standpunkter déi et an der Gesellschaft gëtt, ouni dass dat iwwer- méisseg geregelt gëtt, zum Beispill duerch de Chronometer hei an dësen Debatten oder zum Beispill duerch den Ausschluss vu gewësse Parteien an de Kommissiounen, an deenen eenzelne Gemengen. Ech mengen haaptsächlech d'Gemeng Lëtzebuerg, déi jo ganz restriktiv virgeet wat d'Verriedung vun de Parteien an de Kommissiounen ugeet.

Ech mengen, dass d'Demokratie sech jugéiert un de Rechter, déi déi klengste politesch Gruppéierung huet, net un de Rechter, déi déi gréissten huet, well déi ass jo souwisou vertratt iwwerall an den exekutive Gremien. Ech mengen och, dass zur reeller politescher Debatt gehéiert eng onbedéngt noutwendeg Opwärtung vum Parlament a vun de Gemengeréit, och doduerch dass déi materiell Bedéngunge vun de Mandatairë verbessert ginn, déi hinnen et géifen erlaben déi néideg fachlech Kompetenz bei Décisiounen zu Rot ze zéien, déi jo ëmmer méi komplex ginn. Och zum Beispill a Kommissiounssitzunge vun der Chamber, awer och duerch den Ausbau vum Congé politique op allen Niveauen.

An deem Sënn gesinn ech och éischter d'Fro vun der Finanzéierung vun de Parteien, déi menger Meenung no net dierft den Akzent leeën op d'Finanzéierung an op de Remboursement vu riseg Wahlkampagnekäschten, mä éischter misst den Akzent leeën op d'Förderung an d'Erausbildung vun onofhängeger Kompetenz a pluralistescher Debatt iwwerall an der Gesellschaft.

Mir si konfrontéiert mat Tonne vun offiziellen Dokumenter, vu regierungscommanditéierten Expärebichter, Dag fir Dag. Deem entgéint sti moer Méiglechkeete fir déi eenzel politesch Richtungen, fir sech kënnen auszedecken.

Dobäi kënnt nach d'Hëlleflosegkeet vun de politesche Mandatairë virun der Flut vun europäeschen Texter, déi selwer ganz dacks net e Resultat si vu reellen demokratesche Prozesser.

Ech mengen och, dass zu enger reeller politescher Debatt gehéiert

d'Agräife vun de gesellschaftlechen Organisatiounen a vun all eenzelne Bierger, deen dorunner interesséiert ass, an d'Virbereedung vun den Debatten an de Gemengen an an der Chamber. Hearingen hannert zouenen Diere bréngen an deem Sënn, am Sënn vun der Vermëttlung vu politesche Meenungen no baussen, guer näischt. Et ass jo och iwwregens kritiséiert gi bei deem Hearing, dee stattfonnt huet hei an der Chamber mat deene verschidde Fraenorganisatiounen zum Wahlgesetz, dass zum Beispill deen Hearing net och géif öffentlech iwwerdroe ginn.

Zweetens mengen ech, dass participativ Demokratie och heescht, dass ee muss verënnern, dass déi politesch Mandatairë sech verselbststännegen. Do, mengen ech, sinn zum Beispill Antikumulbestimmungen noutwendeg, fir dass sech net eng Politikerkast kann er- ausbilden, wat awer wäitgehend schonn de Fall ass, déi een iwwerall op allen Niveauen an an alle Gremien, lokal an national, erënnert.

Esou Saache wéi eng Begrenzung vun der Mandatszäit oder zum Beispill de Rotatiounsprinzip oder d'Ernenne vu Suppléanten, wat verschidde Mandater ugeet, esou wéi dat bei de Beruffskummeren elo schonn de Fall ass, wieren nützlech Moosnamen.

Ech mengen des Weideren, dass zum Beispill d'Eropsetze vun der Zuel vun de Gemengerotsmemberen, besonnesch an deene gréisere Gemengen, dozou bäidroe kéint, dass sech méi Leit bedeelegen un der repräsentativer Demokratie. Ech wëll just nëmmen drop hiweisen, dass zu Esch-Uelzecht ee Gemengerotsmember 1.426 Awunner vertritt an zu Esch-Sauer ee Gemengerotsmember 37 Awunner.

Eng aner Moosnam wier zum Beispill d'Erofsetze vun der Zäit tëschent de Wahlen op fënnf Joer op Gemengenniveau, wéi dat vu ville Partei virgeschloe ginn ass, an net op sechs Joer wéi et de Moment de Fall ass. Déi einfach Moosnam do ass jo och emol net ëmgasat ginn an deem Gesetz.

All déi Moosnamen hätten awer eiser Meenung no e positiven Effekt dorop gehat, fir ze verënnern dass déi repräsentativ Demokratie sech verselbststännegt. Ech sinn dofir net mat deenen enger Meenung, déi soen Buergermeeschter sinn, zum Beispill, misst e Beruff ginn. Si verlaangen en Amtsbuergermeeschter. Ech mengen och net, dass Deputéierten ze sinn sollt e Beruff sinn, mä alles dat soll e politesch Mandat bleiwen, dat zäitlech begrenzt ass.

Ech mengen et ass ganz wichteg, dass d'Deputéierten zum Beispill materiell vun der Politik onofhängeg bleiwen, fir dass se deen néidege Géigepoids hunn, fir dass se déi néideg Indépendance d'esprit an de libre arbitre behalen, net vis-à-vis vun hire Wieler, virun deene se selbstverständlech verantwortlech sinn, mä vis-à-vis vun de Lobbyen a vun de wirtschaftlechen Décisiounszentren, déi an all eisen Debatten eng ëmmer méi grouss Roll spillen.

Mir haten dofir an eise Propositionen, déi mer dem Minister gemaach haten ier dee Projet de loi ausgeschafft ginn ass, virgeschloen d'Befugnisser vun de Gemengeréit ze verstärken, och vis-à-vis vum Schafferot. Dass de Gemengerot zum Beispill sollt d'Méiglechkeet kréien de Schafferot ze wien an och erëm ofzewielen an eventuell Neiwahlen ze proposéieren oder de Wee fräi ze maache fir Neiwahlen a fir generell de Gemengerot och wäitgehend ze léise vun der Tutelle vum Stat.

Ech menge participativ Demokratie heescht och nach eppes Anescht - dat ass main drëtte Punkt -, an zwar dass eng Konkordanz, eng Gläichheet muss bestoen zwé-

schent dem Pays réel an dem Pays légal. Eng partiell Demokratie ass keng richtig Demokratie, Dir Damen an Dir Hären. Dofir sinn ech zum Beispill der Meenung, dass dat aktiivt Wahlrecht soll ausge- dehnt ginn op déi Jonk vu 16 Joer un. Dat ass en Alter, wou d'Schoulpflicht ophält an den Aarbechts- alldag fir vill Jugendlecher ufänkt. Dat ass en Alter, wou zum Beispill d'Meedercher sech kënnen bestue- den. Dat ass en Alter, wou aner zivilrechtlech Méiglechkeete sech opmaachen. Et ass och en Alter, wou ee sech geschwé kann an d'Militär mellen. An et ass en Alter, wou den Interesse schonn do ass a souguer an der Schoul gefördert gëtt, fir sech fir de Fonctionnement vun der Politik a vum Stat ze interesséieren an aktiv matzemaachen.

Zweetens bedeit dat, dass all d'Ausländer, déi hei am Land wun- nen, sech musse kënnen un all Wahle bedeelegen, och un den Nationalwahlen. Ech mengen, dass e Land, wat een Drëttel vu sengen Awunner, déi wesentlech zum Räichtum vun deem Land bäidroen, vum Wahlrecht aus- schléisst, keng reell Demokratie ass, mä éischter ze vergläichen ass mat engem Ueilechschächtum, enger Apartheid oder mat der griichescher Demokratie, déi d'Sklaven ausgeschloss huet, mä déi awer, wat déi direkt Form vun der Demokratie zum Beispill ugaangen ass, vill méi demokra- tesch war wéi eis repräsentativ Systemer vun haut. Mir sinn also fir eng Citoyenneté de résidence, déi net op der Nationalitéit berout, déi d'Wahlrecht accordéiert einfach opgrond vum Prinzip, dass d'Leit hei am Land wunnen an och hei am Land schaffen.

Da si mer ganz dofir, dass volonta- ristesche Moosname getraff ginn, fir d'Participatioun vun de Fraen un der Politik ze erméiglechen, well ech mengen, dass e Land wat esou weínege Méiglechkeeten op- mécht wéi eist, fir dass d'Frae sech kënnen u politeschen Ämter be- deeleegen, keng reell oder weíns- tens keng komplett Demokratie ass, déi d'Zesummesetzung vun der Bevölkerung géif erëmspie- len, och wa selbstverständlech d'Fraen dat aktiivt an dat passiivt Wahlrecht hunn.

Ech fannen och, dass déi Argu- menter, déi heiansdo opbruecht gi sinn - mir hunn der virdrun héieren iwwert de libre choix deen d'Wieler missten hunn an deen net bein- trächtet dierft ginn duerch esou Moosnamen -, net oprechtzëerha- le sinn. Ech froe mech, wou de li- bre choix vun de Wieler ass, wann d'Parteien, wéi dat jo an der Rea- litéit de Fall ass, aus deene ver- schiddenste Grënn net Frae genuch opstellen an et domadder erméiglechen, dass déi gesell- schaftlech Inégalitéite sech vu Wahl zu Wahl kënnen reproduzéie- ren. Ech froe mech, wou do de libre choix vun de Wieler ass, wa se net emol den Hauch vun enger Chan- ce hunn de Frae bei de Wahlen déi Plaz an der Gesellschaft ze ginn, déi hinnen zousteet.

D'Frae si keng gesellschaftlech Mi- noritéit, déi duerch Quote misst ge- schützt ginn. Ech mengen do ass en anere Prinzip deen zielt. Ech mengen, dass eng komplett Gläichstellung vun de Geschlech- ter bei deem wichtigsten Akt vun der repräsentativer Demokratie just nëmme beim passive Wahlrecht dat géif applizéieren, wat scho beim aktive Wahlrecht besteet, nämlech de Prinzip „one man - one woman - one vote“. Dat spigelt sech dann och erëm beim passive Wahlrecht.

An de skandinavische Länner gëtt dee Prinzip jo schonn zënter lánge- rer Zäit mat vill Erfolleg praktizéiert an ech si souguer iwwerzeegt, Här President, dass dat gutt Ofschnei-

de vun deene Länner, wat hire Schoulsystem ugeet, wesentlech mat der Valorisatioun vun de Fraen an der Gesellschaft vun deene Länner ze dinne huet. Ech si grondsätzlech och der Meenung dass. wat d'Gesellschaft méi parti- cipativ a méi egalitär fonc- tionnéiert, wat se d'Kapassitéite vun alle Bedeelegten hieft, ouni der Erausbildung vun Eliten dobäi ze schueden, au contraire, wat jo awer gesellschaftlech Konzep- tiounen net erméiglechen, déi op der Trennung, op der Segregatioun an op dem Élitismus berouen.

Eng Verriederin vun der Fraenor- organisatioun LIDIA hat am Hearing vun der Chamber zum aktuelle Pro- jet gesot: „Il n'y aucune ouverture, c'est la pure tradition de l'homme des cavernes et c'est lui qui veut diriger presque seul mon pays. Je termine en citant Alice Schwarzer: Auch Männer haben etwas zu ge- winnen bei der Emanzipation, wenn sie es nur wagen.“

Här President, Konkordanz të- schent dem Pays réel an dem Pays légal heescht menger Meenung no och - an do sinn ech net esou d'ac- cord mat de grénge Kolleegen - Wahlpflicht, souwuel fir d'Lëtze- buerger wéi fir d'Ausländer déi hei mat wíele ginn. Ech kann och déi Konzeptioun, déi sech erëmspigelt am Rapport vun der Kommissioun nëmmen deelen, dass Wielen eng Biergerpflicht ass. Menger Me- nung no berout se op der gläicher Participatioun vun alle Biergerin- nen a Bierger um reelle politesche Prozess, esou wéi iwwregens...

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Ass dat den demokrate- schen Zentralismus?

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Wësst Der, „déi Lénk“ ass be- stëmmt déi am mannsten zentralis- tesche Organisatioun heibannen. Dofir weess ech net, wat déi Fro do soll, mä ech fannen au contraire...

(Hilarité)

Une voix. - Är Virgängerorga- nisatioun war awer do anescht.

M. Ben Fayot (LSAP). - Vun engem Extrem zum aneren, Här Urbany.

(Hilarité)

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Dofir ass dat jo och alles beren- gegt ginn. Wat iwwregens nach der LSAP bevirsteet.

(Hilarité)

Une voix. - Oh!

M. Mars Di Bartolomeo (LSAP). - Dir gesitt dat falsch vu baussen.

M. Serge Urbany (déi Lénk). - Gutt. Ech menge Wahlpflicht be- deit gläich Participatioun vun de Bierger um politesche Prozess a si ka mat deemselwechten Argument begrënnt gi wéi ech virdrun d'Moosname begrënnt hu fir d'Frae méi um politesche Prozess ze bedeelegen, Madame Wagener.

Ech mengen, dass d'Wahlpflicht et och méiglech mécht, dass net Wie- lerschichten aus der politescher Verantwortung entlooss ginn, déi vläicht aus sozialen oder kulturel- len Ursaachen eng Tendenz kéin- ten hu sech ofzesonnere vun enger Gesellschaft, déi si souwisou mar- ginaliséiert. Op där anerer Säit, mengen ech, verhënnert et och d'Verselbststännegung vun der re- präsentativer Demokratie an d'Erausbildung vun enger Politiker- kast, déi sech nëmme fir de Bil- dungsbiertum géif verantwort- lech fillen an dat einfacht Vollek géif léns leie loossen.

Am Avis vun „déi Lénk“ un den In- nenminister vum September 2000 zur Wahlgesetzreform, deem seng Propositionen ech elo wesentlech duergestallt hunn, hu mer eis - an dat ass erëm ee Punkt, wou mer eis eigentlech ënnerscheede vun ane-

ren heibannen - och ausgeschwat fir d'Bäibehale vum Panache an, weínsstens fir de Moment, och fir d'Bäibehale vun de Wahlbezierker, an zwar mam Argument dass dat méi eng reell Représentatioun vun de Bierger erméiglecht.

An ech fannen et eigentlech ko- mesch, dass zum Beispill esou Parteie wéi d'DP an den ADR, déi dofir antriede bei dem Fraewahl- recht et misst Konkurrenz sinn, et misst no der Kompetenz gekuckt ginn an esou weider, dofir dierft d'Wahlrecht net ageschränkt ginn, awer antriede fir d'Wahlbezierker bäizebehalen. Wann d'Wahlbezier- ker bäibehale ginn...

(Interruption)

Et ass eng Cotéierung, effektiv, wann d'Wahlbezierker bäibehale ginn. An do kann een och hinnen entgéinthalen, dass déi Leit aus deene méi klenge Bezierker, wa se wierklech kompetent sinn, jo och bei allgemengen nationale Wahlen da wäerte gewíelt ginn. An et ass jo och schonn hei gesot ginn, bei Eu- ropawahle wier dat wäitgehend de Fall, esou dass am Fong geholl eng Contradictioun ass an der Ar- gumentatioun vun deene Leit.

Ech mengen awer, dass ee laang- fristeg trotzdeem muss nodenken iwwer aner Modeller, déi et erlaben op enger Säit eng regional Reprä- sentativitéit ze erméiglechen, ouni dass gläichzäiteg et noutwendeg ass zum Beispill am Oste 14,3% vun de Stëmmen ze hu fir ee Sëtz ze kréien, während awer am Süden 4,2% duerginn. Ech fannen, dat ass eng Disproportioun déi zimlech flagrant ass.

Weider triede mer a fir eng Erëm- uppassung vun der Députéierten- zuel un d'Bevölkerungsentwéck- lung, déi jo eng ganz däitlech Ent- wécklung no uewe mécht. Ech mengen och schlusslech, dass d'Rechemethod vum Reschtsëtz misst demokratiséiert ginn, Me- thod, déi déi grouss Parteie bevir- zucht.

Ech wëll ofschléisse mat der Be- mierung, dass selbstverständlech deenen allermeeschte vun deenen Ureegungen, déi mir gemaach ha- ten an der Virbereedung vun dësem Gesetz, net Rechnung gedroe ginn ass. Ech hunn héieren d'DP ass awer ganz zefridde mat deem Resultat wat derbäi eraus komm ass. Dat Resultat bedeit an eisen Aen, dass Lëtzebuerg eng partiell a confisciéiert Demokratie weider- hi wäert bleiwen an dofir wäert ech mech och net mat engem positive Vote zu deem Gesetz hei aus- drécken.

Ech soen Iech merci.

M. le Président. - D'Wuert huet d'Madame Renée Wagener.

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG). - Merci, Här President. 80 Joer nom Aféiere vum Fraewahl- recht huet 1999 den Undeel vun de Fraen am Parlament bei 16,7% ge- leeën. Fir d'Europaparlament ass keng Fra direkt gewíelt ginn. Um Gemengenniveau hate mer e Pro- zentsaz deen an d'Luucht gaangen ass, mä awer ëmmer nach nëmme bei 15,4% läit.

Déi niddreg Représentatioun vun de Frae gëtt net nëmme vun deene Gréngen ugeprangert, mä och vun der Lëtzebuerger Bevölkerung. Et gëtt e Sondage vun der ILReS aus deem erauskomm ass, dass iwwer 60% vun der Bevölkerung antriede fir méi eng staark Presenz vun de Fraen, a 57% souguer fir d'Paritéit op de Wahlleschten.

Am Virfeld vun där Diskussioun, déi mer haut féieren, sinn et eng Rei Debatten an der Chamber ginn, 1999 an 2000, wou eng ganz Rei vu konkrete Propose gemaach ginn ass, wéi een deem dote Pro- blem kéint ophélefen. Zum Beispill huet déi gréissten Daachorganisa- tioun, de Conseil national des Fem- mes, proposéiert ee Plan national fir eng équilibréiert Participatioun vun de Fraen opzustellen. Donie- went sinn Enquêté gemaach ginn.

Ech erënneren zum Beispill un déi iwwert d'Presenz vun de Fraen an de Commissions consultatives vun de Gemengen, oder déi vun de Fraen an de Gemengeréit.

Et ass also versicht ginn dat Thema esou breet wéi méiglech ze diskutéieren. Ech mengen, et ass och ee Sujet, dat weisen d'Zuelen déi ech virdru genannt hunn, deem d'Leit dobaussen interesséiert. Dee Projet de loi, dee mer awer haut hei virleien hunn, do kënn dat Wuert Fraen a Participatioun vun de Fraen emol net vir. Keng eng vun de Propositionen, déi vun der Commission à l'égalité des chances heibannen an deene verschiddenen Débaté gemaach gi sinn, gouf berücksichtegt. Keng eng Mesure, déi op d'Participatioun vun de Frae géif ofzile fir déi ze verbessern, ass dran opgeholll ginn.

Dir Dammen an Dir Hären, d'Kommissioun vun der Egalitéit huet zu deemem Projet een Avis gemaach. Deen ass bis elo nach net ganz vill heibannen diskutéiert ginn an e schéngt mer och an der Commission de l'Intérieur weider net zur Sprooch komm ze sinn.

(Interruption)

Ech hunn do aner Saache gehéiert. Da muss mer och do nach eng Kéier de Verbatim nolauschtere fir dat ze klären, mä ech hunn awer och den Androck gehat, wéi ech d'Rapporte gelies hunn, dass dat net dat gréissten Thema gewiescht wär.

Als Rapportrice pour avis vun deem Rapport géif ech wëlle menger Fraktionsmataarbechterin merci soen, déi am Fong de gréissten Deel vun der Aarbecht gelescht huet a vläicht och drop hiweisen, dass déi Gréng déi eenzeg heibanne sinn, déi sech de Luxus leeschte fir ënnert hirem Personal eng Persoun ze hunn, déi sech spezifesch mam Thema Fraepolitik ausenanersetzt. Dat huet och méiglech gemaach, dass mer eis konnten als Kommissioun méi am Detail mat där Problematik ausenanersetzen an e Rapport virleeë pour avis, dee jo net nëmmen à l'unanimité ugeholl ginn ass, mä deen och vun alle Säite begréisst ginn ass. Vläicht ass dat och eng Suggestioun un déi aner Parteien, wéi ee sech kéint an Zukunft mat der Fraepolitik ausenanersetzen.

Här President, an deem Rapport sinn eigentlech virun allem zwou Konkusiounen gezu ginn, zwee Punkte wou ee ganz konkret hätt kéinten eppes maache fir d'Participatioun ze verbessern, déi iwwergens net nei sinn, mä déi schonn a Motiounen heibannen ugeholl goufen. Dat eent ass eng Subvention financière fir d'Partei wa se Fraen op hire Lëscht opstellen. Dat anert ass d'Institutionalisierung vum Observatoire vun der Représentatioun vun de Frae bei de Wahlen, wou schonn 1999 eng ganz wichteg Aarbecht geleescht ginn ass.

Et schéngt awer esou ze sinn, wéi wann déi zwee Punkte guer keen Intérêt, weder bei der Kommissioun nach um Niveau vum Projet de loi selwer, fonnt hätten. An deem Text ass op alle Fall näischt dran erwähnt, an ech froe mech, ob dat net och scho fir déi nächst Wahle wäert Konsequenzen hunn, dann hu mer jo also keng Méiglechkeet fir an déi Richtung ze goe fir d'Parteien ze finanzéieren. Ech hätt och gäre gewosst, leider ass d'Fraeministesch bei deemem Débat net dobäi, ob se gedenkt deen Observatoire ze institutionaliséieren, esou wéi mer et virgeschloen haten heibannen, well och dat, wann et net ëmgesat gëtt, wäert dozou féieren, dass mer emol déi nächste Kéier net wëssen, wéi et da mat der Participatioun vun de Fraen am Detail wäert ausgesinn.

Ech hu virdru schonn d'Diskusioun vun der Commission de l'Intérieur ugeschwat. Ech hu mer soe gelooss, dass och d'Etüd vum Centre Lippmann, déi ganz prezis Propositionen gemaach huet wat

d'Représentatioun vun de Frae betrëfft, weider net méi studéiert gouf. Ech mengen, dass dat och e Liicht drop werft wéi heibanne mat Dokumentatiounen, déi ausgeschafft ginn, ëmgaange gëtt. Mir maache groussaarteg Etüden an herno, wann et drëms geet fir Projets de loi ze maachen oder doropshin Diskussiounen heibannen ze féieren, dann hunn déiselwecht Etüden emol net de Wäert vum Pabeier op deem se stinn. Op alle Fall hat de Centre Lippmann do ganz prezis Propose gemaach. Zum Beispill fir Lëscht anezeféieren, wou ee géif eng Paritéit maachen. Dat schéngt sech wierklech net an deem heite Projet niddergeschloen ze hunn.

Eng ganz Rei vun anere Punkte gouf och net opgegraff. Dat eent ass dee vun der Stëmmegläichheet. Dat Thema ass virdru schonn e puermol erwähnt ginn. Et long eng Proposition vum Statsrot vir, wa Stëmmegläichheet wär, fir dann der Fra de Virzuch ze ginn. Mol net déi Proposition ass herno zréck behale ginn.

Et long eng Proposition vir fir d'Aschreiwe vum Sexe op de Wahlleschten. Do huet d'Commission de l'Intérieur dem Statsrot noginn. Et gëtt zwar dann am Rapport vun darselwechter Kommissioun gesot, d'paritétesch Représentatioun vu Fra a Männer war „un point important des discussions parlementaires“, an et gëtt dat däitscht Beispill zitéiert. Beispiller vu Frankräich a vun der Belsch, déi op d'mannst esou interessant gewiescht wäeren, well se wierklech ganz konkret Modeller proposéieren vu quotéierte Lëscht, ginn emol net erwähnt.

Här President, ech fannen et wierklech immens schwéier heibannen ze schwätzen.

(Discussions en arrière-plan et coups de cloche de la Présidence)

M. le Président.- Madame Wagener, Är Zäit ass eriwuer. Ech kann lech awer eng gewëssen Zäit urrechnen. Mat deem Getässels wat gefouert ginn ass, wéi den Här Gira seng Ried virgedroen huet, sinn dräi Minutte verluer gaangen. Ech hat extra opgepasst. Är Fraktioun huet déi dräi Minutten nach zegutt.

(Interruption)

Wat gelift?

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Mir hunn nach Zäit fir d'Motiounen, mir huelen déi dann elo mat an d'Amendementer.

M. Aly Jaerling (ADR).- Här President, ass et dann elo esou, dass eist Reglement erëm zielt?

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Dat ass ëmmer wann ee vun der Opposition do steet!

M. Aly Jaerling (ADR).- Ech froen, well geschter huet et nämlech net gezielt. Sot eis wann ech gelift ëmmer wann d'Reglement erëm a Kraaft trëtt, fir dass mer awer wësse wou mer dru sinn.

M. le Président.- Dir sollt net esou klenglech sinn. Ech mengen d'Diskusioun ass de Moien uerdentlech verlaf. Bei allem Respekt fir eist Reglement, wou ech jo dofir do si fir d'Exécutioun ze iwwerwaachen, soll een op där anerer Säit awer och korrekt sinn. Bei der Diskusioun, déi beim Här Gira gefouert ginn ass, ass effektiv vill Zäit verluer gaangen.

M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Esou vill wéi ech weess war et bis elo ëmmer méiglech bei den éischten Interventiounen d'Zäit fir d'Motiounen mat dobäi ze huelen. Wann ech zesumme rechnen, am Modell 3 hu mir 45 Minutte Riedezäit, plus 15 Minutte fir d'Motiounen an d'Amendementer.

(Interruptions diverses et brouhaha général)

Zu de Motiounen allgemeng!

Mme Renée Wagener (DÉI GRÉNG).- Här President, ech muss zwar hei elo wierklech soen, dass ech mech drop ageriicht hat fir kënnen déi Zäit vun de Motiounen mat eran ze huelen, well soss kann ech elo d'Halschent vu menger Ried an d'Dreckskscht puchen. Domat sinn ech awer net averstannen. Ech géif dat scho gären esou dévlopéiere wéi ech mer dat virgeholl hat.

Ech hat virdru vum Aschreiwe vum Sexe op d'Wielerlëscht geschwat an do ass anscheinend och an der Commission de l'Intérieur d'Wichtigkeet dovunner net erkannt ginn an och beim Statsrot hunn ech d'Gefill, wann ech deen noliessen, dass guer net verstane ginn ass ëm wat datt et hei eigentlech géif goen. Här President, ech hat d'Eier virun e puer Joer kënnen e puer Wochen am Keller vum Innenministère ze verbréngen, wéi ech meng Magisteraarbecht geschriwwen hunn iwwert d'Participatioun vun de Fraen, an ech hu mech do konnte mat där Thematik ausenaneretze fir erauszefannen, ob et Fraen oder Männer woren, déi kandidéiert hunn.

Mir hunn zu Lëtzebuerg esou Virnimm wéi Dominique, Camille oder Claude, wou een net ka soen ob dat e Mann oder eng Fra ass. Bei deenen heitege Wahlen ass et vläicht nach méi einfach déi Saach erauszefannen, mä et geet eigentlech drëms, dass een op eng einfach Aart a Weis - den Här Wolter laacht elo iwwert déi heiten Thematik, mä ech fannen dat eng relativ wichteg Saach - ka Statistiken opstellen. Dat betrëfft net nëmmen d'Fraen, dat betrëfft och déi aner Donnéeën, déi bei de Wahlleschten opgeschriwwen ginn, dass een déi kann op eng einfach Aart a Weis auswäerten. Dat war am Fong Zil vun deem heite Punkt gewiescht. Dobäi kann een effektiv soen, dass dat en niewesächleche Punkt ass. Et wär ee vun deene ganz weinege gewiescht, deen iwweg bliwwen wär, wou d'Frae be-traff gewiescht wäeren. Mä och deen huet sech emol net duerch-gesat.

Dat also zu deene Punkten, wou een hätt kéinten nach eppes maachen. Mir haten natierlech och eng ganz Rei vun aneren Amendementer eraginn, déi vill méi wäit gaangen wäeren. Den Här Gira huet schonn oft drop higewisen, dass mer Propositions de loien ageerecht haten iwwert d'Quotéierung, dass mer oft proposéiert haten d'Idi vum Statsrot opzegräifen an nach auszeweide bei der Stëmmegläichheet. Dat wäeren eng ganz Rei vu konkrete Punkte gewiescht, an natierlech hätte mer eis och ausgeschwat fir d'Aschreiwe vun deem Observatoire, wa mer net der Meinung wäeren, dass de Fraeministère awer schéngt wëllen op de Wee ze goe fir déi Institutionalisierung elo weider ze dreiwien.

Ech wëll dann awer och ee Wuert zur Roll vum Fraeministère hei soen, dee jo, wéi mer gesinn, net hei ass, a wou ech och den Androck hunn, dass e bei der Ausschaffung vun deemem Projet de loi net erugezu ginn ass. An do stellt sech dann awer ganz kloer d'Fro vum Mainstreaming. Dat ass e Wuert, wat ganz vill gebraucht gëtt, mä wou een d'Gefill huet, dass weder heibannen nach an der Regierung vill Leit sinn, déi verstinn ëm wat datt et do geet. An och do wëllt ech de Conseil national des Femmes zitéieren, dee seet: „La notion perspective du genre en est totalement absente du projet de loi.“

Dofir wëll ech och dem Här Wolter d'Fro stellen, ob d'Madame Jacobs eigentlech bei der Préparatioun vun deemem Projet de loi dobäi war? Ob eigentlech d'Déléguée à l'égalité vum Intérieursministère bei der Ausschaffung vun deemem Projet de loi dobäi war? Ech wëll him och

d'Fro stellen, firwat dass dann déi Subvention spéciale, déi mer hei 1999 an enger Motioun festgehalen hate fir Parteien déi eppes fir d'Représentativitéit vun de Fraen op hire Lëscht maachen, net an deemem Projet de loi hei ageschriwwen ass? Firwat den Observatoire net an deemem Projet de loi hei ageschriwwen ass?

Dat si lauter Beispiller dovunner, dass dee Begrëff Mainstreaming eigentlech hei zu Lëtzebuerg ni mat Inhalt gefëllt gëtt, obwuel d'Regierung sech dozou engagéiert huet fir bei alle Projets de loi, do wou fraespezifesch Aspekter kënnen virkommen, déi Iddien ze analyséieren a gegebenefalls dann och de Projet de loi unzepassen.

Här President, deen heite Projet weist wéi wäit d'Lëtzebuurger Regierung an och d'Majoritéit hei am Parlament op deemem Gebitt vun der Gesellschaftspolitik an der Diskussioun hannendra sinn a wéi weineg Sensibilitéit bei de Parteien besteet fir d'Thema vun der Paritéit. Eigentlech misst awer d'Regierung, wa se sech konsequent wär, wa mer deen heite Vote geholl hunn, all déi Konventiounen kënnen, déi Lëtzebuerg op internationalem Plang ënnerschriwwen huet, an all déi Engagementer, déi se an de leschte Joren a Jorzéngten agaangen ass, déi virgesinn dass Lëtzebuerg alles mécht fir zu enger besserer Représentativitéit vun de Fraen ze kommen. Da misst een och esou konsequent sinn an der Offenlecheit dass soen, dass een eigentlech guer net gewëllt ass op deem doten Niveau eppes ze maachen.

Ech wëllt dann och een Zitat nach um Schluss bréngen, wou ech fannen, dass en dat ganz gutt bréngt: „Die Gleichstellungspolitik ist das Ziel jedes europäischen Staates geworden. Sie ist aber keine Frage der Zeit, sondern erfordert Analysen, Anreizsysteme, Instrumente, Programme, Gesetze, Subventionen und Strategien um die gewünschte Gleichheit herzustellen.“

Här President, dass soen ech net eleng, mä dass heiten ass en Zitat vun der Madame Dörner, déi net nimm Presidentin vum Conseil national des Femmes ass, mä wou ech meng Hand wëllt an d'Feier dofir leeën, dass se op där nächster Wahllescht vun der CSV wäert mat drop stoen.

Här President, nach vläicht just ee Punkt um Schluss, obwuel et relativ schwéier ass hei géint de Kaméidi unzegoen. Mir hunn an der Commission des Institutions och iwwert d'Frae geschwat. Dat ass schonn e bësse méi laang hier. Schon an der leschter Legislaturperiod ass festgehalen ginn, dass den aktiven Asaz fir d'Chancëgläichheet soll eng Aufgab vum Stat sinn an et ass eng Propos gemaach ginn. Déi Propos ass am Joer 2000 amendéiert ginn a si läit elo beim Statsrot.

Déi dote Verfassungsännerung misst eigentlech d'Grundlag si vun deene positiven Aktiounen, déi ech elo grad hei beschriwwen hunn. Vläicht, an ech hoffen dass déi Ännerung deemnächst wäert kënnen an den Text vun der Verfassung ageschriwwen ginn. Et ginn Unzeechen dofir, dass de Statsrot deemnächst zu engem Enn vu sengen Aarbechten an deem Beräich kënnt. Vläicht kann déi Verankerung e Mentalitéitswandel erbaiféieren, dee sech da vläicht an zéng oder an 20 Joer och zu Lëtzebuerg um Niveau vum Wahlgesetz kéint ausdrécken.

Ech soen lech merci.

M. le Président.- Als leschten Diskussionsriedner ass den Här Lucien Weiler agedroen. Den Här Weiler huet d'Wuert.

M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, de Rapporteur, de Marco Schank, huet de Moie gesot, dass et sech hei ëm e wichtegt an ëm e gutt Gesetz handelt. A wann ech

d'Debatten hei richteg nogelauschtert hunn, dann hunn ech net op allen, mä op deene meeschte Banken déiselwecht Ausso duerch d'Bank eraushéieren, dass et sech ëm e gutt an e wichtegt Gesetz handelt.

Wat schued ass, dass dass bei esou engem Gesetz nees eng Kéier ronderëm vill gedréint a gesponne ginn ass an dass domadder d'Essenz vun deem wat mer en fin de compte hei maachen nees eng Kéier e bësselche verschwennt. Ech stelle mer eigentlech d'Fro wat déi, déi eis dobaussen nokucken an nolauschteren, esou gutt geschter wéi haut, eigentlech dovun hale wann d'Parlament sech hei méi mat Minutten, déi deen een oder deen anere schwätzt, ofgëtt, respektiv mat Prozeduren, wéi mam Fong vun enger Saach. Ech mengen net, dass dat e gutt Bild no bause gëtt.

De Moien ass vill hei geschwat ginn, Här President, vun dem Wuert Demokratie an et ass vun enger Rei vu Riedner ëmmer erëm ënnerstrach ginn, dass den zoustännege Minister fir dëst Gesetz versicht huet e Konsens ze fannen. A wann een dann an deemselwechte Kontext dass Wuert Demokratie gebraucht, da muss een emol gesi wat dann en fin de compte hei geschitt ass.

Normalerweis ass et jo esou, dass bei enger Problematik an engem Koalitiounsaccord, well mer jo d'Majoritéit an d'Opposition hunn - d'Demokratie leeft vu Majoritéit op där enger Säit an Opposition op där anerer Säit -, déi grouss Linne festgehalen ginn, déi an de Projet dra stoe kommen. An da geet et esou, dass den zoustännege Minister e Projet ausschafft, der Regierung dee virleet, da kënnt en hei an d'Chamber an da beréit d'Chamber driwwer. Dass ass déi normal Prozedur. Dass ass an deemem Fall net gemaach ginn.

An deemem Fall stung net am Koalitiounsaccord dran, wat en fin de compte an dass Gesetz hei soll erakommen. An deemem Fall huet den Innenminister net a sengem Ministère e Projet ausgeschafft, der Regierung dee virgeluecht an en an d'Chamber ginn, mä hien huet am Virfeld, well déi verschidde Gruppéierungen, Parteien a Fraktiounen an deser Thematik ganz divergent Meinungen hunn - an dass keng Fro elo à l'intérieur vun der Koalitioun, all Partei huet seng Vuen hei, berechtegt oder onberechtegt, an deenen engen Ae berechtegt, an deenen aneren net, dass ass nun eben emol esou -, versicht emol ze sondéieren: Wat ass dann an deemem Parlament do majoritéitsfäeg? Wou sinn déi Punkten, wou sech méiglechst vill vun deenen, déi heibanne sinn an déi jo och ganz oft Lokalpolitiker sinn - well jo hei och viles mat Gemeengewahlen ze doen huet -, drop ralliéieren kéinten? Dat huet hie gemaach. Hien huet déi Sondag gemaach. An opgrond dovunner ass hien higaang an huet e Gesetzesprojet ausgeschafft.

Ech muss lech soen, Här President, wann ech dass dote vergläiche mat deene Prozeduren déi mer soss normalerweis an eisem parlamentaresche System hunn, da muss ech awer soen, dass dass Wuert Demokratie, wat de Moien esou vill hei gebraucht ginn ass, grad just op deen dote Projet zutrëfft, well hei ee Minister net vun uewen erof dekrétéieren gaangen ass, wat dann elo seng Meinung vu sengem Haus war, dass an der Regierung duerchgesat huet an dann heihinner an d'Parlament komm ass, mä hie versicht huet de Feeling vun de Gruppéierungen vun deemem Parlament ze kréien, fir e Projet auszuschaffen. Deement-sprechend kann ech vun eiser Säit nëmmen dem Minister Wolter félicitéieren fir déi Manéier an déi Aart a Weis wéi hie bei deemem Projet virgaangen ass, fir méiglechst vill Meinungen mat eran ze kréien.

Här President, haut de Moie gouf hei ganz vill vun Demokratie geschwat an et gouf sech referéiert op zwee Amendementen déi d'Kommissioun ugeholl hat, wou se sech awer zu engem gewësse Moment raviséiert huet an déi fale gelooss huet, fir ze soen hei wär et net demokratesch zougangen an hei wär et net mat rechten Denger zougang. Virun allem de mandatéierte Spriecher vun de Gréngen huet gesot, dat wier alles ondemokratesch gewiescht, de Minister wier an eng Kommissioun komm an hätt do der Majoritéit gesot, wou et elo soll lang goen.

Esou war et net, Här President, an ech wëll hei soe wéi et an der Realitéit gaangen ass. Fir d'éischt hunn ech emol eng Contradictioun fir...

■ Une voix.- Här Weiler, Dir waart net dobäi.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Dir waart jo net do.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Jo, mä da waart emol. Dir verléiert näischt andeems Der emol eng kéier ofwaart, fir ze héiere wat ech wëll soen. Wann Der dann nach net d'accord sidd, da kënnt Dir lech och jo nach ëmmer zu Wuert mellen.

Fir d'éischt huet den Här Gira gesot: „Den Här Minister huet décidéiert, wat an der Kommissioun geschitt.“ Zur selwechter Zäit huet hien awer gesot: „Déi zwee Fraktiounschefen hunn hire Leit gesot...“ Jo, wie war et dann elo? War et de Minister oder waren et d'Fraktiounschefen oder wie war et dann elo en fin de compte? Ech kann lech just soen, awer ech hätt gärén d'Fairness, dass dat weinstens zur Kenntnis geholl gëtt, wat déi zwee Punkten ubelaangt, notammant de Signe distinctif op de Listes électorales an d'Fro vun der Incompatibilitéit vum nationale Mandat mat dem europäesche Mandat - dat ware jo déi zwou Froen, wou Amendementen do waren, déi zréckgehol gi sinn -, dass do weder de Minister nach soss ee bei der Majoritéit vun dësem Parlament intervenéiert ass fir dëst oder dat ze maachen.

Déi zwou Majoritéitsfraktiounen waren d'accord fir déi Amendemente mat op de Wee ze ginn. Duerno hu mer eis Käpp awer nach eng kéier zesumme gestreckt a mir hunn emol gekuckt an iwwerluecht, wat dann en fin de compte d'Argumenter wäeren, déi fir déi Amendemente plädéiert hunn, a wat d'Argumenter wäeren, déi awer och dergéint plädéieren.

(Interruptions)

Lauschtert emol, Här President.

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Ech kann lech nëmme just soen, dass déi zwou Majoritéitsparteien déi dote Fro mateneen eng kéier duerchdiskutéiert hunn.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här Weiler, wat ass Äre Message? Dee versti mir elo net. Soll ech lech soen, wat ech verhalen hunn?

(Interruption et coups de cloche de la Présidence)

Et ass seelen, dass esou vill Amendementen do sinn, also kann de Minister oder d'Majoritéitsparteien net esou op gewiescht sinn.

Här President, ech verstinn dem Här Weiler säi Message net.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, ech kann lech soe firwat den Här Krecké dat net versteet.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ech soen lech eent, Här Weiler, wann den Här Minister an d'Majoritéitsparteien esou gutt geschafft hunn, firwat hutt Der da 40 Amendementen? Esou vill Amendementen hu mer seelen.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Ma lauschtert emol, déi Gréng wäerten dach sécher d'Recht hunn an en-

ger Demokratie hir Amendementen ze bréngen. Dir waart jo och an der Kommissioun géint déi meescht Amendementen, déi déi Gréng erabruecht hunn.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Firwat da 40 Amendementen? Dat hu mer seelen.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Wann Der e Konsens sicht, Här President, da kënnt Der deem net op alle Punkte fannen. Et ass wéi de Minister virdru gesot huet, eng Liste électorale hei am Land, ee Wahlbezirk, esou eng Propos brauch hien net ze maachen, well dat gëtt jo vu kengem Mënsch ugeholl.

An dann, Här Krecké, wëll ech lech soen, well Der dat jo net verstitt, dass ech lech elo géif bieten nozelauschteren, well Dir waart virdrun net hei, well soss hätt Der dat matkritt, wat den Här Gira hei gesot huet...

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Ech hunn et matkritt.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Ech wëll just soen, dass dat net esou war. D'Majoritéitsfraktiounen hunn, ouni mam Minister Récksprouch geholl ze hunn, sech drop géeneegt fir déi zwee Amendementen, déi do waren, en fin de compte net unzehuelen, aus Grënn...

(Brouhaha général)

Här Graas, schwätzt mam Här Rippinger. Dee kann lech dat soen. Ech wëll lech soen, Här President,...

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, ech stelle fest dass ech net deem Eenzege sinn, deem net versteet.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, ech wëll un dem Beispiell...

(Interruptions)

...vun den Incompatibilitäten tëschent dem nationale Mandat an dem europäesche Mandat däitlech maachen: Mir waren zu engem gewësse Moment d'accord fir an d'Gesetz ze schreiwen, dass et net geet dass een zur selwechter Zäit am Europaparlament ka sinn an am nationale Parlament. Mir hunn eis awer iwwerluecht dass, wann een...

■ Une voix.- Wien ass mir?

■ M. Lucien Weiler (CSV).- D'Majoritéit huet sech dat iwwerluecht an dofir huet se dat décidéiert.

■ M. Camille Gira (DÉI GRÉNG).- Den Här Rippinger...

■ M. le Président.- Haalt wann ech glift op mat deenen Tëschebemerkungen!

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, sot emol dem Här Gira hie soll och emol ee Moment déi aner Leit schwätze loosse. Mir hunn hie jo och virdrun hei laang riede gelooss.

(Interruptions)

Här President, mir fannen et net normal dass een higeet an dem Wieler sonndes moies d'Méiglechkeet gëtt fir e Kandidat op zwou Lëschten ze stëmmen, op enger nationaler Lëscht an op enger europäescher Lëscht, an zur selwechter Zäit verbitt een awer dem Deputéierte fir dann hinzugeen an déi zwee Mandater unzehuelen. Dat ass e Corollaire.

Mir si selbstverständlech fir nëmmen ee Mandat, mä mir sinn awer och dofir, dass een nëmmen op enger Lëscht ka kandidéieren. Et ass dach de Wieler un der Nues erëmgefuert, wann een him moies d'Méiglechkeet gëtt den Här Krecké op der Europalëscht ze stëmmen, an de Wieler mécht dat dann, well hien den Här Krecké gärén am Europaparlament hätt,

an owes hëlt den Här Krecké dat nationaalt Mandat un, hie geet net an d'Europaparlament. Här President, et gëtt e Corollaire...

(Brouhaha général et coups de cloche de la Présidence)

■ M. le Président.- Loosst dach de Riedner schwätzen!

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, meng Fraktioun war déi eenzeg, déi sech ewell virun de leschte Wahlen ausgeschwat huet a proposéiert huet mir sollen nëmme méi op enger Lëscht kandidéieren. Mir waren déi eenzeg Partei, déi déi leschte kéier higaangen ass - a mir haten nach vill Mandataire, déi mer hätte kënnen op déi Lëscht setzen - an en Drëttel vun de Leit op d'Europalëscht gesat hunn, déi net op den nationale Lëschte kandidéiert hunn, fir emol en Zeechen ze setzen, datt mer sollen an déi Richtung goen. Mir hätten also gärén...

(Interruptions et coups de cloche de la Présidence)

Här President.

■ M. le Président.- Dir Hären, wa mer esou weiderfuere, dann hiewen ech d'Sitzung op. Dat doten ass dach keng Chambersitzung. D'nächst Woch ass eréischt Fuesend.

Loosst dach den Här Weiler schwätzen! Wann engem eppes net geet, da kann hie jo nach herno d'Wuert verlaangen, a wann hien nach Zäit zegutt huet kann hie jo eng Kloeerstellung maachen.

■ Une voix.- Mir hu guer näischt gesot.

■ M. le Président.- Ech appeleieren hei u jiddferen hie soll Disziplin wahren a sech behuele wéi et sech gehéiert. D'Leit, déi dobaussen nokucken, froe sech jo wou se hei eragerode sinn. Ech fannen dat ass onerhéiert.

Hei soll iwwer ee seriöt Gesetz, e wichtegt Gesetz, wat vu jiddferengem verlaangt ginn ass, wou awer divergent Vuë sinn - wat normal ass - diskutéiert ginn an herno ass et d'Mehrheet déi décidéiert, ob et esou oder esou gemaach gëtt. Ech mengen dat ass dat Demokrateschst vun der Welt an duerfir soll een och e Riedner, deem eng aner Opfaassung huet wéi ee selwer, schwätze loosse. Dat ass Demokratie an net wann een deem nidderjäizt.

Här Weiler, fuert Dir elo virun an déi aner si roueg a lauschteren no!

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Merci, Här President. Här President, ech wollt nach eng kéier soen, wa mir en fin de compte mengen, dass deem Amendement do net noutwenneg wier fir en an d'Gesetz anzuschreiwen, dann ass dat well mir jo d'Realitéite kucke mussen.

Éischtens ass et esou, dass mer eis an deene leschte Joren ëmmer eens waren. Et gëtt jo keen Deputéierten, deem déi zwee Mandater ugeholl huet. Mir hunn also emol éischtens eng Praxis.

Zweetens muss ech zu deem soen, wat den Här Gira virdun hei gesot huet, wéi hie gesot huet et kéim eng europäesch Direktiv, déi misst an nationaalt Recht ëmgesat ginn, an dass déi Incompatibilitéit do souwisou dann do dra stoe kéim, dass dat net richtig ass. Et kënnt keng europäesch Direktiv, déi muss an nationaalt Recht ëmgesat ginn. Et gëtt eng Décisioun vum Conseil vum 25. Juni 2002 an eng vum 23. September 2002, déi schreift déi Incompatibilitéit do vir. Am Artikel 2 steet dran: „à partir de l'élection au parlement européen"

vun 2004 „la qualité de membre du parlement européen est incompatible avec celle de membre d'un parlement national."

Här President, déi doten Décisioun vum Conseil, déi ass haut schonn a Kraaft. Dat ass eng Décisioun, déi ass rechtsbindend hei am Land. Ob mir elo an dat Gesetz deen Amendement, dee mir préparéiert haten, dra schreiwen oder net, dat ass absolut superfétatoire, well hei ass de Moment eng rechtverbindlech Décisioun, keng Direktiv, Här Gira, déi muss an d'Nationalrecht ëmgesat ginn. Dir hutt lech do geiert oder dat net gutt studéiert gehat. De Moment hu mir eng europäesch Norm, déi sech Lëtzebuerg imposéiert an et ass kengem Deputéierten erlaabt, fir an zwee Parlamenter ze tagen.

Et bleift derbäi, Här President, well jo gefrot gëtt, firwat dass mer en fin de compte dat dach awer net an den Text ageschriwwen hunn. Mir hätten näischt dergéint gehat wann et an den Text ageschriwwen gi wär, obschonn et net noutwendeg ass, mä mir sinn eis awer net eens op enger anerer Fro, Här Asselborn, an do kënnt Dir Faarf bekennen.

Verbidde mer elo endlech, dass kann deeselwechten Dag op zwou Lëschte kandidéiert ginn, fir d'nationaalt Parlament a fir d'europäesch Parlament? D'CSV huet virun de leschte Wahle gesot, mir soen et haut erëm a mir trieden och an Zukunft derfir an, et soll verbuede sinn deeselwechten Dag op zwou Lëschten ze kandidéieren, well dat ass de Wieler un der Nues erëmgefuert. Mir hunn awer keen Accord driwwer an ech weess net wat d'Haltung vun der sozialistescher Fraktioun dozou ass? Hei ass eis Meenung, dass dat net geet an dass mer dat endlech solle verbidden, fir kënnen op zwou Lëschten ze kandidéieren. De Wieler soll kloer an däitlech wëssen, wann e säi Kräiz moies mécht, geet deem do an d'nationaalt Parlament oder geet en an d'europäesch Parlament. Dat ass eis Haltung.

■ M. Jean Asselborn (LSAP).- Dir musst lech mat der DP an d'Rei maachen.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Mä d'Demokratesch Partei huet eng aner Vue an där Fro, an dofir ass dat elo hei net regléiert. Ech weess allerdéngs net, wéi d'sozialistesche Fraktioun déi dote Problematik gesäit.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Dir waart net hei wéi den Här Klein alles erkläert huet.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Da sot mer et nach eng kéier.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Dir musst hei sinn.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, den Här Krecké interpelléiert mech ëmmer gärén hei, mä ech géif hien emol gare froen, ob d'sozialistesche Fraktioun dann der Meenung ass, et soll ee kandidéiere kënnen op deenen zwou Lëschten deeselwechten Dag, jo oder neen?

■ M. Jean Asselborn (LSAP).- Dir hätt sollen den Här Minister schwätze loosse. Dat wär besser.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Gitt mer emol eng Äntwert.

■ M. Jeannot Krecké (LSAP).- Dir hätt sollen hei sinn. Den Här Klein huet alles explizéiert.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Ech hunn dem Här Klein seng Ried vun der éischter Silb bis déi lescht nogelauschtert. Ech hunn net erausfonnt, ob d'sozialistesche Fraktioun dann elo dofir oder dergéint ass. Här Asselborn, Här Fraktiounschef, Dir sidd jo allenzwee hei, sot eis et op dëser Plaz.

■ M. Jean Asselborn (LSAP).- Här President, ass dat hei en Oral

vum Här Weiler un d'Chamber oder wat ass dat hei? E soll seng Ried halen a sech sëtze goen, dass mer weider kommen.

■ M. Lucien Weiler (CSV).- Här President, ech insistéieren net, mä ech stelle just fest dass d'sozialistesche Fraktioun hei net bereet ass kloer an däitlech ze soen, ob se fir d'Candidature unique ass oder ob se fir Kandidaturen op deenen zwou Lëschten ass. Hei wär d'Geleeënheet gewiescht fir dat ze soen, awer mir sinn et net gewuer ginn.

An dann, Här President, kommen ech zum Schluss nach eng kéier op d'Wuert Demokratie zréck. D'Demokratie en fin de compte, déi spillt sech hei am Parlament of. Déi Gréng hu 45 oder 46 Amendementen zu dësem Projet abruucht. Déi sinn duergeluecht an explizéiert ginn. Si sinn iwwerengs och laang an der Kommissioun diskutéiert ginn. Et kann ee jo net soen, dass d'Demokratie net gespillt hätt an der Kommissioun. Den Här Gira huet dat fairerweis zouginn. An der Kommissioun sinn hir Amendementen net nëmmen zur Kenntnis geholl ginn, mä se sinn och diskutéiert ginn. Haut am Parlament stëmme mer driwwer of, wéi een Text dann en fin de compte a Kraaft triede wäert. Mir stëmme of iwwert d'Amendementen an da gesi mer wou d'Majoritéite sinn. Här President, dat ass Demokratie.

Ech soen lech merci.

■ M. le Président.- Den Här Rippinger.

■ M. Jean-Paul Rippinger (DP).- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, fir dass hei keng Ambiguitéit entsteet tëschent dem Här Graas, menger Fraktioun a mir, an op där anerer Säit awer eng Identité de vue mam Här Weiler bestanen huet, wëll ech folgend Berichtungung maachen:

Dëschdes de 14. Januar huet den Här Graas mech ugeruff, ech war dee Moment am Ausland, an huet gesot et kommen ongeféier 5 Amendementen de Mëtteg an der Kommissioun, wouvu mer mat zwee do net kënnen d'accord sinn a wou mer och ëmmer am Virfeld gesot hunn, mir wäeren net d'accord. Dat war a mengen Aen déi Ineptie vun dem Männlechen an dem Weiblechen op der Wahllescht. Dat anert war déi Geschicht mat der Incompatibilitéit vum Europamandat an dem nationale Mandat.

Ech hunn dunn den Här Weiler ugeruff an ech hunn zum Här Weiler gesot, mir kënne mat zwee Amendementen net d'accord sinn. An dunn hu mir zwee ënner ane rem ofgemaach, net ofstëmmen ze loosse an der Kommissioun, sondern mir hu gesot, loosse mer emol déi Amendementen bei de Conseil d'Etat schécken a kucke wat de Conseil d'Etat seet.

(Interruption)

Den Här Gira war jo net dobäi, dofir froen ech mech, wat Dir dozou ze soen hutt? Dir wësst alles besser hei. Déi Gréng wëssen alles besser an den Här Gira ganz besonnen. Dir waart jo bei deem Gespréich net dobäi.

Dunn ass awer an der Kommissioun ofgestëmmt ginn éier déi Amendementen bei de Conseil d'Etat gaange sinn. Mir hu bei deem engen dergéint gestëmmt. Dat war dee vum Männlechen a Weiblechen op der Wahllescht. Bei deem aneren hu mir eis enthalen. Dat ass déi chronologesche Reiefolg an och déi historesche Wourecht. Eppes aneschtens kann een dozou net soen. Dat hei steet net am Koalitionsprogramm, et ass also autoriséiert, dass jiddfer Partei a jiddfer Fraktioun hir eege Meenung dozou ka soen.

Ech hunn och ee ganz grousst Verständnis, dass de Minister versicht huet - och heibannen - bei dësem Gesetzesprojet eng Majoritéit ze

kréien, déi eigentlech eng Majorité qualifié ass compte tenu vun der Wichtigkeet vun deem Projet, esou wéi se vun der Verfassung virgesinn ass. Do ass guer keng Dissension gewiescht tëschent dem Här Weiler a mir, an och keng Opposition, au contraire. Eist Verständnis huet ganz gutt fonctionnéiert, well den Här Graas mer direkt ugeruff huet a gesot huet, dat an dat kënnt op eis zou. An esou hu mir de Problem geregelt an aller Rou a mat villem Demokratieverständnis. Dat ass dat, wat ech hei wollt soen.

M. le Président.- Här Asselborn.

M. Jean Asselborn (LSAP).- Här President, ech wollt dem Här Weiler just kuerz op seng Fro hi soen, well ech wollt en net ënnerbrieche wéi e mer d'Fro gestallt huet,...

(Hilarité)

...dass mer laang scho wëssen an eiser Partei, dass d'CSV an d'DP op deem Punkt do net eens ginn.

Dat wousste mer ier den Här Weiler an den Här Rippinger matenee geschwat haten, an dofir hu mer eis agestallt, Här President, fir dass déi bestehend Gesetzgebung bei deenen nächste Wahle wäert Gëltkeet hunn an dofir suerge mer derfir, dass mer méiglechst gutt Lëschten hunn. Voilà!

Une voix.- D'Duebelkandidatur.

M. le Président.- Här Krecké.

M. Jeannot Krecké (LSAP).- Här President, ech wëll an Erënnung ruffe wat gesot gi war an der Presidentekonferenz, dass um 12.30 Auer géif ënnerbrach ginn.

Ech hunn eng Aarbechtssëtzung mat menger Partei do iwwer. Déi hunn ech ageruff, well ech wousst dass um halwer eng géif opgehalen. Ech géif lech bieden dat elo ze maachen.

Une voix.- Eng Aarbechtssitzung iwwert déi duebel Kandidatur.

M. le Président.- Mir haten awer geduecht de Moien nach de Minister ze héieren an de Mëtteg hätte mer ofgestëmmt. Ech konsultéieren d'Chamber. Sidd Der d'accord fir elo ze ënnerbrieche an de Mëtteg weider ze fueren?

(Assentiment)

Et ass esou décidéiert.

D'Sitzung ass opgehuewen.

(Fin de la séance publique à 12.34 heures)

Ordre du jour

1. Déclaration sur la Politique de Coopération et d'Action humanitaire présentée par M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire
2. 4885 - Projet de loi électorale et portant modification
 - de la loi du 31 octobre 1977 portant fusion des communes de Asselborn, Boevange/Clervaux, Hachiville et Oberwampach
 - de la loi du 27 juillet 1978 portant fusion des communes de Arsdorf, Bigonville, Folschette et Perlé
 - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Harlange et Mecher
 - de la loi du 23 décembre 1978 portant fusion des communes de Junglinster et de Rodenbourg

(Discussion générale - suite - Lecture du texte du projet de loi - Vote sur les 47 amendements - Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel - Motion)

Au banc du Gouvernement se trouvent: Mme Lydie Polfer, Vice-Premier Ministre; MM. Michel Wolter, Luc Frieden et Charles Goerens, Ministres; M. Eugène Berger, Secrétaire d'Etat.

(Début de la séance publique à 14.30 heures)

M. le Président.- D'Sitzung ass op.

Huet d'Regierung der Chamber iergendwelche Kommunikatiounen ze maachen?

(Négation)

Dat ass net de Fall.

Mir héieren dann direkt dem Här Minister Charles Goerens seng Deklaratioun iwwert d'Lëtzeburger Entwécklungshëllef. D'Wuert huet den Här Minister Goerens.

1. Déclaration sur la Politique de Coopération et d'Action humanitaire présentée par M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire

M. Charles Goerens, Ministre de la Coopération et de l'Action humanitaire.- Monsieur le Président, Mesdames et Messieurs les Députés, comme les précédentes interventions en 2000 et en 2001 la présente déclaration sur la politique de coopération au développement et d'action humanitaire du Luxembourg s'inscrit dans un contexte institutionnel: celui d'un dialogue que je souhaite franc et constructif entre le pouvoir exécutif et le pouvoir législatif et - à travers lui - l'ensemble de la population luxembourgeoise dont vous êtes les représentants. Aussi la déclaration d'aujourd'hui et le débat qui s'en suivra demain s'inscrivent-ils dans une dynamique de dialogue et d'échange.

Cette dynamique a pris une nouvelle dimension depuis l'automne dernier, lorsque le Gouvernement a lancé une vaste campagne d'information qui vise à sensibiliser le pu-

blic luxembourgeois aux enjeux de la coopération au développement.

Avec cette campagne, le Gouvernement se propose notamment:

d'informer l'opinion publique sur la politique de coopération au développement menée par le Gouvernement et d'en expliquer la portée;

de favoriser l'acceptation de sa politique de coopération au développement;

de susciter une connaissance et une compréhension plus grandes des réalités des pays en développement ainsi que des relations entre pays industrialisés et pays en développement;

de favoriser la tolérance ainsi que l'esprit de solidarité à l'égard des populations démunies des pays en développement.

La réalisation d'une telle campagne répond d'ailleurs au souhait de la Chambre des Députés, qui a invité le Gouvernement, à maintes reprises au cours des dernières années, à mettre en œuvre, de concert avec les ONG, une campagne de sensibilisation continue pour faire comprendre à l'opinion publique la complexité de l'effort sans précédent fourni par le Luxembourg depuis le début des années 1990 dans le domaine de la coopération.

A l'heure actuelle, la campagne de sensibilisation est programmée pour s'étendre jusqu'en mars 2004. Après une phase préparatoire lors de laquelle nous avons eu recours à l'expertise et à l'expérience en la matière du Service Information et Presse, le Gouvernement a lancé une soumission publique en juillet 2002.

Afin d'être en mesure d'orienter et de cibler au mieux les actions d'information et de sensibilisation, nous avons fait procéder à un son-

dage qualitatif de l'opinion que se fait le public luxembourgeois de la coopération au développement. Le résultat du sondage a confirmé notre pressentiment: les Luxembourgeois sont en général favorables à l'aide au développement, même s'ils sont peu informés sur les efforts déployés par l'Etat luxembourgeois en la matière et même si leur attente principale à l'égard de l'Etat est qu'il réponde à leurs besoins au quotidien, ici au Luxembourg. Fort de ces résultats, le Gouvernement a précisé sa stratégie et son plan de communication avec l'aide d'une agence de communication spécialisée.

La campagne se déroule en plusieurs phases. Une première phase de sensibilisation et de prise de conscience est entre-temps achevée. Au moyen de différents supports médiatiques, abribus, affiches, spots à la télévision, à la radio et dans les cinémas, le but poursuivi pendant cette phase était de faire comprendre à un large public quels sont les principaux domaines d'action du Gouvernement en matière de coopération au développement: l'éducation, la santé, l'adduction d'eau et l'assainissement, le développement des capacités de base des populations des pays en développement, le transfert de savoir-faire. Un autre but était de mieux faire connaître le rôle de l'Etat, qui est l'acteur de loin le plus important en termes financiers de la coopération luxembourgeoise.

La deuxième phase de la campagne qui démarrera en mars prochain aura principalement pour but d'approfondir les connaissances du grand public en la matière. A cet effet, le Gouvernement présentera en particulier des projets concrets de la coopération bilatérale luxembourgeoise qui permettent de répondre aux besoins de nos pays partenaires.

La phase finale de la campagne débutera à la fin de l'année 2003. Elle sera essentiellement consacrée à la consolidation des acquis des deux premières phases.

Monsieur le Président, c'est également dans le contexte d'une politique d'information renforcée que le Gouvernement s'efforce de réserver une plus grande publicité à des événements importants en matière de coopération au développement.

Ainsi la presse luxembourgeoise a-t-elle très largement été associée à la publication des rapports de deux agences des Nations Unies qui figurent parmi les partenaires privilégiés de la coopération luxembourgeoise: le rapport mondial 2002 sur le développement humain élaboré par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le rapport 2002 sur l'état de la population mondiale

préparé par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP). Les 19 et 20 novembre 2002, l'ONU a procédé au lancement des Appels Consolidés inter-agences en matière d'aide humanitaire à New York et dans sept capitales mondiales dont, pour la première fois, Luxembourg. Cette première nous a permis d'articuler à destination du grand public les enjeux de taille auxquels nous confrontent les nombreuses crises humanitaires: la situation actuelle en Afrique australe nous montre à quel point elles sont complexes et difficiles à gérer.

Le 12 juillet 2002, la visite de travail de l'administrateur associé du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), Monsieur Zéphirin Diabré, a donné l'occasion d'évoquer plus en détail et de présenter au public luxembourgeois les Objectifs de développement du Millénaire visant à réduire de moitié l'extrême pauvreté dans le monde d'ici 2015.

Le 8 septembre 2000 en effet, à l'occasion du Sommet du Millénaire qui se déroulait aux Nations Unies à New York, les 189 Etats membres de l'ONU de l'époque se sont engagés, d'ici 2015, à réaliser ce qu'on appelle désormais les Objectifs de développement du Millénaire. Les Etats membres ont ainsi reconnu qu'en plus des responsabilités propres que nous pouvons assumer à l'égard de nos sociétés respectives, nous sommes collectivement tenus de défendre, à l'échelon mondial, les principes de la dignité humaine, de l'égalité et de l'équité. Afin de faire en sorte que la mondialisation devienne une force positive pour tous, un effort commun important et soutenu doit être consenti, dans le but d'atteindre les huit Objectifs du Millénaire. Jusqu'en 2015, nous nous sommes engagés à:

Réduire de moitié la proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté et souffrant de la faim.

Assurer l'éducation primaire pour tous.

Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes, notamment à travers l'éducation.

Réduire la mortalité infantile de deux tiers pour les enfants de moins de 5 ans.

Améliorer la santé maternelle.

Combattre le VIH/SIDA, le paludisme et d'autres maladies.

Assurer la durabilité des ressources environnementales en intégrant les principes du développement durable dans les politiques nationales et en réduisant de moitié le pourcentage de la population qui n'a pas accès de façon durable à l'eau potable.

Mettre en place un partenariat mondial pour le développement.

Ces objectifs sont à la fois ambitieux et insuffisants. Prenons seulement le premier objectif comme exemple. Il est insuffisant, car il ne vise à réduire la proportion de la population vivant dans l'extrême

pauvreté que de moitié, alors que ce fléau touche à l'heure actuelle 1,2 milliard d'individus qui doivent subsister avec l'équivalent de moins d'un dollar par jour. La pauvreté affecte quant à elle 2,8 milliards d'individus qui disposent de moins de deux dollars par jour pour survivre. Au cours de la décennie passée, selon les données du PNUD, le nombre des personnes vivant dans l'extrême pauvreté n'a que légèrement reculé, de l'ordre de 100 millions d'individus. Même si nous parvenons à réduire de moitié la proportion de la population vivant dans l'extrême pauvreté, cela n'empêchera pas qu'une majeure partie des personnes concernées resteront prisonnières de leur tragique condition humaine, ce que nous ne saurions accepter.

Le paradoxe veut que l'objectif qui vient d'être évoqué est néanmoins ambitieux. Certains diraient même qu'il s'agit d'un vœu pieux. En effet, au regard des moyens mis en œuvre à l'heure actuelle, il paraît de prime abord difficile à atteindre. Pour ma part, je reste convaincu qu'il peut être réalisé si tous les pays respectent leurs engagements, et notamment celui d'augmenter le niveau de leur aide publique au développement et d'améliorer leur aide en ciblant les secteurs pertinents, les secteurs sociaux, en particulier l'éducation et la santé. J'irais même jusqu'à affirmer que dans l'éventualité où l'ensemble des pays de l'OCDE à revenu élevé faisaient face à leurs responsabilités et consacraient notamment 0,7% de leur revenu national brut à l'aide publique au développement, la pauvreté pourrait être éradiquée à l'horizon 2015.

Le Luxembourg tient ses engagements. Il a régulièrement augmenté son aide publique au développement, qui doit atteindre 0,84% du revenu national brut cette année. Il continue de cibler son appui à raison de plus de 80% sur les secteurs sociaux, dépassant ainsi très largement les objectifs minimaux fixés en 1995 par le Sommet mondial de Copenhague pour le développement social. Comme il a déjà été expliqué par le passé, les principes et priorités de la coopération luxembourgeoise sont totalement en phase avec les Objectifs du Millénaire. Le suivi de la mise en œuvre de ces objectifs sera dorénavant assuré par Madame Eveline Herfkens, ancienne Ministre de la Coopération des Pays-Bas, qui a été nommé l'an dernier Coordinatrice du Secrétaire Général des Nations Unies pour la campagne de promotion des Objectifs de développement du Millénaire. Le Luxembourg entend soutenir financièrement son important travail de lobbying au niveau international.

L'information du grand public sur les enjeux de la coopération et la sensibilisation de nos concitoyens à ces enjeux, nous les comprenons comme un pendant nécessaire à notre action sur le terrain, aux côtés des populations les plus pauvres des pays en développe-